



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Nouvelles du Groupe Futurovest	02
Envoi n°01 : Pas de liberté sans Science	03
Envoi n°02 : Harrods vs Boucicaut	05
Envoi n°03 : Le futur des Régions	06
Cogito n°01 : Quand la dette occulte le partage	07
Cogito n°02 : L'erreur est urbaine	19
Mémoires du futur	24
Bibliographie, Web...	59

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

Éditée par Futurovest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest

au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Domanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Troisième trimestre 2014

Conférences

- **Mardi 21 octobre 2014 à Nantes, Museum d'histoire naturelle- de 18h00 à 20h00**
*« Les nucléaires et leurs avenir » - Nucléaire médical (Jean-François CHATAL)
Filière Thorium (Daniel HEUER, CNRS), Sortir du Nucléaire*
- **Jeudi 04 décembre 2014 à Quimper- de 18h00 à 20h00**
*« Reprendre, ni sang ni dettes », pour retrouver le chemin de la prospérité.
Jean-Michel TRUONG
En partenariat avec La Liberté de l'Esprit.*
- **Vendredi 07 mars 2015 à Lorient**
« Les nouvelles tyrannies », Valérie CHAROLLES

Publications

- **« Jeunesses, Educations, Formations 2025 »**
Disponibles gracieusement en ligne sur www.futuroouest.com
- **« Démocratie participative : progrès ou illusions ? »**
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN - L'Harmattan 2012 - 280 pages
- **« Périples d'un Consultant / 1987-2010 »**
Liam FAUCHARD Liam FAUCHARD, D'autres Univers 2013, 200 pages
futurescan@sfr.fr
- **« Mutations des relations sociales 2030 »**
Liam FAUCHARD, Gérard GUIGOURES, Jean PIANEL
L'Harmattan 2014, 200 pages

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - Vendredi 24 octobre 2014, à Lorient

Index

- Index des Cogito
- Indes des NDL par auteurs
- Indes des NDL part thèmes

www.futuroouest.com [Publications]

Agenda

- Se reporter au site : www.futuroouest.com

De même que nous avons besoin de plus d'Europe politique pour faire progresser l'Europe économique, sociale et culturelle, de même nous avons besoin de plus de science pour améliorer notre bien-être global. Ce qui est exprimé ici, parce que je suis européen, n'est pas réservé à un continent de la Planète ; nous pourrions même dire que l'équilibre politique et l'équilibre scientifique sont les deux éléments balancés de la justice. La science parce que sans elle, il n'y pas de progrès technique, des institutions politiques solides pour que l'intérêt général ne soit pas soumis à des influences nocives venant de telle ou telle application technologique.

Venant souvent de personnes ou de groupes de mauvaise foi, on amalgame science, technologie, technique. La science (*découverte*) est neutre, elle permet l'accès à des connaissances, des compréhensions, des savoirs complexes. « *La science nous instruit sur le monde, pas sur la façon dont nous devons nous y conduire.* » [Wiktors Stoczkowski, Physicien]. On ne saurait mieux dire.

Quant à la technologie c'est l'application d'une partie de la science, elle relève in fine des choix sociaux des sociétés humaines. La technique c'est la technologie à la portée de tous : comme l'écrit Umberto Eco « *Le livre est comme la cuiller, le marteau, la roue ou le ciseau. Une fois que vous les avez inventés, vous ne pouvez pas faire mieux.* »

Paradoxalement, à notre époque où les connaissances objectives n'ont jamais été aussi nombreuses et précises, il se trouve des mouvements obscurantistes d'obédience religieuse ou sectaire qui tentent vaille que vaille d'aller à contre-courant, mettant en avant des dogmes et des présupposés qui laissent parfois le chercheur le plus modeste ; cela peut aller jusqu'à la caricature : « *Les catastrophes naturelles sont le résultat de notre propre comportement. Il y a beaucoup de femmes qui ne s'habillent pas décentement et détournent les jeunes hommes du droit chemin, corrompent leur chasteté, ce qui augmente les tremblements de terre.* » [Kazem Sedighi, imam de Téhéran.]

Nous sommes confrontés à un combat titanesque entre les penseurs et les « *croyeurs* » dont l'issue n'est même pas garantie en faveur des premiers, que l'on pense simplement aux arguments déployés par le Cardinal BELLARMIN pour condamner les découvertes de Galilée et de Copernic. Or, de nos jours, certains accusent la science de tous les maux. Ils lui imputent les pollutions, des maladies, les crises économiques, la multiplication des armements, etc. Mais la science n'est ni bonne ni mauvaise ; elle n'est ni morale ni immorale ; seule son utilisation par les hommes peut être bonne ou pas, morale ou pas, polluante ou bénéfique... De la même manière, la science n'est pas démocratique (*on ne découvre pas « à la majorité »*) ; mais elle est une composante fondamentale de la démocratie.

Prenons l'exemple de la physique quantique. Les applications de ses savoirs sont présentes avec bonheur dans notre vie de tous les jours : le laser, du lecteur-graveur de CD à la médecine en passant par l'usinage industriel ; la spectroscopie, outil d'investigation exceptionnel utilisé aussi bien en biologie, en chimie ou en astrophysique ; la cryptographie quantique qui sécurise des millions de transactions commerciales chaque jour ; peut-être un jour l'ordinateur quantique qui relèguera nos vieux PC au grenier ; les semi-conducteurs aussi indispensables en informatique que pour écouter les radios FM ; l'IRM d'usage quotidien dans les hôpitaux, etc. Il ne fallait pas découvrir la mécanique quantique ?

Nous pourrions de même lister des dizaines d'usages pratiques qui ont amélioré la vie quotidienne des Terriens, en provenance direct de la science de l'espace, usages bien souvent ignorés de ceux qui les mettent en œuvre chaque jour.

Dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler simplement les relations Nord-Sud, nous pourrions aussi reprendre à notre compte l'affirmation que « *la science est au service du développement* ». ^[1] En prenant en compte à la fois les volontés de citoyens de Pays développés d'aider à la croissance de Pays moins avancés, et des moyens télématiques disponibles de nos jours, nous pourrions aisément avoir le schéma suivant : des citoyens mobilisés à travers le crowdfunding accepteraient de financer des recherches menées dans des laboratoires de Pays du Nord sous condition que leurs apports financiers participatifs engagent ces laboratoires à opérer des transferts de connaissances et de techniques vers des laboratoires ciblés, identifiés à partir de leurs propres engagements programmatiques menant leurs travaux dans des Pays du Sud. Nous aurions là une réalité concrète de la solidarité Nord-Sud, mettant en œuvre des pratiques bottom-up citoyennes plus rapides et plus efficaces que des mécanismes institutionnels top-down. Les choix ne manqueront pas : médicaments accessibles, techniques sanitaires, processus d'enseignement, applications agricoles, modes de transport, accès à l'énergie, matériaux composites adaptés...etc...

Le cas du changement climatique, très diversifié et absolument pas homogène comme nous l'assène l'IPCC à rebours de tous les constats, qui demandera des actions de nature et d'ampleur variées selon les endroits de la Planète (*froid, chaud, pluie, sécheresse, vent...*) est en lui-même emblématique à la fois parce qu'il concerne tous les Terriens, et aussi parce que ce sont les découvertes scientifiques d'hier, d'aujourd'hui et de demain qui permettront nos adaptations différenciées.

Les applications inconsidérés de la science peuvent nuire à notre existence, certes, mais sans la science ouverte et pluraliste, nous périrons à coup sûr !

^[1] = Christine Amory, *La science au service du développement*, L'Harmattan 2012.

Liam FAUCHARD / Mars 2014

Texte paru initialement sur www.global-local-forum.com en Avril 2014.



HARRODS VERSUS BOUCICAUT

Dans « *Démocratie et autoritarisme* », Guy HERMET caractérise trois traits politiques majeurs de trois Etats occidentaux : le Royaume-Uni comme une aristocratie érigée en peuple ; les USA, la démocratie comme religion ; la France ou la République des mots. Judicieuse formule tant on observe dans ce Pays le plaisir des mots au détriment du faire et de l'action concrète... et anticipatrice.

Pour les USA et la France, s'y ajoute un discours supplémentaire portant à la connaissance des autres Pays une volonté « universaliste » dont on ne voit jamais démontrer la légitimité. Cette volonté unilatérale eut sans doute son heure de gloire au 19^e siècle et partiellement au 20^e, du fait de la colonisation forcée d'une part, de l'hégémonie de la puissance militaro-industrielle des américains, d'autre part. Elle n'a plus aucune légitimité dans un Monde multipolaire rythmé par la globalisation.

La Chine et son néoconfucianisme « *Pas de monothéisme / Pas d'athéisme* » a des valeurs tout aussi intéressantes à faire valoir et peut se targuer d'une longévité civilisatrice indéniable.

Quant aux pratiques des dirigeants français, la République des mots est toujours là. On y aime changer des noms sans changer des contenus et des pratiques. Ainsi, en modifiant le nom d'un Département qu'avons-nous changé à la géographie, l'histoire, la culture, le tissu socio-économique... de ce territoire : strictement rien ! Il en fut aussi de la DATAR, rebaptisée pompeusement DIACT, puis renommée DATAR en toute logique ; des DDE, fusionnée ou pas en DIR... sans que le service rendu ne change ... ou ne s'améliore : pas de valeur ajoutée nouvelle, pas de créativité. Et récemment l'écotaxe devenue écoredevance comme si le mot était la solution ! Comme disait un observateur britannique de mes amis « *tout change parce que rien ne change.* » Il ajoutait amusé « *vous avez eu la RTF, l'ORTF, Antenne2, France2... nous, cela s'appelle la BBC depuis plus de 80 ans et ça s'est parfaitement adapté à toutes les mutations.* »

La comparaison laisse perplexe quant aux décalages pratiques découlant avérés. Le constat est douloureux. Le Commonwealth existe toujours et comprend 54 Etats issus de l'ex-empire britannique dont une quinzaine reconnaissent officiellement Elizabeth II comme souveraine, représentée in situ par un gouverneur ; de son côté, l'Union Française, qui devait regrouper tous les Etats issus de la colonisation française, a disparu peu de temps après sa création. Plus terre à terre : dans la foulée de la réussite de la première exposition universelle inaugurée en 1851 par la reine Victoria, dans le West End de Londres qui se développe rapidement, Charles Digby HARROD crée en 1861 les magasins qui portent son nom... et qui existent toujours. En revanche, les magasins créés par Aristide BOUCICAUT sous le nom « *Le Bon Marché* » à la même époque, ont disparu depuis longtemps.

Or, être pragmatique ne signifie pas absence de valeurs de longue portée et d'influence historique ; il en va ainsi de la Magna Carta, de l'Habeas Corpus, du Bill of Rights, etc. Nous ferions bien de nous en inspirer

Liam FAUCHARD / FutureScan / Avril 2014

Le Général De Gaulle a écrit que les cultures étaient plus fortes que les idéologies ; signifiant que les composantes de la culture d'un peuple (*au sens complet du terme*), c'est-à-dire la combinatoire de géographie + pratiques socioéconomiques + histoire + pratiques sociales et culturelles + croyances... étaient déterminantes pour assurer l'engagement des hommes dans des processus coopératifs de prospérité. Le cas de l'Union Soviétique lui a donné raison : lorsqu'un système politique de nature coercitive, qui a tenté durant sept décennies de construire l'homme nouveau, se délite, on retrouve quasi intactes les cultures russe, azéri, moldave, géorgienne, etc.

La réforme régionale envisagée est absurde. Dans une visée purement technocratique qu'on croyait révolue et digne d'un passé vieux d'un demi-siècle, l'idée de diviser par deux le nombre des régions métropolitaines est irresponsable car totalement contraire aux cultures des peuples de France. Qu'on le veuille ou pas, il n'y a pas d'égalitarisme républicain, les rapports de la Cour des Comptes le démontrent depuis des années ; de plus, on n'organise pas la vie collective productive et sociale de la même manière à Soissons et à Perpignan. De même, nous constatons que dans moult « *Départements* » de France des panneaux sont réapparus tels qu'Anjou, Touraine, Dauphiné, Bretagne, Catalogne, Picardie, Savoie... Il faut donc revenir aux fondamentaux culturels.

Entre 2015 et 2030, voilà ce qui peut se faire sans heurts.

Temps-1 : annoncer la suppression des Départements, laisser les provinces historiques s'exprimer et s'affirmer, et peu importe que l'on se retrouve avec 30 ou 40 provinces ; et qu'on ne nous ressorte pas l'argument de la taille, c'est un critère non-significatif : est-on hostile au fait que le Luxembourg, l'Islande, le Danemark, le land de Brême, le Val d'Aoste soit petits, cohérents... et prospères ? Ce qui est déterminant pour la prospérité c'est la confiance que les habitants ont dans leurs socles culturels et socio-économiques communs.

Temps-2 : serait proposé un processus de mariage entre les provinces affirmées et reconnues qui le voudraient ; cette démarche devrait être calquée sur les processus de votation utilisés en Suisse, ce qui implique de prendre le temps des explications, d'avoir des débats contradictoires dans toutes les sphères économiques, sociales, associatives, d'enseignement... Le mariage devra se traduire par une économie d'échelle des moyens mutualisés.

Temps-3 : serait proposé aux provinces seules et aux provinces mariées un processus de coopération renforcée entre elles, y compris avec des régions extra-françaises, Savoie et Val d'Aoste, Alsace et Land germanique, Artois et Wallonie, Roussillon et Catalogne... à titre d'exemples pour illustrer ce troisième temps.

Pour un retour aux fondamentaux fructueux, il faudrait doter ces espaces humains cohérents du triptyque Compétences + Moyens + Responsabilités. Pour mémoire, la Région Bretagne actuelle a un budget de l'ordre de 1G€ ; pour une population inférieure, celui du Pays de Galles est de 20G€. Et plus question de venir pleurer auprès de papa Etat, il faudra assumer ses choix.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Mai 2014

Article paru précédemment sur www.lemonde.fr

Monnaie : quand la dette occulte le partage

Jean-Michel SERVET
IHEID Genève

Résumé :

L'article relève l'occultation du partage dans *La Monnaie souveraine (1998)* et les travaux qui s'en sont inspirés. Le néolibéralisme a rendu hégémonique une approche par la circulation de la monnaie et plus généralement de l'ensemble des faits sociaux. Or, cette vision catallactique que des critiques de l'économie orthodoxe ont pu eux-mêmes soutenir a éclipsé l'institution de l'inaliénabilité de certains biens et d'une hiérarchie de droits communs d'usage au sein d'une société humaine.

Mots clefs

Commun, dette, monnaie, partage, solidarité

Les ouvrages *Souveraineté, légitimité de la monnaie (1995)* puis *La Monnaie souveraine (1998)* peuvent être considérés comme essentiels pour les économistes (*et pas seulement*) cherchant à aborder de façon nouvelle et interdisciplinaire les relations entre monnaie et dette ⁽¹⁾ dans un contexte où, à un niveau pratique et institutionnel, la coupure traditionnelle chez les économistes entre finance et monnaie se trouvait fortement estompée par l'invention de nouveaux instruments financiers à haute liquidité (*Servet 2012 a*). Rompant avec une vision contractualiste et marchande de la monnaie dominante en particulier parmi les économistes, ils ont été publiés sous la direction de deux économistes hétérodoxes, Michel AGLIETTA (1938-) et André ORLÉAN (1950-). Ceux-ci prolongeaient et élargissaient ainsi la critique qu'ils avaient amorcée dans *La violence de la monnaie (1982)* à partir de la rivalité mimétique girardienne.

Dans la présente contribution, sont d'abord présentées l'origine de ces publications et leurs idées maîtresses. Puis la question du dépassement de l'approche contractuelle des échanges et des usages monétaires est abordée à travers ce qui est généralement qualifié par les anthropologues d'« *énigme de la troisième personne* ». L'exemple de la contribution de Daniel DE COPPET permet d'illustrer l'occultation du partage ⁽²⁾ parce qu'est privilégiée une approche en termes de don puis de dette.

Entendons par « *partage* » la possibilité pour ceux reconnus comme membres d'une communauté d'utiliser une ressource instituée comme bien commun (*en l'occurrence ici la monnaie*). Le faire suppose la définition du groupe d'usagers, des conditions d'accès, d'appropriation, de distribution, de prélèvement et de reproduction de la ressource, le contrôle de cet usage et des capacités d'en tirer des revenus, l'arbitrage d'éventuels conflits d'utilisation et la répression de ceux ne se conformant pas aux règles collectivement acceptées. À l'inverse d'une division, d'un fractionnement, d'un morcellement ou d'un démembrement, que le mot « *partage* » peut suggérer, il s'agit d'une mise en commun ou d'une reconnaissance d'un bien dont la dimension commune pré-existe ou a été instituée. Ce qui a été dit de l'eau, de la forêt, des ressources halieutiques ou de pâturages en distinguant les biens collectifs de libre accès des biens communs (*Ostrom 2002, 2005 ; Baron, Petit, Romagny 2011*) peut s'appliquer, toutes choses égales par ailleurs selon le caractère épuisable ou plus ou moins renouvelable, tangible ou intangible, matériel ou immatériel, aux biens culturels, à la santé ou aux connaissances (*Coriat 2013*) comme à la monnaie et à la finance (*Meyer 2012*). Ainsi sont reconnues et dépassées les divisions de la

⁽¹⁾ Que soient remerciés tout particulièrement Hadrien Saiag ainsi qu'Eveline Baumann, Bernard Hours, Pepita Ould-Ahmed, Ezra Ricci, Bruno Théret et deux lecteurs anonymes de la revue pour leurs réactions m'ayant incité à poursuivre la rédaction de ce texte à diverses étapes de son élaboration.

⁽²⁾ On doit remarquer que ce terme n'apparaît ni dans l'index de *La Monnaie souveraine* ni dans ceux de Théret (2007), pas plus que ceux d'« inaliénable », de « commun » ou de « bien commun » alors que « don » comporte 38 entrées dans le premier et 11 dans les deux index du second. Toutefois, l'expression « bien collectif » apparaît trois fois dans l'index de *La Monnaie souveraine* dont deux fois explicitement à propos de la monnaie (dans les contributions de Michel Aglietta et Jean Cartelier et de Bruno Théret).

société par la reconnaissance des interdépendances. Aborder la monnaie en termes de partage permet aussi de montrer que ce n'est pas tel ou tel type de comportement (*en l'occurrence égoïste et calculateur ou à l'inverse généreux*) qui conditionne les façons de penser, les préférences et les habitudes, mais au contraire que les structures institutionnelles déterminent celles-ci (*Weinstein 2013 p. 15*). L'institution ou la reconnaissance de biens à usage partagé (*selon la définition qui vient d'en être donnée*) joue dès lors un rôle essentiel pour comprendre le développement du principe polanyien de réciprocité entendu comme institutionnalisation de la solidarité (*Sabourin 2012, Servet 2009, 2013*).

Origine et idées maîtresses de La Monnaie souveraine

Les travaux ayant conduit à la publication de *La Monnaie souveraine* ont été réalisés et réunis dans le cadre d'un programme de recherche interdisciplinaire initié par Jean-Marie Thiveaud (1946-2007), conseiller historique de la principale institution financière française, la Caisse des dépôts et consignations^[3]. L'interdisciplinarité doit être comprise ici non comme une pluri ou multidisciplinarité juxtaposant les apports disciplinaires ; mais comme une confrontation de ces savoirs pour révéler les hypothèses qui construisent de manière différentes les objets d'étude (*Servet 2012 b*) et révéler leur complexité, en l'occurrence dans ce projet la confiance^[4].

Les ingrédients centraux de la définition nouvelle de la monnaie dite « *souveraine* », comme l'ont retenu les commentateurs, critiques et épigones de l'ouvrage, peuvent se résumer grâce à trois expressions : dette, souveraineté et confiance, selon l'ordre même des parties structurant l'ouvrage (*Théret 2007 p. 20*). Ce projet a fait dialoguer principalement l'économie avec^[5] l'anthropologie, l'histoire et la psychologie^[6] autour de ces trois clefs^[7]. Dans les débats préparatoires et l'écriture des deux ouvrages, l'anthropologue Daniel de Coppet (1933-2002) a joué un rôle pivot. La recherche avait été placée initialement sous les auspices intellectuels de l'indianiste Charles Malamoud (1929-), éditeur notamment de *Lien de vie, noeud de mort*. Les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien (1988)^[8] et co-auteur de l'ouvrage, mais qui participa personnellement peu directement aux réunions. L'origine institutionnelle du projet avait pour but d'éclairer les fondements de la confiance dans les relations et organisations financières, confiance pour laquelle les flux de dettes / créances (*deux faces d'une même relation*^[9] *appréhendée à partir de deux positions différentes*) jouent un rôle essentiel du point de vue tant du collectif que des patrimoines privés. Au fur et à mesure du déroulement du séminaire, dans sa dynamique collective et au-delà des sources intellectuelles personnelles de chacun des co-auteurs, l'influence de l'anthropologue Louis Dumont (1911-1998), auteur notamment d'une puissante critique de l'économisme dans *Homo aequalis* (1977)

[3] Le soutien de cette institution financière, commanditaire de la première recherche avec l'appui de Jean-Marie Thiveaud, via l'Association d'économie financière, ne s'est pas interrompu pour les travaux y ayant fait suite, notamment pour la recherche au groupe de travail qui a abouti à Bruno Théret (2007) grâce à Isabelle Laudier, responsable de l'Institut CDC pour la Recherche.

[4] Depuis la création de la C. D. C. en 1816 sa devise est : « foi publique ». Elle est apparue dans le contexte politique français de la Restauration, où le terme « confiance » était un maître mot pour les libéraux voulant reconstruire le royaume de France notamment d'un point de vue financier.

[5] D'où sans doute l'accueil et les débats suscités par l'ouvrage avec des anthropologues et des historiens dans *L'Homme* (2002 vol. 162, 2009 n°190) et les *Annales* (2000 vol. 6). Baroin (2003 p. 184) remarque très justement que Testard (2001) ignore de façon surprenante les thèses de *La Monnaie souveraine*. Cette lecture lui aurait sans doute évité une approche fonctionnelle de la monnaie et de ne pas comprendre le lien théorique et historique existant entre crédit et monnaie. Toute relation de crédit a par nature une dimension monétaire.

[6] Voir la prolongation de ce champ de l'ouvrage dans les travaux de Jacques Birouste dans le cadre des conférences organisées dans le cadre la préparation au passage à l'euro pour la DG XXIV de la Commission européenne, en France le ministère de l'Économie et des Finances et la Caisse des Dépôts et Consignations et les caisses de retraite.

[7] Robert Boyer (2008 p. 5) rendant compte de *La Monnaie dévoilée par ses crises*, ouvrage poursuivant *La Monnaie souveraine* (voir ci-dessous p. 5 et 8), remarque que de ce trépied théorique initial pour synthétiser l'analyse des crises monétaires Bruno Théret va principalement retenir les diverses formes de la confiance et que les concepts de souveraineté et surtout de dette de vie y apparaissent peu développés dans sa conclusion pour comprendre les monnaies modernes alors que les travaux de Bruno Théret sur la protection sociale dont les retraites auraient pu laisser penser qu'il y accorderait un rôle plus explicite. Sur ce point voir ci-dessous notes 7 et 36.

[8] Voir par exemple le compte-rendu d'André Padoux dans *Revue de l'histoire des religions*, 1990, vol. 207, n°3, p. 323-324 et Malamoud 1989.

[9] Sur l'opposition de la relation voir ci-dessous note 24.

MONNAIE : QUAND LA DETTE OCCULTE LE PARTAGE suite

et préfacier de la traduction française ⁽¹⁰⁾ de *La Grande Transformation (1944/1983)* de Karl POLANYI (1886-1964), a été croissante. Son œuvre séminale, notamment pour celle de Daniel de Coppet, est devenue implicitement ou explicitement une référence phare pour la plupart des co-auteurs, soucieux de comprendre la complémentarité entre une confiance méthodique ou transactionnelle qui sécurise les relations et permet de les gérer, une confiance hiérarchique (*celle qu'apportent les normes juridique, politique, etc. des autorités publiques et privées et qui est intériorisée par les acteurs*) et une confiance éthique (*fondée sur des valeurs collectives*) ; l'ensemble permettant les relations de dettes monétaires et l'existence même de l'institution monétaire comme institution souveraine des sociétés.

La démonstration faite dans *La Monnaie souveraine* est assise tant sur des arguments théoriques par des économistes revisitant les hypothèses orthodoxes constitutives de leur savoir particulier que sur plusieurs exemples analysés par leurs spécialistes à travers le temps et l'espace (*principalement Inde védique, Mélanésie, Rome antique et Afrique occidentale colonisée*). Les co-auteurs n'ont pas choisi de faire du comparatisme pour penser des similitudes et des différences. Leur projet collectif a été de découvrir l'invariabilité de la monnaie comme institution humaine. Rendant compte de *La Monnaie dévoilée par ses crises* édité par un des co-auteurs de *La Monnaie souveraine*, Bruno Théret, ouvrage lui faisant en quelque sorte suite et étendant l'analyse à des nombreuses sociétés à travers leur évolution historique, l'économiste Robert Boyer (2008 p. 2) remarque que : la méthode comparative adoptée est « *l'une des voies royales vers la généralisation de théories nées locales* » permettant de reconnaître le caractère transhistorique de la monnaie, fortement affirmé dans l'ouvrage, et d'« *éclairer les monnaies sauvages à la lumière des monnaies modernes et vice versa* » (Boyer 2008 p. 3). Yves Grenier reconnaît aussi la nouveauté de l'approche dans son compte-rendu de l'ouvrage paru dans les *Annales* (2000), en soulignant qu'il s'agit de « *penser la monnaie autrement* ». La monnaie n'est pas appréhendée par une approche traditionnelle instrumentale selon ses fonctions de paiement, de compte et de réserve. Elle est comprise à partir de l'appartenance à une communauté cimentée par la dépendance à des dieux, à des ancêtres, à des souverains et in fine à un Tout social que ceux-ci incarnent ; d'où l'importance accordée par les auteurs à l'hypothèse d'une définition de la monnaie par la dette, en opposition à l'interprétation économiste la réduisant à un médium des échanges. ⁽¹¹⁾ La monnaie est non seulement ce qui permet d'établir des dettes privées et publiques mais aussi ce qui assure leur perpétuation et leur transmission, y compris dans une perspective intergénérationnelle. Il serait erroné de penser que cette hypothèse holiste de totalisation sociale à travers la dette monnaie s'applique mal aux sociétés contemporaines dominées par l'individualisme. Tout d'abord, le processus d'individualisation y demeure inachevé et partiel ; et sans doute, si certaines réponses à la présente crise l'emportent, un coup d'arrêt, plus essentiel qu'on l'imagine, peut atteindre ce processus, à travers des issues démocratiques solidaires ou des solutions populistes de droite ou totalitaires (Servet 2010). Le rôle central de l'individu dans la hiérarchie des valeurs et la croyance dans l'autonomie de l'économie contribuent eux-mêmes à un système de valeurs organisant la société et créant des interdépendances automatiques. La totalité sociale, si elle est alors en quelque sorte inconsciente, est bien effective, y compris dans des sociétés où est privilégiée l'autonomie des individus, voire où est niée l'existence même de faits sociaux au-delà de la sommation de comportements et d'intérêts individuels. La totalité est présente puisque chacun se trouve a minima nécessairement lié aux autres à travers les marchés et la monnaie. Comme le souligne Frédéric LORDON (2000 p. 1347) dans son compte-rendu de l'ouvrage : un « *impératif échangiste a saisi la société en son entier [...] la confiance en la monnaie ne concerne les sociétaires qu'à raison d'une fraction limitée et séparée de leur existence, mais elle les concerne tous.* » « *Tous* » est souligné ici par Frédéric LORDON.

Différents comptes-rendus de *La Monnaie souveraine* (Basle 1999, Breton 2000, Caillé 2002, Grahl, 2000, Grenier 2000, Lordon 2000, Marcovitch 2000, Piron 2002) reconnaissent la rupture théorique ainsi introduite par l'ouvrage. À partir de ses pré-supposés fondateurs contractualistes, la

⁽¹⁰⁾ Remarquons ici que la traduction de *La Grande Transformation* a été réalisée par l'épouse de Charles Malamoud, Catherine Malamoud, avec Maurice Angenod.

⁽¹¹⁾ Si l'apport de *La Monnaie souveraine* à l'anthropologie économique ou à la socioéconomie se réduisait à cette critique, il serait faible pour ce qui est de comprendre de façon différente les pratiques monétaires de l'apport de Karl Polanyi en ce domaine.

science économique standard paraît incapable de comprendre la monnaie, car cette institution ne peut pas être déduite du marché et de la valeur qui en seraient un en deçà. À l'inverse, le marché pré suppose la monnaie ^[12]. Hadrien Saiag (2011) a mobilisé cette hypothèse cruciale pour *La Monnaie souveraine* afin d'analyser les fondements des clubs de trueque argentins. On peut ici remarquer qu'une récente publication par deux économistes du Fonds monétaire international (Benes 2012) valide aussi la critique de la relation entre marché et monnaie, qu'ils stigmatisent comme un « *imaginary knowledge* » (p. 12), en s'appuyant également sur de nombreux travaux historiques et anthropologiques ; parmi lesquels : Laum 1924, Quiggin 1949, Einzig 1966, Peruzzi 1985, Zarlenga 2002 et Graeber 2011 ; des auteurs rarement cités dans les recherches du FMI ; celle-ci propose par ailleurs un modèle économique pour valider l'analyse. Un article signé par Ambrose Evans-Pritchard dans le quotidien britannique *The Telegraph* (21 octobre 2012) a désigné cette étude comme un « *IMF's epic plan to conjure away debt and dethrone bankers* », car elle vise à réhabiliter la proposition faite en 1936 dans le contexte de la grande dépression par Henry Simons et Irving Fisher pour annihiler la capacité des banques de créer de la monnaie par le crédit. Il s'agit de gager à 100 % la monnaie bancaire par des dépôts. Or les banques imposent en quelque sorte à la société leur création monétaire sans déposer de contrepartie équivalente au niveau de l'institution régulatrice des institutions financières et monétaires. Et la lutte contre les déficits budgétaires publics a anéanti le (contre) pouvoir régalien traditionnel de financement. Elle a déplacé cette liberté publique en direction d'établissements financiers qui, eux-mêmes, se la sont appropriée pour transformer cette nouvelle puissante capacité collective privée de création de liquidités en une vaste machine spéculative constituant un nouveau mode d'exploitation. On voit que ces pyramides de dettes privées s'opposent à un processus de partage collectif sous contrôle public de l'émission monétaire. Le dépôt de garantie des prêts privés constituerait une sorte de trésor collectif dans une institution commune souveraine.

Revenons au cœur de l'écriture de *La Monnaie souveraine*. L'influence de Daniel DE COPPET, et à travers lui de Louis DUMONT, a été considérable au sein du groupe ayant co-publié l'ouvrage, et elle s'est prolongée explicitement notamment dans les travaux de trois économistes hétérodoxes de ce groupe de recherche, Jean CARTELIER (2007), André ORLÉAN ^[13] et Bruno THÉRET ^[14]. S'appuyant sur les acquis de *La Monnaie souveraine*, ils ont poursuivi la réflexion au-delà de la disparition en 2002 de Daniel DE COPPET ^[15] et de la fin des rencontres collectives régulières entre les co-auteurs, en élargissant le dialogue entre anthropologie, histoire et économie, notamment le troisième avec Keith Hart par un commentaire de son article sur les deux faces de la monnaie (1986, 2008) reconnu par cet anthropologue comme étant un des plus pertinents (Théret 2007 p. 47 ; voir aussi Graeber 2011 p. 73). La question initiale de la confiance dans la monnaie et la finance posée par l'institution de recherche de la Caisse des dépôts a été en quelque sorte progressivement subsumée au sein du groupe par celle des fondements de la dette ^[16]. Dans plusieurs travaux, André ORLÉAN (2002, 2009) et surtout Bruno THÉRET dans un nouveau collectif ayant réuni anthropologues, historiens et économistes (2007) ^[17] ont promu la compréhension des fondements des pratiques monétaires et financières à partir du concept de dette dans une perspective institutionnaliste ou conventionnaliste, qui d'une certaine façon prolonge ici des perspectives développées jadis par J. M. KEYNES ou par John R. COMMONS, tout en étant partiellement imprégnée de marxisme. Si l'on se réfère aux citations qu'ils font, ces économistes hétérodoxes paraissent s'intéresser surtout à des auteurs pouvant donner l'illusion d'une sorte de primitivité des sociétés auxquelles ils

^[12] Pour une intégration de ces hypothèses en philosophie, voir Cuillerai 2001, qui par ailleurs avait transcrit les interventions des co-auteurs lors des séances de travail ayant abouti à *La Monnaie souveraine*.

^[13] Voir notamment : Orléan, 2002, 2008 et 2010 ainsi que Lordon Orléan 2007.

^[14] Voir dans son introduction à *La Monnaie dévoilée par ses crises* et un article dans *L'Homme* (2009) où il approfondit le concept de dette, développé dans *La Monnaie souveraine* et où il répond aux critiques formulées notamment dans *L'Homme* 2002 par Stéphane Breton, Alain Caillé et Sylvain Piron.

^[15] Lacombe, 2002, Barraud, 2003, repris et complété dans Iteanu 2010 p. 470-473, Rieuneau, 2002.

^[16] On doit remarquer qu'à partir de janvier 2013 une nouvelle génération de réflexion au-delà de *La Monnaie souveraine* et de *La Monnaie révélée par ses crises* est soutenue par l'Institut Veblen et centre ses travaux sur les pluralités monétaires (ce qui doit permettre d'approfondir l'analyse du concept de souveraineté). Cet Institut est fortement lié à la Fondation pour le progrès de l'homme qui, dès les années 1990, a mené et soutenu des travaux sur les monnaies complémentaires et alternatives, tout comme l'Institut CDC pour la recherche (Servet 1999).

^[17] On lira avec grand intérêt le compte rendu de Boyer 2008. Voir ci-dessus note 7.

font référence. Cela peut laisser croire à une capacité de reconstituer ce qui serait des fondements considérés comme étant les origines de l'humanité. D'où aussi l'intérêt premier de Michel AGLIETTA et André ORLÉAN pour le philosophe René GIRARD dans *La violence de la monnaie*, ensuite pour le linguiste devenu anthropologue Charles MALAMOUD à travers la mise en avant d'une dette existentielle inspirée des textes védiques, enfin pour l'ethnologue Daniel de Coppet avec des sociétés des antipodes, dont la présentation gomme largement les influences depuis plus d'un siècle des Européens dans les îles du Pacifique et d'Océanie^[18]. Il y a très largement chez ces économistes confusion entre origine et archaïsme au sens d'un fondement (*Servet 2012 c*). Dans un article postérieur, André ORLÉAN associé à Frédéric LORDON (2006) insiste sur la finalité d'abstraction logique et hypothétique d'une « *genèse conceptuelle* » par rapport à toute prétention de connaissance d'un état historique^[19]. Ils révèlent là une coupure entre une lecture économiste des faits sociaux et d'autres approches des sciences sociales prévalentes au sein même du groupe ayant co-écrit *La Monnaie souveraine*. « *Ce modèle n'est en rien un modèle d'émergence historique, qui chercherait à analyser la naissance de la monnaie en Grèce ou ailleurs, mais bien un modèle qui cherche à rendre intelligibles les forces qui, aujourd'hui, à tout instant, dans nos sociétés, font en sorte que l'ordre monétaire se maintienne et surmonte ses crises.* » (Lordon, Orléan 2006 p. 24). Rien d'étonnant, compris ainsi, que ce modèle théorique occulte le partage puisque les systèmes économiques dominés par le néolibéralisme s'y opposent.

Tiers inclus et tiers exclus, ou l'énigme de la troisième personne

Une particularité essentielle de la circulation monétaire et d'une relation financière marchande est que, au-delà de la figure d'une relation bilatérale contractuelle du type payer/être payé ou emprunter/rendre pouvant aussi être pensée comme étant un donner/recevoir, elle dépasse ce face à face entre alter et ego ainsi que la substitution du mien au tien et vice versa qui en résulte. Ce que Karl MARX avait déjà analysé dans le développement des formes de la valeur et le fétichisme de la marchandise qui en procédait (*section 1 du livre 1 du Capital*) ; mais pour introduire là le collectif du travail humain et des interdépendances qu'il suppose. Car pour se réaliser pleinement, cette transaction en apparence bilatérale doit inclure une instance dépassant chacune des deux parties se faisant face dans le transfert réciproque ou étant reliées par l'échange. Dit autrement une transaction (*au comptant ou a fortiori à règlement différé*), dans laquelle une monnaie entre, comprend nécessairement un tiers qu'occulte généralement la réciprocité entre les échangistes. Ce tiers n'est qu'en apparence constitué par l'objet intermédiaire de la relation ou de l'avoir comptabilisé, qui peuvent permettre de relancer d'autres relations et ainsi établir une circulation généralisée au sein d'une communauté de paiement. Celle-ci ne peut pas être réduite à la somme de ces translations faisant cercle. Une confiance dans l'institution monétaire suppose la présence, consciente ou inconsciente, du tiers par l'ensemble des membres de cette communauté et les organisations qui en émanent. À travers ce tiers surplombant chaque transaction monétaire, entre en pratique la société comme un Tout. Sans celui-ci la reconnaissance même de la monnaie et son acceptation par chacun serait socialement pour le mieux incertaine, pour le pire impossible. C'est en cela que le détenteur d'une monnaie peut prétendre posséder une créance reconnue et acceptée par les membres d'une communauté. On peut dire que, au-delà de l'intermédiation monétaire et de cette obligation incarnée par chaque monnaie, au-delà des sujets et des objets des transactions en apparence bilatérale, la communauté de paiement tout entière est reconnue et fait système^[20]. Chaque transaction, que son objet soit économique ou non, n'a de sens et de légitimité que par rapport à l'ensemble. David Graeber (2011 p. 66) souligne que l'existence de celui-ci peut poser problème car toutes les communautés locales, entités nationales ou fédérales ou

^[18] Sur ces contacts anciens voir de Coppet 1973. Voir aussi les échanges dans *L'Homme 2002* « Questions de monnaie ».

^[19] Les prétendus « primitifs » ou « exotiques » risquent de ne plus jouer alors qu'un rôle de prétexte de construction d'un modèle analytique pour les économistes, et leurs acolytes des autres sciences sociales qui voudraient bien s'en inspirer, sans que par ailleurs l'idée d'évolution des faits sociaux et de stades historiques d'un prétendu développement ne soit rejetée. L'ouverture interdisciplinaire constituée par *La Monnaie souveraine* se trouve là très largement évacuée alors qu'elle a été poursuivie dans les travaux réunis par un autre économiste du groupe, Bruno Théret.

^[20] Ceci peut être saisi à partir des mêmes outils conceptuels au niveau de petites communautés de paiement comme les systèmes d'échange local (*Servet 1999, Blanc 2006, Saiag 2011*) ou à vaste échelle comme l'introduction de l'euro dans l'Union européenne (*Servet 1998*) ; les travaux cités ici ayant été largement réalisés sous l'influence ou en parallèle du travail entrepris pour *La Monnaie souveraine*.

MONNAIE : QUAND LA DETTE OCCULTE LE PARTAGE suite

groupes de marchands en leur sein ne se pensent pas ou ne se représentent pas comme faisant Tout ou comme appartenant à un Tout. La question se pose notamment par rapport à de grands empires ⁽²¹⁾ et en leur sein à des ethnies commerçantes. L'interrogation est pertinente ; mais elle vaut aussi pour les membres des sociétés reconnues comme société de marché. Or, c'est bien les croyances communes (et j'emploie ici à dessein le mot « croyance ») sur le marché, qui rassemblent les individus supposés réunis uniquement par la logique de leurs intérêts.

Dans un commentaire maintes fois repris de l'Essai sur le don de Marcel Mauss (rééd. 1966 p. 158-159 ; voir par exemple Levi-Strauss 1950/1966 p. XXXVIII, Sahlins 1970 p. 998-1001 ou Galey 1984), pour expliquer le rendu ou retour du don, le sage maori Tamati Ranapiri de la tribu Ngati-Raukawa (cité initialement par l'ethnologue Elsdon Best (1856-1931)) ne se réfère pas à une relation bilatérale entre celui qui offre et celui qui reçoit. Pourtant c'est ce que ferait aujourd'hui tout un chacun en voulant dire ce qu'est un achat ou une vente ou le rendu d'un don. L'explication apportée par le sage maori mobilise trois protagonistes entre lesquels circule le hau, « l'esprit de la chose » selon la célèbre traduction et interprétation de Marcel MAUSS. La présence de ce troisième acteur a pu être désignée comme une mystification ou une énigme (Casajus 1984). On retrouve ici la figure séculaire des trois grâces jadis interrogée et commentée par Sénèque dans De beneficiis (à travers la triple obligation du donner, recevoir et rendre) et qui jusqu'à nos jours a fait l'objet de multiples interprétations ⁽²²⁾. Ce troisième protagoniste paraît incongru ou énigmatique seulement si l'échange est réduit à un processus contractuel entre deux et que l'ensemble de la communauté de dettes et de paiements, dans lequel s'inscrit nécessairement ce vis-à-vis, est occulté voire nié. C'est le cas si domine l'idéologie d'une société de marché où l'équilibre entre des relations de type contractuel est établi par une confrontation quasi agonistique des besoins de chacun ; où la transaction est supposée s'interrompre avec le paiement et ne pas s'inscrire dans un ensemble. Les formes d'échange où le paiement ne rompt pas le lien commercial ont été reconnues et définies en socioéconomie comme une relation de clientèle (Servet 1999, 2009, Blanc 2001b, Gloukoviezoff 2008). Il ne faut donc pas traiter les termes en apparence opposés d'un échange, d'un donner/recevoir ou d'une créance/dette comme des entités indépendantes. Il faut au contraire penser les relations entre ces termes comme ingrédients d'un rapport au collectif, de façon consciente (d'où les rituels) ou inconsciente (du fait de l'idéologie de l'individu compétitif et du marché à fins lucrative) pour des acteurs en position de rivalité. L'hypothèse est que ce lien en trois phases décrite par le sage maori Tamati RANAPIRI ou représentée par Les trois Grâces ⁽²³⁾ peut exprimer l'intégration du collectif. À l'inverse, la circulation des biens et des dettes d'un point de vue économique est génériquement conçue en termes d'un rapport bilatéral, d'un objet médiateur (d'où la croyance que les économistes peuvent reconnaître le collectif, de fait par leur vision fétichisée de la monnaie) et d'un face à face niant en quelque sorte le temps et la perpétuation des relations que toute monnaie suppose, en particulier selon sa dimension financière de crédit.

Mais allons plus loin afin de comprendre le collectif autrement que comme une somme. Reconnaissons, au-delà du principe de dette ou parallèlement à lui, celui holiste de partage au sens de bien commun. Se focaliser sur une relation bilatérale est méconnaître aussi une perspective intégrant des droits hiérarchisés, hiérarchisés au sens où chacun d'eux n'a de sens que par rapport à l'ensemble. L'immixtion d'un tiers dans l'explication d'un échange fait que nul ne peut se dire pleinement propriétaire excusif d'une chose. N'est-ce pas une façon de l'exprimer à travers ce qui est appréhendé comme étant « l'esprit de la chose » ; autre forme de fétichisme. Dans ces sociétés existent des hiérarchies d'obligations réciproques qu'il serait périlleux d'oublier. « Si je conservais [...], met en garde le sage maori, il pourrait m'en venir du mal, sérieusement, même la mort. » [traduction anglaise : « Were I to keep such an equivalent for my-self, then some serious evil would befall me, even death. »]. Ceci peut expliquer aussi le rendu supérieur au donné dans de nombreux cycles de circulation de biens dont le célèbre

⁽²¹⁾ La question des grands empires comme communauté a été abordée par Servet, Théret et Yildirim (2008), un travail parallèle à l'écriture de La Monnaie révélée par ses crises.

⁽²²⁾ Voir l'analyse très documentée de Vidal 1991. Si certaines présentations ou commentaires individualisent chacune des grâces, d'autres dont Sénèque s'y refusent pour donner une portée à la fois plus allégorique et collective à cette figure (Vidal 1991 p. 33, 38 qui s'appuie ici sur J.-P. Vernant, 1965, Mythe et pensée chez les Grecs, Paris Maspéro, p. 275).

⁽²³⁾ Illustration reprise par Jacques Godbout en collaboration avec Alain Caillé en couverture de L'Esprit du don (1992).

potlatch des côtes pacifiques de l'Amérique du Nord n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres ; pratiques étonnantes pour qui les compare à des actions privilégiant l'avoir matériel et la rétention économique dans des sociétés où est affirmé le primat de l'envie individuelle d'accumuler sur le désir de collectif et dont les membres se leurrent sur les conséquences mortifères pour la reproduction durable de la société du projet de sa transformation catallactique en entités concurrentielles.

Il y a implicitement une autorité collective transcendante, un tout qui dépasse les acteurs des transferts. De façon paradoxale par rapport à la vision dominante aujourd'hui, parce qu'une idéologie individualisante prime, la monnaie incarne cette hiérarchie. C'est la différence avec l'avoir qui ne fait que renvoyer à soi-même. Mais pour que s'exerce une relation qui peut être dite, par opposition à l'individuel, comme étant de partage, et pour qu'elle soit acceptée, il faut qu'il y ait reconnaissance d'un Tout ordonnant la société. Celui-ci oblige chacun vis-à-vis des autres (*relation coopérative de capacités et de devoirs*) et ce qui semble au premier regard comme étant des objets d'échange paraît, pour le bien de tous, inverser le lien et transformer ces humains en des sujets de ces relations (*Casajus 1984 p. 73-76*). Les monnaies archaïques (*Servet 2012c p. 21, 376*) nient deux fondements de la modernité : la stricte opposition objet-sujet^[24] et la prééminence de l'individu. Elles servent ainsi de puissant révélateur de propriétés en quelque sorte insoupçonnées^[25] de nos propres monnaies (*C. Barraud, D. de Coppet, A. Iteanu, R. Jamous, 1984 p. 507, 508*) et de nos reconnaissances de dettes. Toutefois, cette approche ne doit pas se limiter à leurs propriétés catallactiques et reconnaître aussi, notamment dans la division et la sommation qu'elles incarnent, les dimensions fondamentales du partage pour la perpétuation même de la société. On retrouve ici en partie à travers celui-ci la question des inaliénables^[26] qui avait été reconnue avec force par Annette B. WEINER (*1992, voir aussi Godelier 1996, Warnier 2009, 2011*)^[27]. On retrouve ici aussi l'approche non catallactique de la réciprocité telle que l'a définie Karl POLANYI à la suite de Richard THURNWALD et pouvant fonder le concept de solidarité (*Servet 2013*).

La monnaie souveraine des Aré aré et l'occultation du partage par le don ou par la dette

Découvrons cette occultation du partage du fait de la prééminence de l'idée de dette en relisant la contribution personnelle de Daniel de Coppet à La Monnaie souveraine ainsi que ses sources particulières. Dans un volume d'hommage à Lévi-STRAUSS (*1970*) puis dans un autre volume collectif dédié à Louis Dumont (*1984*) notamment^[28], cet anthropologue avait antérieurement donné les matériaux et l'analyse qu'il a approfondie pour le groupe de recherche ayant abouti à La Monnaie souveraine. Comme

^[24] D'une certaine façon l'opposition achat/vente, créance/dette, prêt/emprunt est réalisée grâce à des termes qui s'opposent par rapport à un instrument circulant dans un sens ou dans l'autre. Ce que n'exprime pas un mot comme « don » qui indique un lien entre deux mais ne spécifie ni le bénéficiaire, ni celui à l'origine de l'action. Il est surprenant qu'Alain Caillé (*2002*) dans sa critique de *La Monnaie souveraine* n'est pas fait référence à cet argument pour affirmer la supériorité au concept de don par rapport à celui de dette. Cela tient sans doute à ce que sa propre approche du don inspiré de Mauss est elle-même catallactique.

^[25] Dans le compte-rendu qu'elle a fait des Monnaies du lien, Sophie Swaton (*Université de Lausanne*) saisit parfaitement cette dimension. Voir : Sophie Swanton, *2012 à la différence de François Doligez (IRAM, Paris)* qui dans le compte-rendu de ce même ouvrage s'étonne d'une absence de lien explicite avec l'économie solidaire en raison d'une approche empreinte d'évolutionnisme des faits sociaux.

^[26] Notons que la question du partage ne se réduit pas à celle des inaliénables qui toutefois permet d'avancer beaucoup dans sa compréhension. Les cadeaux faits à de nombreuses têtes couronnées de cette planète sont d'usage personnel pour les souverains après les avoir reçus mais ils ne peuvent pas les vendre. Le détenteur d'un bien classé « monument historique » a l'obligation de le faire visiter au moins une fois par an. Telle œuvre d'art reconnue comme patrimoine d'un pays ne peut pas être vendue à quelqu'un qui l'exporterait, etc. Les livres d'une bibliothèque municipale sont consultés ou empruntés par une communauté de lecteurs dont la municipalité trace les limites (acceptation ou refus de non résidents dans la commune par exemple). Il en va de même des joujouthèques. Ce sont là des exemples, certes très limités, mais qui illustrent que notre droit reconnaît ce phénomène. On note la croissance de formes de partage avec la mise en place par les municipalités de bicyclettes et de façon plus récente de voitures dont l'usage est partagé. Ces pratiques de location-partage se trouvent mobilisées à fins associatives ou lucratives par les organisateurs pour des voitures et pour des vêtements. Selon le principe organisant la pratique, on pourra parler de location ou ... de partage.

^[27] Ceci renvoie également à la relation pratique et théorique entre monnaie et propriété dont, à la fin du XVII^e siècle, John Locke a donné une magistrale analyse dans son *Deuxième Traité du Gouvernement civil* (*1967 para 14 p. 83, para 46 p. 101-102, Servet 2001, Hart 2012 p. 2*) ; ce qui est une certaine référence à la relation entre monnaie et mémoire (*Hart 2008 p. 243*).

^[28] On lira aussi avec grand intérêt les contributions de Daniel de Coppet à *L'Homme* (*1968, 1970b, 1973*).

l'indique un précédent article de 1984 écrit en collaboration avec trois autres anthropologues, Cécile BARRAUD, André ITEANU et Raymond JAMOUS, la clef de l'interprétation de cette monnaie mélanésienne ayant forme de chapelet de perles de coquillages, celle des Aré aré (*population des îles Salomon*)^[29], se trouve dans le sous-titre de l'article collectif « *quatre sociétés vues sous l'angle des échanges* ». L'intitulé des deux volumes d'hommage à Claude Lévi-Strauss présentés pour son soixantième anniversaire (1970), sous la direction de Jean POUILLON et Pierre MARANDA, auquel ont contribué une centaine de spécialistes, alors parmi les plus éminents des sciences sociales^[30], se plaçait déjà aussi sous un paradigme catallactique : Échanges et Communications. Daniel DE COPPET par une première présentation de la circulation des monnaies et des dettes chez les Aré aré, dans cet Hommage à Lévi-STRAUSS se soumettait tout autant à ce paradigme du fait du sous-titre de sa contribution : « *Esquisse de deux structures d'échange* ». On doit remarquer ici que dans une version revue de l'article de 1984 (*le volume d'Hommage à Louis Dumont*) parue en anglais dix années plus tard sous forme d'une publication autonome, le sous-titre est devenu : « *Four Societies Viewed from the Angle of their Exchanges* » (Barraud, de Coppet, Iteanu, Jamous, 1994). À travers cet intitulé, la position des observés paraît l'emporter explicitement alors sur le regard de l'observateur ; des qui était d'une certaine façon ambigu a été traduit par their [leur] ; au point peut être que ceux qui en rapportent dans un travail anthropologique le récit^[31] se laissent eux-mêmes mystifier par la figure dominante de l'échange^[32] qu'ils recherchent plus qu'ils ne la découvrent aux antipodes. Daniel DE COPPET n'avait-il pas lui-même évoqué à propos de la première rencontre d'Européens et de Mélanésiens comme celle d'une double illusion (1973) ?

Le projet est ici d'interroger l'interprétation donnée à la monnaie comme dette, ou plus exactement d'affirmer que la présentation qu'en font Daniel DE COPPET et certains de ses commentateurs, comme André Orléan, Bruno THÉRET repris ensuite par l'anthropologue américain David GRAEBER (2011 p. 55 sq.) occulte de façon tout aussi forte qu'étonnante le partage^[33] en l'englobant dans la dette, tout comme Alain CAILLÉ confond la dette dans la catégorie générale et pour lui supérieure du don. Le partage, au sens de mise en commun, constitue une autre dimension paradoxale par rapport à la façon dont les économistes nous ont habitués à penser la monnaie comme intermédiaire comptable ou transactionnel des échanges. Il ne s'agit pas ici de faire de cette interdépendance par mise en commun ou reconnaissance d'un collectif la figure unique pour comprendre de façon exhaustive les sociétés et, dans le cas spécifique, de nier que les Aré aré connaissent des pratiques pouvant être reconnues comme des dettes-crédances par exemple dans le cas de meurtres les compensations par assassinat ou en monnaie (de Coppet 1970 p. 762-767), ou de dons-contre dons, pour reprendre l'interprétation

^[29] Cette population mélanésienne, d'environ 5000 membres au moment des premières enquêtes de Daniel de Coppet en 1963-1965, habitent le sud de l'île Malaita, une partie de Petite Malaita et à Marau sur l'île de Guadalcanal. La monnaie est décrite comme étant des chapelets de perles de coquillage. Mais l'article de 1970 indique p. 763 « les brasses de perles enfilées et les dents de dauphin sont une monnaie comme on en connaît dans toute la Mélanésie. Cependant, elle offre la particularité d'être fractionnable en subdivisions convertibles les unes les autres et ses usages couvrent toute l'étendue du champ des transactions ». Page 768 de Coppet indique qu'existent deux monnaies, « monnaie de perles et/ou de dents de dauphin » en les présentant comme totalement substituables. Il est possible de se demander pourquoi existe cette double monnaie et de s'interroger sur la modernité de cette universalité des usages et de la substituabilité des diverses formes et sur sa généralité au sein même des communautés aré aré dans la mesure où... cette propriété n'existe pas dans nos propres sociétés au-delà de l'imaginaire que l'on en a (Servet 2012). Jérôme Blanc a consacré de multiples travaux aux cloisonnements monétaires depuis sa thèse soutenue en 1998 (Blanc 2001a). Chez les Aré Aré, la pénurie d'une forme a-t-elle obligé à introduire l'autre en complément pour jouer le même rôle ? ou bien des monnaies autrefois spécialisées ont-elles été confondues ? à moins que les monnaies connaissent encore des spécialisations que Daniel de Coppet a occultées ?

^[30] Parmi les contributions on doit relever ici celles de Louis Dumont (vol. I p. 272-286) de Daniel de Coppet (vol. II p. 759-781). Voir aussi celle de Marshall Sahlins (p. 998-1012) à propos de l'énigme du don.

^[31] Ceci est en partie le cas du fait que les transformations subies par ces sociétés au cours d'un siècle de colonisation sont de fait estompées. Ce n'est pas le cas d'un anthropologue ayant étroitement collaboré avec Daniel de Coppet, Denis Monnerie (2012) qui, au contraire, présente de façon extrêmement détaillée les transformations et modernisations des monnaies locales.

^[32] Remarquons ici qu'André Iteanu un des co auteurs de l'article de 1984 avec Daniel de Coppet a intitulé l'ouvrage où il développe l'analyse des rituels et de l'organisation sociale des Orokaiva de Papouasie-Nouvelle-Guinée : *La ronde des échanges. De la circulation aux valeurs chez Les Orokaiva* (1983).

^[33] Dans ma propre contribution à *La monnaie souveraine*, j'avais figuré des éléments de partage inaliénables pour le groupe à travers l'analyse des ingrédients du panier des ancêtres du souverain en Afrique centrale (op. cit. p. 300-301 ; voir aussi Edoumba 2001 p. 108-109).

MONNAIE : QUAND LA DETTE OCCULTE LE PARTAGE suite

très générale et quasi rhétorique qu'oppose Alain CAILLÉ aux auteurs de La Monnaie souveraine (*dans L'Homme 2002*). Toutefois, les protagonistes de cette controverse dette versus don se soumettent au même paradigme : celui dominant l'approche monétaire d'une circulation ou d'un transfert, même s'ils ne les saisissent pas simplement selon un mode contractuel et que le collectif est bien reconnu notamment à travers des dettes inextinguibles ou des chaînes sans fin de don contre-dons. Et même si les flux peuvent être intergénérationnels.

Dans ce primat de la circulation il est possible de reconnaître l'héritage de la lecture quasi hégémonique de l'Essai sur le don de Marcel MAUSS à partir de celle proposée par Claude LÉVI-STRAUSS (1949, 1950) de son maître. Karl POLANYI l'a dénoncé comme « *sophisme catallactique* » dans *The Livelihood of Man* (1977 trad. 2011 p. 172 ; Servet 2013). En effet, là où de Coppet et ceux qui s'appuient sur ses travaux font référence à une dette monétaire et qu'Alain Caillé réduit à un don contre don décallé dans le temps, il est possible de voir un dépôt ou la mise à disposition d'une monnaie dont l'usage se trouve en quelque sorte momentanément partagé. Au lieu d'affirmer que la monnaie permet d'exercer un droit exclusif de propriété (*dit autrement le refus de reconnaître une capacité à autrui*), il devient possible de soutenir qu'il n'existe que des règles d'usage subordonnées parce que hiérarchisées en valeur dès lors qu'un bien est institué ou reconnu comme commun. Pour certains d'entre eux ou en certaines circonstances le collectif prime donc sur le particulier ; ce collectif peut tendre simultanément à reproduire voire renforcer au sein de la communauté des rapports non seulement de solidarité mais aussi de domination. La reconnaissance de cette interdépendance interne et externe de groupes et de leurs membres vivant en complémentarité (*subie et/ou volontaire*) permet de dépasser une opposition tranchée entre holisme et individualisme. Tel membre d'une communauté est contraint de remettre (*parfois temporairement*) en certaines circonstances des biens précieux qu'il détient pour que d'autres membres se reproduisent socialement, à charge ensuite pour le bénéficiaire de restituer tout ou partie de ce dépôt témoin de la relation, y compris avec une prime. Ainsi la société se reproduit comme un ensemble de membres vivant consciemment en interdépendance. Parler de dettes des détenteurs temporaires de la monnaie qui est reçue de ceux qui seraient des propriétaires ou le traduire comme dons-contre dons occulte la dimension de bien commun autrement dit de partage dans leur usage. Car cette relation peut être définie comme un droit de ceux qui sont dépourvus de cette monnaie vis-à-vis des maîtres de celle-ci. Pour le comprendre ainsi il faut concevoir une société alliant des logiques de protection, d'entraide et de solidarité, en particulier par une articulation des principes de redistribution et de réciprocité au sens de Karl POLANYI (*Sabourin 2012, Servet 2013*). Là où les observateurs soumis à une idéologie catallactique assimilent les détenteurs de « *monnaies primitives* » à des « *London bill brokers* » (*Quiggin 1949 p. 186 d'après Armstrong 1924a, 1928 présentant celles de l'île Rossel*), on redécouvre un Tout social institué sur la base même du fractionnement-sommation de chaque personne. Il existe une hiérarchie de capacités et de devoirs constituants la société. Mais ce Tout est fondé sur la reconnaissance de biens communs, approche différente de celle accordant à la dette une prééminence heuristique quasi unique pour expliquer une société d'échanges ; qu'ils soient essentiellement marchands chez André Orléan par exemple (*Lordon, Orléan 2007*) ou non comme chez Bruno THÉRET qui accorde à la fiscalité et à la redistribution un rôle éminent (1978, 2007, 2012). Si un groupe est dépourvu de monnaies et doit les recevoir d'un autre groupe, on peut saisir leurs transferts comme des dons ou comme des emprunts. Mais, comment comprendre qu'un groupe ne puisse pas utiliser ses propres monnaies et en vienne à emprunter à un autre groupe une catégorie de paléomonnaies dont il détient par ailleurs des spécimens identiques ? Le concept de partage résout ce qui peut passer pour une énigme. Les dépôts temporaires de monnaies sont une autre façon de traduire en pratique l'interdépendance par rapport au collectif, qu'exprime la dette soumise à la confiance dite « *hiérarchique* » et « *éthique* » dans La Monnaie souveraine ; et la reconnaissance de dettes qu'aucun paiement ne peut prétendre éteindre parce qu'elles relèvent de l'appartenance à une société^[34]. Mais les dettes qui marquent la soumission au collectif (*en particulier pour celles qui ne peuvent pas être éteintes par un paiement*) ne doivent pas être confondues avec le partage de l'usage de communs, dont la reconnaissance est indispensable au fonctionnement et à l'existence d'une société^[35].

^[34] D'où l'impôt qui, à la différence du tribut payé par certains vaincus dans une guerre, ne peut être soldé une fois pour toute.

^[35] Cette tension entre collectif et privé, avec le fait que le souverain ne pouvait pas être considéré comme propriétaire de la monnaie, se trouve déjà exprimée par Nicolas Oresme dans son *Traité des monnaies* (1366), voir traduction nouvelle parue à La Manufacture, 1989) à propos d'une analyse des mutations monétaires.

MONNAIE : QUAND LA DETTE OCCULTE LE PARTAGE suite

Revenons plus précisément à l'analyse de Daniel DE COPPET. Dans un tableau d'une grande finesse des cérémonies des Aré aré, au cours de sa contribution à l'article collectif de 1984 (p. 454), il indique à propos des « prestations montantes de la fête funéraire » :

« Elles [ces prestations] sont le fait de personnes venues, en longue file indienne, offrir chacune à leur tour au fossoyeur une longueur de monnaie ne dépassant pas la brasse. Ces monnaies sont attachées à la barre supérieure de l'estrade, qui, plantée au milieu du village des funérailles, présente à la montée comme à la descente toutes les monnaies de la fête. Elles seront rendues aux hommes, aux femmes et aux enfants qui les ont offertes, mais seulement deux ou trois ans plus tard, lors de la 'fête funéraire de retour'. Entre-temps, le fossoyeur aura prêté toutes ces monnaies à ceux qui l'ont aidé à apporter l'ensemble des porcs et des taros qu'il devait fournir à la fête, faisant ainsi jeu égal, dans l'organisation de celle-ci, avec la famille du mort. »

Le commentaire poursuivi par Daniel DE COPPET est entièrement construit autour de l'idée de circulation et de dettes, y compris sous forme de dons faisant appel à un contre-don. Dans les phrases analysant cette cérémonie et ses suites (p. 454), il est question de : « prêt de monnaie », de « créance », de « crédit monétaire en circulation » mais aussi d'« offrande » qui paraît une « initiative personnelle » mais qui en fait continue une « relation duelle déjà établie », de « convertir en monnaie » des porcs et des taros (p. 455). On rencontre la même représentation dominée par l'idée d'échanges et de dettes dans l'article de 1970^[36]. Sauf dans les situations que l'on peut considérer comme des arrêts, il y a donc en apparence une circulation incessante de ces paléomonnaies pour lesquelles Daniel DE COPPET a donné l'explication suivante : « dans un système où il est réputé très dangereux de thésauriser, car la monnaie rend malade et peut faire mourir, les monnaies offertes de la sorte constituent, pour chacun, un crédit monétaire en circulation qui lui revient par fraction à chaque 'fête funéraire de retour'. » (p. 454). On reconnaît là une mise en garde similaire à celle faite par le sage maori cité par Marcel MAUSS à propos de l'« esprit de la chose donnée ».

Mais pourquoi parler de dettes si « ces créances sont toujours retournées [souligné par JMS] à leur détenteur ou à défaut à ses enfants » (p. 455) ? Pourquoi ne pourrions-nous pas interpréter ces situations où les monnaies paraissent temporairement interrompre leurs courses effrénées comme constituant des dépôts ou une mémorisation des engagements symétriques ou non ? Elles ne seraient pas appropriées ou possédées, mais elles en seraient temporairement un dépositaire ou un témoin [ces populations les représentent comme des éléments vivants]. Ces monnaies n'auraient rien d'un intermédiaire sujet passif, mais marqueraient le vif souvenir de relations. Pourquoi ne pas reconnaître que nul ne peut prétendre être maître absolu de ces monnaies car tout ou partie de leur usage doit, de façon incessante et à tour de rôle, être partagé dans la communauté ? C'est une façon d'exprimer le primat du collectif sur l'individuel dans un processus pouvant faire que la souveraineté monétaire est en quelque sorte partagée ; d'où la remise lors d'une cérémonie de ce qui doit être restitué deux ou trois années plus tard.

Un autre ensemble cérémoniel fait circuler ces monnaies sans que ceux qui les ont préalablement reçues puissent prétendre les posséder. Lors de flirts cérémoniels, les jeunes filles offrent de petites quantités de monnaie aux jeunes gens célibataires qui sont leurs amoureux ; elles se les procurent contre des tubercules de leur jardin ou les porcs qu'elles élèvent. À cette occasion, les garçons leur donnent des objets tels que peignes, couteaux, tabac, pipe ou étoffe. Après une période de huit mois, une fête est l'occasion d'une exposition de ces monnaies et de leurs décomptes (p. 455-456). L'abondance de monnaies ainsi exposées indique le nombre de succès galants de chaque garçon ; mais

^[36] La même utilisation de la rhétorique de la circulation et des transactions pour analyser les dettes est faite par Théret (2007) dans son introduction à l'ouvrage dans un paragraphe intitulé « Monnaies et dettes » (p. 20-21). Les termes ou verbes transfert, transaction, médium, don, donner, échange, médiation, circuler, paiement, donner, rendre, recevoir, circulation apparaissent sous sa plume en quelques lignes. Lorsque qu'un élément n'appartenant pas à cette dimension circulatoire figure (p. 21) il est lié à une dimension individuelle qui ne l'associe donc pas à un bien commun : « chaque être humain se voit en effet reconnu socialement doté d'un capital de vie ('réserve de vie') plus ou moins important et plus ou moins valorisé selon les statuts sociaux, pouvant être approprié de multiples façons et faire l'objet de diverses transactions entraînant la création et la circulation de dettes. » Pour retrouver le partage au sens du collectif, il faut se tourner vers la souveraineté et la confiance.

MONNAIE : QUAND LA DETTE OCCULTE LE PARTAGE suite

surtout, de leur somme, dépend la renommée de celui qui a pris la responsabilité de cette fête. Alors que les cadeaux faits par les garçons à leurs amoureuses sont conservés par celles-ci, les monnaies des flirts cérémoniels, à l'issue de leur exposition, sont « *rendues aussitôt aux jeunes gens qui les rendront ultérieurement aux jeunes filles.* » [p. 456]. Le texte ne précise pas ce qu'elles en font ensuite.

Dans ces communautés aré aré, existent des « *prestations* » qui « *ne sont pas grevées d'une obligation de retour* » et où les monnaies « *sont données pour de bon* », où apparaissent la contraction de dettes comme de prêts implicites notamment lors de cérémonies pour les morts ou pour les mariages [p. 463] dans lesquelles entrent monnaies, taros et porcs. Toutefois, qu'il s'agisse d'élever un défunt à la dignité d'ancêtre ou d'abandonner et de reconnaître une femme comme épouse dans un autre groupe familial, ce que nous observons comme des transferts de monnaies sont pour les populations des opérations conformes à la division et à l'unité des composantes d'une personne. Chez les Aré aré, ce sont son image, son souffle et son corps [p. 464-465], comme dans d'autres sociétés mélanésiennes diverses parties du corps se trouvent aussi décomposées selon les relations familiales ayant donné vie à une personne [Servet 2012c, p. 313-314, 350-351]. Il serait erroné de désigner ces monnaies comme des contreparties ou les garanties d'une dette. Le transfert ou le dépôt de monnaies témoigne d'une relation. Il la mémorise et la distingue des autres relations sociales où la monnaie n'entre pas. Elles sont le support de l'affirmation et de la mise en scène de ces interdépendances sociales. Pour la dernière fête d'un mariage, Daniel de Coppet relève : « *tout d'abord ils rendent la monnaie qui leur avait été prêtée, puis ils offrent des porcs vivants ou des taros à replanter à ceux qui leur avaient prêté de la monnaie pour cela.* » [p. 466] ^[37]. Pourquoi désigner comme « prêt » ce que l'on pourrait tout aussi bien assimiler à un « dépôt » ?

La difficulté pour qui est soumis à une vision catallactique de la monnaie est de la saisir autrement que comme une contrepartie ayant pouvoir d'achat et dont la circulation permet de solder de façon immédiate ou différée des dettes. Les sommes sur les « monnaies primitives » publiées indépendamment l'une de l'autre en 1949 par un économiste, Paul Einzig, et une anthropologue, Alison Mary Hingston Quiggin, sont emblématiques de cette soumission à une vision catallactique. Une méprise révélatrice de cette incompréhension se trouve dans la description de cérémonies mortuaires à Rossel, une île située au sud est de la Nouvelle-Guinée, en périphérie du célèbre cercle kula immortalisé par Bronislaw Malinowski. L'exemple a connu une certaine renommée au-delà des ethnologues car, à l'initiative de J. M. Keynes, il a fait l'objet d'un article dans l'*Economic Journal* ^[38]. Parce qu'un prix en monnaie coquillage lui avait été indiqué comme étant la valeur de la peau d'un défunt, Wallace E. Armstrong (1928 cité par Liep 2009 p. 246) a prétendu que, lors des funérailles, les cadavres étaient dépecés et que leur peau était échangée contre ces monnaies, autrement dit était vendue. La peau apparaissait bien comme étant payée. En fait, cet acquittement correspondait à la conception d'un être relationnel dont la procréation dépend d'apports familiaux ou claniques multiples, ainsi qu'il vient d'être indiqué. Plusieurs recherches menées en Mélanésie depuis les années

^[37] Daniel de Coppet ne distingue pas toujours de façon claire les cas où matériellement la même monnaie est remise, de ceux où l'est une quantité de monnaie supposée équivalente. Cette différence est manifeste dans l'article de 1970 p. 769 : lors de la fête funéraire, ceux désignés comme fossoyeurs « *reçoivent de leurs parents et amis des monnaies équivalentes à celles qu'ils leur avaient distribuées deux ans plus tôt* » ; par contre, p. 771, on lit : « *les monnaies de type B doivent être toutes rendues aux individus (i). [...] La monnaie portée au plancher de l'estrade sera retournée en autant de fractions qu'elle était d'abord constituée.* ». Page 772, est évoquée : « *le flot de la monnaie ordinaire sur laquelle ne pèse aucune contrainte de rétrocession à plus ou moins long terme.* » Il parle à ce propos d'une « *masse monétaire libre et anonyme.* » Ceci s'oppose à un cycle dit tatarahu de la même fête funéraire dans lequel on voit des monnaies être rendues. « *Au cours de la fête funéraire, et lorsque les prestations de type C sont achevées, les fossoyeurs prélèvent une très faible partie de ce qu'ils viennent de recevoir des officiants et leur offrent cette monnaie de retour. [...] Ces prestations de type D sont sujettes à un cycle court puisque l'officiant devra les rendre aux fossoyeurs environ deux ans plus tard, au cours de la fête funéraire de retour. [...] Ces monnaies rendues aux fossoyeurs, remplissent le rôle de monnaies de type B aaromou. [...] Elles] aident les fossoyeurs à dédommager ceux des leurs qui les ont soutenus dans l'organisation et l'approvisionnement de la fête funéraire de retour. Une fois rendues par l'officiant aux fossoyeurs, ces monnaies connaissent le même sort que les prestations de type C : elles rentrent dans la circulation ordinaire sans plus être soumises à de nouvelles cessions.* » [p. 772]

^[38] Wallace E. Armstrong a publié en 1924 dans l'*Economic Journal* et dans une revue anthropologique *Man* avant de consacrer un ouvrage à cette société (1928). Pour une nouvelle analyse à partir de nouvelles enquêtes de terrain voir le travail magistral de John Liep (2009).

MONNAIE : QUAND LA DETTE OCCULTE LE PARTAGE suite

1980, ont mis l'accent sur la représentation des êtres humains comme la réunion d'éléments qui, à l'état séparé, peuplent divers objets auxquels ils confèrent des statuts hiérarchisés en valeur (C. Barraud, D. de Coppet... Jamous, 1984 p. 504). Aussi, naissance, initiation ou mort y supposent des expressions de ces éléments constitutifs d'une personne (Servet 2012c, p. 313-315) qu'il convient en certaines circonstances et rites de réunir pour affirmer l'unité de l'ensemble de ces groupes. Qualifier ces opérations rituelles de reconnaissance de dettes vis-à-vis des différents groupes d'appartenance d'une personne crée une confusion entre des relations d'alliance et de filiation (Warnier 2010 critiquant Rospabé 1995). La référence à la dette, parce qu'elle évoque la circulation de contreparties et des flux de valeurs dont les monnaies seraient le support, occulte ce que l'individualisme dominant de nos sociétés lui-même masque. Ce fractionnement symbolique du corps à la fois humain et social exprime une reconnaissance de l'interdépendance de ses parties constitutives^[39]. Il y a donc là partage, au sens de reconnaissance d'un bien commun, car celle-ci est nécessaire à une appréhension du Tout de la société. Périodiquement ici des rites, là des métaphores, le manifestent et donc le rappellent afin que chacun agisse en conséquence. Remarquons ici qu'en analysant le rôle des trésors, Karl POLANYI ne les cantonne pas non plus à celui d'une capacité ultérieure de paiement grâce à leur fonction de réserve. Il indique, marquant leur usage dans la redistribution (1977 trad. 2011 p. 179) : « la simple possession procure à leur détenteur l'autorité sociale, le pouvoir et l'influence. Une particularité des biens de trésor est que le prestige se trouve accru aussi bien quand on les donne que quand on les reçoit. » Autrement dit le Trésor est un élément de la souveraineté. Il permet de lier les membres d'une société ou communauté^[40].

En l'état, les témoignages sur un lien entre monnaie et partage sont empruntés à des peuplades a priori très éloignées de notre apparente modernité parce qu'ils donnent à penser des archaïsmes comme des fondements et il serait totalement erroné de lire les analyses qui ont pu en être faites comme une distraction quasi inutile car rendant compte de faits à jamais disparus. Ce que nous apprennent ces pratiques en apparence exotiques, qui ont joué un rôle clef dans l'écriture de La Monnaie souveraine, constitue une leçon pour les contemporains soumis à un individualisme mortifère et à une opposition aux dettes publiques, autrement dit à une lutte contre la souveraineté du collectif. On y retrouve en effet des moyens de domination entre éléments constitutifs des sociétés, mais aussi un fondement du vivre ensemble, avec sa façon de reconstruire et de reconnaître des interdépendances mobilisant le principe de réciprocité tel que retenu par Karl POLANYI à partir des travaux de Richard THURNWALD (Juillierat 1993). L'économie solidaire peut mobiliser intellectuellement ces archaïsmes, au sens de fondements, pour à travers la multiplicité de ses projets les redécouvrir sous des formes actuelles métamorphosées tant de la solidarité et de l'entraide que du partage.

Cet article est un extrait (pp. 125 à 147) de la Revue Française de Socio-Economie N°12, publiée par la maison d'édition La Découverte qui en détient le Copyright.

Nous remercions chaleureusement ses dirigeants pour nous avoir autorisés à en faire une reproduction dans la revue FuturWest.

www.editionsladecouverte.fr

^[39] Dans la conclusion de *Nomismata* (1984 p. 170) j'avais évoqué la marchandisation des relations sociales à travers la figure de l'homme démembré.

^[40] On peut rapprocher cette idée de la proposition de deux économistes du FMI citée page 7 pour gager la création monétaire par un dépôt d'un montant équivalent dans une institution publique.

Le discours convenu nous apprend que la ville est le symbole de la modernité et que l'urbanisation est une tendance constante dans l'Histoire de l'humanité.

De leur côté, les urbanistes (*on leur adjointra aussi les architectes*) sont des gens très sérieux. Tellement sérieux d'ailleurs que leur volonté de densification, de concentration, de centralisation des populations se heurtent régulièrement, aussi bien en France qu'en Europe, au souhait de 75 % des ménages qui voudraient vivre dans une petite maison avec un jardin.

Dans les publications professionnelles, il n'est que de « *réinventer la ville* », « *refonder la ville* », « *ré-enchanter la ville* »... preuve qu'il y a bien quelque chose qui cloche.

Tordons le cou à des fausses informations :

1/ On nous annonce que l'urbanisation étant une constante, prochainement plus de 50 % de la population mondiale vivra en ville. Quelle idée ! Comment peut-on oser comparer les conditions de vie des Européens ou des Japonais qui vivent dans des villes pourvus de comforts, de services et souvent d'aménités conséquentes avec des populations vivant dans des barrios, ranchitos, favellas et autres bidonvilles de la Planète ? C'est évidemment absurde, et c'est même se moquer de ces populations.

2/ Et si tous les ménages de la Planète voulaient habiter dans une maison avec un terrain ad hoc, serait-ce possible ? Les urbanistes disent non. La réponse est OUI ! Lorsqu'on fait le calcul, en éliminant les surfaces maritimes, montagneuses, désertiques... puis en appliquant des coefficients généreux pour les terres agricoles (*standard FAO*), les voies de communications, les infrastructures, les zones industrielles et commerciales, etc., il reste pour chacun des deux milliards de ménages vivant actuellement sur la Terre un terrain de trois mille mètres carrés pour y installer leur maison. Dont acte.

Ce qui ne veut évidemment pas dire que tous les ménages voudront, in fine, vivre à la campagne. Mais qu'on leur laisse le choix.

3/ En France, l'urbanisation bouffe l'équivalent de la surface d'un Département tous les dix ans. FAUX. D'une part, l'extrapolation porte sur la seule période 1998-2010, ce qui est inapproprié d'un point de vue mathématique. D'une part, le calcul provient d'une projection limitée à ce qui fut constaté en Ile de France, et d'autre part, une étude minutieuse des SCOT et des PLU permet de montrer que, en moyenne France entière, un gros tiers des terres dites agricoles « bouffées » ne l'étaient que juridiquement (*classement*) et non pas opérationnellement (*elles étaient inexploitées de longue date, en friche, inaccessibles...*).

Et au-delà de cette tromperie, si l'on veut défricher des terres agricoles la France à des réserves énormes, les forêts. La surface de celles-ci a quasiment doublé en cinquante ans, en faisant la réserve arboricole la plus importante de l'Europe occidentale, plus de seize millions d'hectares.

Démographie mondiale.

Admettons que la projection onusienne se concrétise et qu'à l'horizon 2050 il y ait effectivement 9 milliards de Terriens. Si, processus autoritaire théorique, on décidait de transplanter ces neuf milliards d'habitants sur le territoire des seuls USA, à l'exception des montagnes -, quelle densité habitant/km² aurait-on ?

Réponse = celle de l'Ile de France actuelle.

Que voilà une perspective grandiose pour les densificateurs.

Danemark

Il est de bon ton de fustiger l'occupation de l'espace par les ménages : elle serait faite d'une manière inconsidérée et gaspilleuse d'énergie. Mais cette affirmation péremptoire n'est jamais démontrée et, surtout, ne prend jamais en compte les éléments de la chaîne, qu'ils soient quantitatifs (*ratios, production, consommation, renouvellement...etc...*) ou qualitatifs (*durée de vie, satisfactions, aménités, relations sociales, bénévolat...etc...*).

L'exemple du Danemark est intéressant à ce titre.

Les surfaces artificialisées (*qui comprennent les surfaces d'habitation, de voirie et les surfaces d'activités*) y représentent quasiment 600 m² par habitant, ce qui, en UE le place en deuxième position juste derrière la Belgique.

Qu'en est-il de l'efficacité énergétique ? Entre 1980 et 2005, le Danemark et ses ménages ont atteint une efficacité énergétique de 1,6, c'est-à-dire que la production de richesses a été 60% plus efficace en 2005 qu'en 1980. Ou encore autrement dit, que la même quantité de richesses a été produite avec une consommation inférieure de 60% en TEP (*Tonne Equivalent Pétrole*). Sur la même période, en UE, seule l'Allemagne a fait, légèrement, mieux.

En matière de productions d'énergies dites « *renouvelables* », le Danemark et ses ménages occupent une quatrième place fort honorable en UE, la production primaire d'énergie renouvelable ayant été multipliée par 2,5 entre 1990 et 2005. Seuls le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Belgique ont fait mieux sur la même période.

Et pour autant, les ménages danois se déplacent. En 2005, la moyenne annuelle était de 10 500 km par ménage, situant le Danemark au cinquième rang de l'UE à 25.

Enfin, en matière d'emballages et de recyclages, les ménages danois produisaient environ 150 kg de déchets annuels par personne, les extrêmes étant l'Irlande avec 220 kg et la Finlande avec 90 kg. Quant au taux de recyclage des déchets d'emballage, il était de l'ordre de 65% au Danemark contre 75% en Allemagne et 35% en Grèce.

Les ménages danois présentent donc des caractéristiques fort honorables en matière de soucis environnementaux (*écologiques*) tout en étant des « *dévoreurs* » d'espace. Dont acte

[Ce paragraphe « *Danemark* » est issu d'un texte publié au Printemps 2008 dans le n°26 de la revue *FuturWest*, sous la signature de Phil Shanahan, intitulé « *Population, Urbanisation, Pollution* ».]

La course à la grosseur

Il est curieux de mettre en regard les discours sanitaires de prévention des effets néfastes de l'obésité et les discours sur la densification urbaine qui, elle, serait sans risque pour les habitants.

On notera que la troisième pathologie en masse, derrière les cancers et les maladies cardiovasculaires, est celle du bruit, essentiellement urbain, qui génère anxiété, trouble du sommeil, troubles du comportement, stress excessif, perturbations dans les relations sociales, etc. Mais, alors que ceci est connu des neurologues depuis les années 1980, on en parle peu...

Ayant connu dans ma jeunesse les méga-opérations urbaines d'Ile de France et, par anticipation, en ayant conclu que ça conduirait à des désastres humains, je reste pantois lorsque je vois apparaître le projet du Grand Paris, sorte d'élucubration piochée dans l'idéologie urbaine des années... 1970, mais sûrement pas en phase avec les mutations du Monde actuel, l'Ere de l'Information (*NBIC*). [**]

Plus près de nous, en Bretagne, on trouve le discours récurrent comme quoi la conurbation Nantes, Saint Nazaire doit atteindre un million d'habitants pour être reconnue, crédible, au niveau européen. Comme si l'agrégation de personnes était synonyme de créativité, de productivité intellectuelle et physique élevée, de brevets, etc. Dommage, les mexicains n'ont pas vérifié la chose avec la mégapole de Mexico !

Ayant vécu en tant que Consultant des démarches de SCOT (*Schéma de Cohérence Territoriale*) dans dix régions de France différentes, j'ai pu constater combien les résultats prospectifs objectifs qui signifiaient que le développement démographique et économique se ferait probablement ailleurs que dans la ville-centre (*au moins en grande partie*) provoquait chez les élus de la centralité des réactions de rejet ; il fallait que la ville-centre continue à grossir parce que cela renforçait l'ego de ses dirigeants. Inversement, j'ai aussi vu des réactions de dirigeants locaux contre le diktat parisien de la densification censée s'appliquer uniformément dans tous les territoires ; alors qu'on leur disait qu'il fallait réduire la taille des parcelles de foncier, eux pouvaient dire que c'était justement parce qu'on pouvait acheter des

moyennes et grandes parcelles que les métaruralisés venaient chez eux. Rien que ces deux exemples montrent l'inanité des orientations prises à Paris au mépris des réalités locales et régionales.

Mais est-on sûr qu'on n'est pas en train de les dupliquer régionalement ?

Un exemple expérimental personnel.

Mon frère possédait un magasin de cuisines en banlieue parisienne. Un jour qu'il devait aller voir un client à Paris, il a mesuré sa consommation de carburant durant le temps de son déplacement. Nous avions à l'époque, début des années 2000, le même véhicule, ce qui permet une stricte comparaison. Résultats : il fit son trajet de 25 km en 01h45 ; je fis mon trajet (Lorient, Rennes) de 150 km en 01h20... et nos véhicules consommèrent la même quantité de carburant, moi sans à-coups, lui en faisant du stop-and-go.

Dont acte.

Small is beautiful ?

Si la formule d'Ernst Friedrich SCHUMACHER date des années 1970, elles puisent néanmoins ses racines dans des réflexions et des observations plurielles, à savoir que le gigantisme, à partir d'un certain niveau de concentration, apporte des effets iatrogènes qui l'emportent progressivement sur les effets positifs initiaux.

Quelques exemples devraient interpeller les tenants de la concentration. Tout d'abord, si l'ère industrielle s'est construite sur le gigantisme, la concentration, la centralisation... des moyens de production principalement du fait de la proximité des matières premières et des voies de communication, ainsi que le de la facilité apportée par la concentration ouvrière (*organisation, planification, contrôle*), l'ère postindustrielle rebaptisée Ère de l'Information par consensus entre les chercheurs comporte quelques caractéristiques bien précises, notamment les processus de démassification qui se traduisent, pour le système productif, par la fin des citadelles ouvrières et par l'autonomie des centres de profit.

On notera au passage que ce phénomène de démassification a touché depuis plus de trente ans l'expression politique en Europe : le temps où l'électeur votait d'une manière homothétique au local, au régional, au national... est révolu ; l'électeur discrimine ses choix en fonctions de critères croisés qui ne conduisent pas à la même réponse suivant le lieu géographique de l'expression politique.

Quels sont les Pays où le RDB (*Revenu Disponible Brut*) per capita est le plus élevé ? Les grands Pays ? Oui, pour les USA, avec des variantes larges suivant l'Etat considéré ; mais pour les autres ce sont la Suisse, le Danemark, l'Irlande, la Norvège, Singapour, l'Islande (*mais oui, malgré la crise*)... bref de petits Pays où n'existent pas de rentes de matières premières (*la Norvège gère avec parcimonie ses ressources tirées du pétrole via son fond souverain*), mais où l'intelligence productive est élevée et les solidarités affirmées.

Sur la décennie 1995, 2005, quel est le Pays qui présente le ratio le plus élevé de brevets opérationnels / capita ?

USA ? Non. Japon ? Non. Allemagne ? Non. France ? Non. Royaume-Uni ? Non...etc. C'est la Norvège : 4,5 millions d'habitants.

La réforme des Universités réalisées par le gouvernement FILLON peut être considérée comme une réussite du fait qu'elle introduit le couple liberté, responsabilité et que, via une autonomie significative elle amène à faire des efforts de créativité de la part des dirigeants ; en revanche, elle est représentative d'une vision obsolète de la puissance de la recherche universitaire en voulant à toute fin densifier pour obtenir de « *grosses Universités* ».

Faut-il rappeler que les Universités les plus productives (*recherches, découvertes, voire*

Prix Nobel) sont des petites Universités ? Stanford = 8500 étudiants ; Harvard = 6500 étudiants ; MIT (*Massachusetts Institute of Technology*) = 5500 étudiants... tandis qu'on compte près de mille Universités (publiques et privées) au Japon, Pays de 120 millions d'âmes.

Faut-il continuer ?

Le cas breton

La Bretagne, intégrale, évidemment, sinon c'est du révisionnisme, présente presque un cas d'école applicatif de l'Ère de l'Information et de ses caractéristiques (*Démassification / Interconnexion / Révolution de la mobilité / Révolution du savoir / Hiérarchie enchevêtrée et auto-organisation*).

« *L'effet Côte Ouest* » existe bel et bien depuis quinze à vingt ans, accompagné par le phénomène de métaruralisation présent dans les régions françaises, à l'exception de la zone principalement circonscrite au Nord-Est, Champagne – Ardennes-Lorraine. Les métaruralisés observés sont des ménages (*quadra*) dotés d'un bagage culturel conséquent et déjà dotés d'un patrimoine qui quittent les agglomérations pour s'installer, avec leur activité ou en reprenant des TPE locales, dans la périphérie des petites villes ou carrément dans le rural isolé, pourvu que les équipements ad hoc en accès au Haut-Débit y soient présents. [*Rappelons que la norme ISO fixe le HD à 50 Mbits/s et le THD à 100 Mbits/s*] [*Ce qui est effectif en Suède depuis le début des années 2000*].

Maintenant, depuis une décennie on entend le discours comme quoi la Bretagne est « *condamnée* » à accueillir trois, quatre, voire cinq cent mille habitants supplémentaires d'ici 2030-2040. Et pourquoi serait-elle condamnée si ce n'est, à nouveau, du fait de l'ego des dirigeants des grandes villes qui veulent densifier, densifier encore. Or, s'il y a des choix stratégiques à faire, le peuplement d'un territoire en est un majeur.

Dans le même temps, un débat revient régulièrement entre le polycentrisme et la polarisation. C'est un faux débat. La Bretagne, du fait de sa géographie, de son histoire, de son tissu socio-économique et culturel... répond parfaitement aux caractéristiques du monde actuel et à venir : équilibre urbain-rural (*structure*) et fonctionnalités résilientes (*organisation*) ; c'est ce que l'on nomme la culture du « *ET* », et pour faire schématique le couple Pays-Région, Pays étant entendu ici selon les références aux Lois Pasqua-Voinet.

De ce point de vue, le maillage territorial breton, sans doute issu de la faible industrialisation initiale compensée partiellement par les IAA, représente une chance inouïe pour poursuivre et amplifier les relations ville-campagne, hors des effets néfastes de la métropolisation excessive. De plus, en terme d'empreinte écologique mariée avec la production de valeur ajoutée, le bilan est nettement en faveur des territoires peu denses, la productivité finale intégrant les externalités y est supérieure à celle des territoires « *métropolisés* ».

Les dirigeants, politiques, économiques, sociaux, sont souvent encore formatés « *ère industrielle* », même dans une région historiquement peu industrialisée. Ainsi de la création de superstructures centralisées, lourdes, coûteuses... Alors que la coordination des centres de recherches, CRITT, Agences de développement, Technopoles... eut été judicieuse via une animation dynamique résiliente et transversale... fut créer une agence régionale centralisée. Une équipe de quelques personnes, uniquement des animateurs chevronnés, auraient été chargée de faire vivre des réseaux et des collaborations à géométries variables dans l'espace et dans le temps.

Donc, la Bretagne est-elle « *condamnée* » à accueillir... ?

Evidemment non. Et surtout pas en renforçant la métropolisation du trépied Brest, Nantes, Rennes. Dans ces deux dernières villes, les effets iatrogènes sont déjà suffisamment manifestes pour ne pas en rajouter, qu'on le veuille ou pas, et sans enjoliver les choses, la précarité est plus « *vivable* » en petite ville et à la campagne qu'en milieu urbain dense, les facteurs d'autoproduction y sont accessibles et facilement développés, sans oublier les solidarités spécifiques des territoires peu denses.

Sans entrer dans une démarche autoritaire inappropriée, il est un mécanisme qui permet,

dans le cadre du couple défini supra, de « réguler » les flux migratoires entrants en Bretagne, c'est le dispositif réglementaire des SCOT et des PLU (*Plan Local d'Urbanisme*).

Qu'y aurait-il de choquant à ce qu'une coordination souple des Communautés s'opère, via le CESER et le Conseil Régional, par exemple, pour rationaliser les documents d'urbanisme et « orienter » les flux migratoires vers les espaces peu denses et même, car il faut être responsable, en gelant ici et là les surfaces foncières constructibles pour éviter

- 1/ La ségrégation côtes, intérieur ;
- 2/ Pour limiter en volume les apports externes ?

Il n'y a pas de fatalité. Il y a des décisions responsables à prendre.

Et puis il y a un ingrédient fort qu'il ne faut pas sous-estimer, c'est la capacité des Bretons à entreprendre. Or, cette capacité est corrélée avec la culture originale qui prévaut, plus celtique que latine. Lorsque l'on sait que des valeurs sont partagées, que des référentiels donnent des repères quotidiens, que la valeur du travail est reconnue à la fois dans sa dimension effort et dans sa dimension acte de solidarité... cela aide considérablement à construire. La culture d'un peuple, c'est son carburant... renouvelable sans limite dans la création et la réalisation.

Le cas emblématique du Poher est là pour nous le montrer : quand la confiance revient, la volonté de s'en sortir hors des grands centres se met en mouvement. Les Vieilles Charrues, ce n'est pas seulement un Festival, c'est un événement devenu le catalyseur, au sens chimique du terme, d'un véritable projet de développement local tout en étant relié au monde extérieur : hiérarchie enchevêtrée ET auto-organisation... Evel just !

Liam FAUCHARD / FutureScan / Mai 2012

Sources

Manuel CASTELLS, *L'ère de l'information*, 3 tomes, Fayard 1998-2001

La Recherche, Science...

Mathieu CROZET, *La nouvelle économie géographique- La Découverte 2009*

Jean-Pierre HUSSON, *Envies de campagnes*, Ellipses 2008

Olivier BOMSEL, *L'économie immatérielle*, Gallimard 2010

Nicolas MOTTIS, *L'art de l'innovation*, L'Harmattan 2007

[**] = NBIC = Nanotechnologies-Biotechnologies-Information-Cognition

L'Irlande en général et le Connemara notamment doivent générer des désespoirs sans fin parmi la corporation des urbanistes français.

Des moutons vaguent autour des maisons éparpillées, de vagues moutons nuageux... vivant en symbiose avec un peuple de charrues et d'étoiles. Nous y trouvons aussi des chevaux, des ânes, parfois des vaches... en liberté surveillée, mais en liberté quand même, comme les habitants.

Écoutons Bernard BERROU [Je vous écris d'Irlande, Dialogues 2012] :

« ... les tombes de guingois sont éparpillées suivant la pente de la colline, les allées vont de travers, le sol est hasardeux, rien ici n'est symétrique ou régulier. Une merveille ! On y cultive un fouillis salutaire à l'image d'un peuple pour qui la confusion n'a jamais été qu'une manière naturelle d'appréhender le quotidien. (...) Sans jamais entacher l'espace, les habitations sont posées partout et nulle part, pour des raisons qui ne semblent relever d'aucune logique, si ce n'est celle d'appartenir librement au monde en tenant son voisin à distance... »

Extrait de « Sinn Fein », recueil de poésie à paraître en 2016.

Explication du monde à très petite échelle, monde peuplé d'atomes et de photons, la physique quantique n'est pas avare de propriétés singulières. A notre échelle, la supraconductivité, les lasers et l'effet tunnel résultent de phénomènes quantiques. Mais cette science a aussi des implications plus fondamentales, qui constituent de véritables défis à la logique ordinaire. La notion « d'intrication », en particulier, explorée depuis une trentaine d'années, mène à l'existence, très contre-intuitive, d'un hasard ubiquitaire, capable de se manifester simultanément en plusieurs endroits de notre univers...

Cette stupéfiante « non-localité » n'est pas une abstraction gratuite ou un jeu de l'esprit ; elle a des applications bien concrètes en cryptographie, pour la protection des données financières et médicales, et a permis la démonstration d'une « téléportation quantique » dont les auteurs de science-fiction les plus imaginatifs ont du mal à entrevoir les infinies possibilités.

Nicolas GISIN

L'impensable hasard

Non-localité, téléportation et autres merveilles quantiques

O. Jacob, 2012, 165 pages

Ardu et merveilleux livre où l'auteur, comme c'est souvent le cas en sciences physiques fait des efforts pédagogiques efficaces pour entraîner le lecteur profane dans des domaines où la rationalité habituelle n'a plus cours. Comme il l'écrit lui-même « *L'important n'est pas de tout comprendre, mais d'acquiescer une vue globale. Vous verrez qu'en fin de compte on peut vraiment comprendre beaucoup de physique quantique sans aucun recours aux mathématiques !* »

Le vrai hasard n'a pas une cause au même sens qu'en physique classique. Un résultat au vrai hasard n'est pas prédéterminé, de quelque manière que ce soit. Il faut néanmoins nuancer cette affirmation, le vrai hasard pouvant avoir une cause. Mais cette dernière ne détermine pas le résultat, elle détermine seulement la probabilité des divers résultats possibles. Seule la propension que tel ou tel résultat se réalise est prédéterminée.

L'auteur utilise à plusieurs reprises le « *Jeu de Bell* », du nom d'un chercheur particulièrement inventif et qui avait le goût de l'autodérision « *Je suis un ingénieur quantique, mais le Dimanche, j'ai des principes.* » Le jeu en question permet à NG de démontrer pas à pas et dans des circonstances très différentes les concepts et les applications de non-localité et d'intrication quantique.

L'impossibilité de cloner un système quantique est essentielle aux applications telles que la cryptographie quantique et la téléportation quantique. Pour démontrer cette impossibilité, il convient de raisonner par l'absurde, c'est-à-dire qu'il faut commencer par supposer que l'on puisse cloner des systèmes quantiques, et ainsi aboutir à une absurdité : une communication sans transmission ; et comme la communication sans transmission est impossible, le clonage quantique l'est aussi.

Mais s'il est impossible de cloner des systèmes quantiques, comment peut-il être possible de cloner des animaux ? Bien que ce fut initialement considéré comme impossible, il est reconnu maintenant que c'est possible du fait que l'information génétique est codée dans l'ADN en n'utilisant qu'un tout petit peu des possibilités qu'offre la physique quantique, de sorte que cette petite quantité d'information peut être clonée.

Dans les pages 94-98, NG nous décrit une application ô combien utile et utilisée dans les transmissions numériques, la cryptographie quantique QKD. Il en détaille le principe ainsi que les modalités d'applications, en référant de nouveau au « *Jeu de Bell* ». Tout repose in fine sur la non-localité.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Le chapitre 8 est consacré à un sujet qui a passionné les fans de Star Trek, la téléportation... ici quantique. L'auteur fait preuve de prudence et de fantaisie quand il demande « *Seriez-vous prêt à entrer dans une machine à téléportation quantique ? A votre place je me méfierais.* » Il explique en effet que jusqu'à maintenant, les expériences, positives, ont porté sur des atomes et les distances parcourues sont souvent inférieures au millimètre. De plus, pour téléporter un objet de taille usuelle, il faudrait énormément d'intrication qui est, en elle-même, extrêmement fragile. Pour la maintenir, il faut impérativement éviter toute perturbation, donc toute interaction avec l'environnement.

Nicolas GISIN aborde aussi la question qui passionne les astrophysiciens, les « *Multivers* ». Cette théorie tient au fait qu'on suppose qu'il n'y a jamais de résultats de mesures. Chaque fois que nous avons l'illusion d'effectuer une mesure avec N résultats possibles, l'Univers se divise en N branches, toutes aussi réelles les unes que les autres, avec dans chaque branche un résultat. L'expérimentateur aussi se divise en N copies, chacune « *voyant* » l'un des N résultats possibles.

En conclusion, l'auteur reprend son discours inaugural du livre : difficile de tout comprendre d'un seul coup.

Personne ne sait pourquoi la physique quantique est non locale. En revanche, nous comprenons aisément que la Nature n'est pas déterministe et qu'elle est capable de réels actes de pure création : elle peut produire du vrai hasard. De plus, une fois qu'on a assimilé qu'il s'agit de vrai hasard et pas seulement quelque chose de préexistant qui nous était caché, on comprend que rien n'empêche ce hasard de se manifester en plusieurs endroits, sans que cela implique une communication entre ces endroits.

Evidemment..... !

Renvois :

- Richard FEYNMAN, *Trois conférences du physicien Nobel 1965*, **FuturWest N°28.**
- François VANNUCCI, *Le vrai roman des particules élémentaires*, **FuturWest N°38.**
- Peter ATKINS, *Les 4 grands principes qui régissent l'Univers*, **FuturWest N°39.**
- Russell STANNARD, *Vers la fin des découvertes*, **FuturWest N°44.**
- Thomas S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, **FuturWest N°47.**

PhS

Nous sommes, depuis la crise financière, confrontés à cette évidence : avec la décomposition du capitalisme industriel, toutes les institutions sociales, la famille, l'école, la ville, les systèmes de protection et de contrôle social, l'entreprise, la politique elle-même perdent leur sens. Que se passe-t-il pour que les piliers de nos sociétés démocratiques se dérobent ainsi quand la globalisation du Monde appellerait leur renforcement ?

Loin de céder à la peur du chaos qui accompagne et accélère le déclin, cet ouvrage s'efforce d'unir le récit d'une fin et l'annonce d'un commencement : celui d'un autre type de vie collective et individuelle fondé sur la défense des droits humains universels contre toutes les logiques d'intérêt et de pouvoir. A travers leurs revendications éthiques, les militants du Printemps arabe ou d'Occupy Wall Street, les Indignados de la Puerta del Sol, les nouveaux dissidents chinois, les étudiants chiliens ou, plus généralement, le mouvement des femmes et des minorités sexuelles comme l'écologie politique fraient les voies de l'ère post-sociale et post-historique dans laquelle nous entrons.

A charge pour nous d'apprendre à quelles conditions le sujet de droits que chacun peut invoquer est susceptible de se faire l'acteur d'expériences entièrement nouvelles, où le capitalisme financier, devenu sauvage aujourd'hui, pourrait être à nouveau contrôlé.

Alain TOURAINE
La fin des sociétés
Seuil, 2013, 660 pages

L'auteur annonce la couleur dès la page 36 « *Ce que nous appelons société est d'abord le fruit de l'élimination du pouvoir religieux et du pouvoir royal ou oligarchique dans une partie du Monde.* »

Est-ce le testament d'AT ? En tout cas, le livre est dense... du fait des redites que l'on trouve dans les différentes parties et du fait de l'oscillation un peu pénible pour le lecteur entre l'analyse et ce qui peut apparaître comme une conviction sans que cela soit pour autant véritablement affirmé.

Nous, citoyens de l'UE, savons par expérience ce qu'était notre société : une économie limitée dans sa volonté de profit par un Etat, lui-même encouragé dans cette voie par la majorité de la population, soucieuse qu'il protège les droits et les intérêts des plus faibles, mais aussi qu'il défende la nation face à d'autres et qu'il régule la violence en son sein. Pour les Pays qui ont connu un demi-siècle d'Etat-Providence, de croissance économique et d'élargissement du champ d'action des pouvoirs publics, cette image correspond à une réalité vécue. Le mot « *social* » a désigné pour l'ensemble de la population les politiques sociales qui limitaient la logique capitaliste et développaient les instruments de participation de la majorité à la vie commune.

Maintenant qu'est consommée la rupture de l'économie, de la société et de la politique dont l'union définissait la société industrielle, où sont les idées nouvelles, les acteurs sociaux émergents et les forces politiques naissantes ?

La fin du « *social* » signifie en premier lieu la fin de la société industrielle, et l'expression nous conduit même au-delà de la société postindustrielle, plus précisément définie comme Ere de l'Information. La rupture la plus profonde, et aussi la plus visible, est bien celle qui place une production désormais globalisée au-dessus de tous les systèmes de contrôle social et politique.

« *Le soleil de l'Histoire s'est couché en 1989 sur les ruines du mur de Berlin (et à Pékin sur la place Tiananmen), deux siècles exactement après s'être levé à Paris sur la place de la Bastille.* » [p.73] Rien de moins... !

Sachant que, dans la société industrielle et dans les sociétés antérieures, l'acteur social a été orienté par un principe méta-social, Dieu, la nature humaine, le progrès ou l'avenir -, est-il possible, dans une situation post-sociale de trouver un équivalent, nécessairement non-social, de ces principes ?

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Dit autrement : existe-t-il un enjeu central non social des conflits sociaux, culturels et politiques ?

L'auteur surprend quand il affirme que lors des « *Printemps arabes* » il n'y a pas eu d'autre organisation que les réseaux sociaux Facebook et Twitter... Un peu naïf, non ?

Plus notre capacité d'autotransformation augmente et plus la diversité de nos situations s'accroît, sans que nous mettions en cause les deux piliers de notre représentation de nous-mêmes : l'universalisme du sujet humain et la conflictualité des organisations sociales. C'est de plus en plus au niveau mondial que l'analyse doit se situer, tant les interactions sont nombreuses au niveau de la Planète. Ce qui n'annonce pas pour autant la formation d'une société mondiale, avec ses institutions, ses lois et ses instruments de contrôle. Le champ social et culturel actuel n'est pas animé et bouleversé par un ou plusieurs mouvements qui joueraient de manière visible le rôle central, synthétique, qui a été celui du mouvement ouvrier dans les sociétés industrielles. Une réponse possible est de mettre en avant le rôle central de l'idée démocratique qui se manifeste sous des formes diverses dans presque toutes les parties du Monde.

L'auteur s'attarde assez longuement sur le féminisme pour constater que le choix qui reste est le suivant : ou bien penser que le féminisme dans son ensemble est arrivé à sa fin, comme on a pu le dire pour le communisme ou le gauchisme ; ou bien affirmer que le mouvement des femmes, indispensable à la reconstruction d'un modèle social et culturel ne peut pas exister en dehors d'une action forte et consciente en faveur de cette reconstruction.

L'auteur choisit la seconde voie par conviction.

Plus loin, AT affirme qu'on peut faire progresser à la fois la diversité des mœurs et l'universalisme des droits, mais quand ils entrent en conflit, c'est l'universalisme des droits qui doit l'emporter.

En revanche quand il affirme que la modernité triomphe là où le pouvoir de l'Etat est soumis au contrôle de la société tandis que la volonté d'un roi ou d'un chef religieux est un obstacle aussi bien à la connaissance scientifique qu'à l'égalité des droits, nous sommes perplexes car, si l'on veut bien accepter à la rigueur le second point, le premier, lui, dans l'Histoire a souffert bien des exceptions... royales, dont la création d'Uraniborg par le roi du Danemark Frédéric II (16^e siècle), consacrant ainsi 5% du PIB du Pays à la science.

Au final, fallait-il vraiment 660 pages pour tourner en rond ? Les propos d'Alain TOURAINE sont évidemment recevables dans les débats, mais il y a souvent beaucoup de confusion, de redites, d'appréciations à l'emporte-pièce qui montrent aussi une faible culture économique et une faible culture géopolitique de l'auteur. Pouvaient mieux faire.

Renvois :

- Texte de recherche « *Babel is back* », *FuturWest N°42*.
- Dani RODRIK, *Nations et mondialisation*, *FuturWest N°36*.
- Pierre BUHLER, *La puissance au 21^e siècle*, *FuturWest N°43*.
- Gérard CHALLIAND, *Vers un nouvel ordre du Monde*, *FuturWest N°48*.
- Nancy FRASER, *Le féminisme en mouvement (depuis 1960)*, *FuturWest N°48*.

LF

Les controverses autour des thèses du Cercle de Vienne ont laissé sur la scène épistémologique une impression générale fort bien résumée par Alain Boyer en ces termes : « On ne sait plus très bien ce qu'est la « scientificité », mais on se refuse à penser que la science n'est qu'un discours parmi d'autres. »

Le rapprochement que Paul Feyerabend fait entre la « science occidentale » et la « pensée africaine traditionnelle », et le parti-pris relativiste qu'il adopte, comme le reconnaît Larry Laudan, conduisent à s'interroger sur le sens et le rôle de ce genre de réflexion dans des contextes déterminés.

Que la rationalité scientifique ne soit pas la seule forme concevable de rationalité, cela va sans dire. Mais elle est tout de même singulière de par sa constitution, qu'on a tendance à perdre de vue : un code construction de connaissance fondé sur les lois de la pensée et les lois de la nature. On ne le dira jamais assez : ces lois procèdent d'une réflexion sur les opérations effectives de l'esprit humain. La logique codifiée par Aristote est avant tout une science d'observation : observation des raisonnements usuels tels qu'ils se présentent dans leur expression verbale et d'où l'on peut dégager des règles admises par tout le monde, Grecs ou non-Grecs !

Etienne BEBBE-NJOH
La rationalité scientifique aujourd'hui
L'Harmattan, 2013, 70 pages

Voilà un petit livre bien stimulant !

L'auteur, mathématicien et philosophe camerounais entreprend de montrer, on serait tenter de dire « *une fois de plus* » combien les postures antiscience relèvent de l'obscurantisme et du déni de connaissance, tout en assurant parfaitement que la science actuelle, si approfondie soit-elle, n'est pas à même de « *tout nous expliquer* ».

Dans son introduction, l'auteur nous rappelle que le positivisme d'Auguste COMTE est apparu comme une tentative d'illustrer les thèses en vigueur à son époque, à savoir que la science est la seule forme de connaissance rationnelle et véritable et qu'elle a capacité à élucider la totalité de l'être et de résoudre, tôt ou tard, tous les problèmes qui se posent à l'humanité, sous une forme quelque peu atténuée. L'empirisme logique défendu par le « *Cercle de Vienne* », s'est plus particulièrement occupé de la première thèse, avec des efforts notoires pour définir des normes de rationalité scientifique.

On peut retenir du débat sur la rationalité que la recherche des normes n'a pas abouti à quelque chose de satisfaisant. Il s'avère difficile de définir des normes universelles de rationalité, et plus difficile encore de prouver que le développement des sciences obéit à ces normes. Mais ce résultat quelque peu décevant de la quête des normes de la rationalité scientifique n'a en rien entamé ni la force ni le progrès des connaissances scientifiques, et il y a des raisons objectives de refuser que la science soit assimilée à un mythe parmi d'autres, comme le voudraient Feyerabend et les relativistes.

[NOTA = Le terme « *relativiste* » est une production des disciplines sociales, et n'a aucune parenté avec la Relativité de la physique.]

En vertu du principe de vérifiabilité selon lequel la signification d'une proposition consiste dans la méthode de sa vérification, la métaphysique doit être bannie comme une tentative d'aller au-delà de ce que Hume appelait des « *matières de fait* ». Par ailleurs, la philosophie ne peut entrer en compétition avec la science, laquelle a pour objet l'étude exhaustive du monde de la nature au moyen de théories se fondant sur l'observation et la mesure ; le domaine propre de la philosophie ne peut être que l'analyse logique de l'information fournie par la science, analyse pouvant au mieux aider à aiguïser les concepts scientifiques mais en pouvant, évidemment pas, s'y substituer.

EBN n'élude pas la question du langage, puisque les démonstrations les plus efficaces

MEMOIRES DU FUTUR

suite

passent nécessairement par lui, à l'exception partielle des mathématiques. Il rappelle que pour Locke, les mots ne peuvent signifier que des idées que nous avons en tête au moment où nous utilisons ces mots ; et ces idées sont privées : chaque esprit ne connaît que ses idées directement. Cette théorie de la signification se confine à ce qui se passe dans l'univers mental de l'individu.

De fait, une inévitable modification dans la signification des concepts fondamentaux a pour effet de modifier les perceptions et donc aussi la vision du Monde. L'homme de science continuera sans doute d'utiliser les mêmes termes de son langage, mais ce qui va profondément changer, ce sont leurs rapports avec le paradigme d'une part, avec les résultats concrets d'autre part.

La logique codifiée par Aristote est avant tout une science d'observation : observation des raisonnements usuels tels qu'ils se présentent dans leur expression verbale, et d'où l'on peut dégager des règles admises, et reproductibles, par tout le monde (à condition d'évacuer les dogmes religieux, évidemment).

Et l'auteur renvoie à Alain BOYER cité supra dans la quatrième de couverture du livre.

L'auteur va encore plus loin lorsqu'il affirme que le souci légitime, pour les diverses sociétés humaines, d'apporter leurs contributions à l'édification d'une civilisation planétaire semble être compris, du moins par certaines, dans le sens de la nécessité de marquer quelque différence essentielle, au risque même de remettre en cause leur appartenance à l'espèce humaine.

_____ Renvois :

- OBLOMOFF (Coll.), *Un futur sans avenir / Ne pas sauver la recherche*, **FuturWest N°36**.
- Michel CLAESSENS, *Science et communication*, **FuturWest N°38**.
- Peter ATKINS, *Les 4 grands principes qui régissent l'Univers*, **FuturWest N°39**.
- Russell STANNARD, *Vers la fin des découvertes*, **FuturWest N°44**.
- THUAN Trinh Xuan, *Le cosmos et le lotus*, **FuturWest N°47**.
- Thomas S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, **FuturWest N°47**.

PhS

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Le hasard nous rend meilleurs.

Avec ce provocant paradoxe, l'auteur nous offre un enseignement d'une portée révolutionnaire : comment non seulement surmonter les cataclysmes de notre temps, ces Cygnes Noirs qui fondent sur un homme, sur une culture une civilisation, les bouleversent et les réduisent à néant -, mais en faire une source de bienfaits ?

De même que le corps humain se renforce à mesure qu'il est soumis au stress et à l'effort, de même que les mouvements populaires grandissent lorsqu'ils sont réprimés, de même le vivant en général se développe d'autant mieux qu'il est confronté à des facteurs de désordre, de volatilité ou à quoi que ce soit à même de le troubler. Cette faculté à non seulement tirer profit du chaos mais à en avoir besoin pour devenir meilleur est « l'antifragile », à l'image de l'antique Hydre de Lerne dont les têtes se multipliaient à mesure qu'elles étaient coupées.

Riche, limpide et spirituel, promenant son lecteur dans les rues tonitruantes de Brooklyn, les chemins de la pensée antique, les dédales de l'affaire Kerviel, de la « gauche caviar » ou les méandres des neurosciences avec autant d'aisance et de légèreté profonde, le livre laisse une question en suspens : êtes-vous prêt à devenir antifragile ?

Nassim Nicholas TALEB
Antifragile, Les bienfaits du désordre
Les Belles Lettres, 2013, 650 pages

Fallait-il 650 pages et tant de redites pour redécouvrir l'eau chaude ?

Bien entendu, l'ouvrage n'est pas inintéressant en lui-même et les approches proposées par l'auteur ne sont pas toutes farfelues... mais l'impression qu'il a découvert une pierre philosophale qui donnerait réponse à beaucoup de nos questions persiste tout au long de la lecture.

Selon lui, si tout ce qui est top-down fragilise et entrave l'antifragilité et la croissance, tout ce qui est bottom-up prospère sous une juste quantité de stress et de désordre. Le processus de la découverte (*ou de l'innovation, ou du progrès technologique*) dépend lui-même d'un bricolage antifragile, d'une brusque prise de risques plutôt que d'une culture formelle. Ne serait-ce pas une définition du capitalisme ?

Il fait de temps à autre références aux sciences pour les critiquer et, comme beaucoup d'auteurs non documentés, il a tendance à transposer dans les disciplines humaines comportementales des connaissances des sciences physiques « dures ». Encore a-t-il le souci d'accorder un statut préservé à la physique ; l'ennui c'est que de cette science découle bien des corpus de connaissances qui expliquent notre Univers et son fonctionnement, y compris en sciences du vivant. De la même manière, ses connaissances en biologie font l'objet de raccourcis pour le moins surprenants. Bien sûr qu'il faut être clairvoyant avec l'usage des antibiotiques, mais depuis la découverte de Fleming ils ont permis de sauver des millions de vies humaines...

Concernant les processus décisionnels collectifs, son attrait pour la Suisse semble justifié : c'est un des Pays développés à ne pas être un Etat-Nation mais plutôt un ensemble de municipalités qui se débrouillent toutes seules, et néanmoins ensemble. L'exemple de Drachten, ville des Pays-Bas, a retenu son attention : tous les panneaux de signalisation routière ont été retirés. Cette déréglementation a conduit à ne augmentation de la sécurité, ce qui confirme l'antifragilité de l'attention à l'œuvre, et que celle-ci est stimulée par le sentiment du danger et de la responsabilité.

Comme il a œuvré de longues années en tant que trader (*repenti ?*), il brosse souvent des exemples du monde économique pour stigmatiser les donneurs de leçons, de ceux qui prédisent les événements... une fois qu'ils ont eu lieu. L'économiste est un homme qu'il déteste visiblement ; cela ne l'empêche pas de tomber lui-même dans le travers de la « loi de l'offre et de la demande » dont on sait

pertinemment qu'elle n'existe pas en tant que telle ! (p.267).

Donner un exemple d'organisation communautaire du passé pour la transposer à la résolution des questions d'usage des ressources de la Planète est pour le moins osé : quel quelques milliers d'habitants des îles aléoutiennes aient eu des comportements et des pratiques d'une remarquable souplesse dans leurs comportements prédateurs n'est guère d'utilité pour les 7,2 milliards d'habitants du Globe d'aujourd'hui.

« Presque tout ce qui nous entoure et qui a une importance est difficile à saisir sur le plan linguistique ; en fait, plus les choses sont puissantes, plus la compréhension linguistique que nous avons est imparfaite. » Ben, oui ! C'est pour cela qu'en sciences physiques on utilise la transsubjectivité pour progresser. Il y a quand même longtemps que nous avons appris que ce qui distingue l'homo sapiens du reste des règnes minéral et animal c'est justement le langage et que ses expressions sont sujettes à interprétations, sauf sans doute en mathématiques et en musique... ou l'on retrouve la physique fondamentale.

Quant au rejet de l'usage pratique du système métrique à vocation universelle de compréhension entre les hommes, on reste pantois !

Alors que la plupart du temps il ne fait que reprendre les thèses développées par Ivan ILLICH et le centre de Cuernavaca dans les années 1970, l'auteur réalise le tour de force de le citer une seule fois parmi les 600 (pour faire sérieux ?) références bibliographiques fournies...

Renvois :

- Malcom GLADWELL, *Le point de bascule (Connecteurs et autres...)*, **FuturWest N°23.**
- Nicolas MOTTIS, *L'art de l'innovation*, **FuturWest N°32.**
- Patrick QUANTIN, *Délibération et Gouvernance*, **FuturWest N°46.**
- Rémy LESTIENNE, *Dialogues sur l'émergence*, **FuturWest N°47.**
- Patrick FORTERRE (et all.), *De l'inerte au vivant / Une enquête scientifique et philosophique*, **FuturWest N°50.**

LF

Une grande révolution culturelle s'annonce : demain, nous ne mangerons plus de produits d'origine animale. Tout d'abord, la consommation de viande, d'œufs et de produits laitiers n'est pas nécessaire pour être en bonne santé. Ensuite, et peut-être surtout, cette consommation se fonde toujours sur des actes de cruauté envers les animaux. Or, comme de nos jours plus personne n'accepte que l'on soit cruel sans nécessité, la consommation des produits d'origine animale finira bien par être abolie, comme l'a été jadis l'esclavage.

Pour l'instant, on en est encore au temps du déni: déni de la souffrance des animaux et déni de notre cruauté. Mais, comme le montre ce livre percutant, la société moderne ne pourra pas occulter pendant longtemps encore les souffrances effroyables qu'elle inflige à ces animaux qui finissent dans nos assiettes et dont elle reconnaît de plus en plus la sensibilité, l'émotivité et l'intelligence. Voilà pourquoi demain nous serons tous végétariens!

Thomas LEPELTIER

La révolution végétarienne

Sciences Humaines éditions, 2013 - 170 pages

L'ouvrage commence d'emblée par une interpellation «*Demain vous serez végétalien*».

Suit une description des modes de production et des procédures d'abattage des animaux de boucherie ainsi que des poissons. L'auteur rappelle la campagne de 2003 en faveur de l'alimentation végétalienne, reprenant l'argument «*Les victimes de l'Holocauste ont été traitées comme des animaux, et donc logiquement on peut en conclure que les animaux sont traités comme les victimes de l'Holocauste*».

Actuellement, selon l'auteur, des protestations s'élèvent pour dénoncer la cruauté des conditions de vie et surtout d'abattage des animaux, certains nutritionnistes démontrent que le régime végétalien est adapté à tous, même aux sportifs de haut niveau et il est possible de trouver aisément, autant sur le net que dans des livres, des recettes de cuisines variées, savoureuses et végétariennes.

Certains consommateurs afin d'éviter le malaise qu'ils éprouvent face à la souffrance animale décident de s'approvisionner auprès de système d'élevages censés être moins «*inhumains*».

Mais, l'industrie peut-elle se reformer ?

Les procédés mis en place dans l'industrie pour atténuer la souffrance se heurtent à la nécessité d'augmenter les cadences pour maintenir un haut niveau de rendement. De fait, l'industrie n'adopte les procédés que quand ils font croître sa rentabilité, comme le pistolet d'assomage.

Pour l'auteur, les diverses directives promulguées pour améliorer le bien-être des animaux ne sont que mascarades et comptent de nombreuses incohérences. Celles de 2012, par exemple, sur la taille des cages des poules pondeuses permettent une amélioration dérisoire alors que le Code rural français stipule que «*tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce*».

Les conditions de vie ne peuvent de toute façon pas être correctes si l'on compare l'espace disponible à la production annuelle en France. De plus dans un système concurrentiel la logique de rentabilité s'oppose nécessairement aux mesures qui favorisent l'animal. Les maigres améliorations ne servent alors que de caution au consommateur pour retrouver sa bonne conscience et à l'industrie pour maintenir son expansion

D'autres consommateurs optent prioritairement pour des produits issus de l'élevage «*traditionnel*» pour éviter la culpabilité, mais là encore l'animal ne vit pas sa vie puisqu'elle est vraiment raccourcie et que l'animal doit être tué en abattoir. De plus l'élevage «*traditionnel*» ne pourra jamais répondre à la consommation de viande telle qu'elle est pratiquée dans les pays occidentaux. Ne

MEMOIRES DU FUTUR

suite

consommer que des œufs et du lait peut sembler une solution, mais que faire des mâles ? Actuellement, les poussins mâles sont le plus souvent jetés vivants à la poubelle.

L'auteur propose aussi un rappel historique.

Dans l'Antiquité déjà, Plutarque exposait les idées du végétarisme, mais ces propos n'ont eu que peu d'impact. On retrouve l'expression d'une préoccupation envers les animaux à la renaissance avec De Vinci ou Montaigne. Descartes et sa conception de l'animal-machine ont été soutenus mais aussi beaucoup critiqués. Aux XVII et XVIII siècle, la plupart des personnes qui reconnaissent que les animaux sont des êtres sensibles ne font pas le lien avec leur alimentation, mais pensent qu'il faut les protéger de la cruauté humaine.

En 1822, porté en Angleterre par les partisans de l'abolition de l'esclavage, un texte pour empêcher le traitement cruel du bétail est adopté. La France en 1845 voit la création de la société protectrice des animaux.

Certains hommes politiques font le lien entre la cause des bêtes et celle des hommes; «*Notre sort commun devant la douleur ne saurait être séparé*» a écrit Zola.

Malgré l'attention croissante portée à la souffrance des animaux, leur sort ne va pas s'améliorer au cours du 20^e siècle, la séparation entre les animaux de compagnie et les autres se creuse, d'autant que la nécessité de consommer de la viande domine les esprits. Après la Deuxième Guerre mondiale la consommation de viande explose

Les années 70 voient le renouveau du mouvement pour le végétarisme qui ne cesse de croître depuis. Pour l'auteur, ce n'est ni l'écologique ni la possibilité de nourrir les humains qui le motivent mais la question morale de la cruauté. Ces années voient le début de la protection de certaines espèces sauvages, d'abord en Afrique puis en Europe. L'avènement du documentaire animalier favorise le développement d'un lien affectif, plutôt artificiel, mais aussi une meilleure connaissance de la vie sauvage.

À cette même époque, les neurosciences et l'éthologie mettent clairement en évidence les capacités mentales des animaux notamment le cochon.

En 1976, le droit reconnaît que l'animal est un être sensible.

Le législateur autorise d'un côté ce qu'il interdit de l'autre. Un individu qui maltraite ses poules peut être condamné alors qu'un industriel qui le pratique à grande échelle le fait en toute légalité.

Les années 70, c'est aussi l'arrivée de l'éthique animale et du concept de spécisme qui consiste à assigner différents droits à des êtres en fonction de leur espèce.

S'appuyant sur le livre de Peter Singer, *La libération animale* (1975), Gary Francione va plus loin et prône l'abolition du statut de propriété des animaux, ce qui implique la fin de la domestication.

L'ouvrage examine et démonte une série d'arguments utilisés de façon récurrente pour décrédibiliser les végétariens

Les carnistes le plus souvent n'assument plus l'acte de mise à mort. Pour l'auteur, ce déni se manifeste par une attitude agressive vis-à-vis des végétaliens. Mais pour lui, la société s'achemine vers une reconnaissance du fait que l'animal est une personne et qu'il est anormal de le faire souffrir gratuitement.

L'objectif du végétarien est de ne pas occasionner de mort inutile et puisque l'on peut vivre sans consommer de produits animaux, il n'est pas nécessaire de le faire et surtout critiquable de l'organiser. Donc, dans nos sociétés d'abondance, l'attitude cohérente pour celui qui ne veut pas cautionner la souffrance animale, est de devenir végétalien.

Pour conclure l'auteur envisage, les perspectives d'avenir.

Il s'appuie sur les évolutions historiques des conceptions de l'esclavage dans l'Angleterre de la

MEMOIRES DU FUTUR

suite

fin du XVIII siècle, où la gêne ressentie face à la prise de conscience des conditions de productions de denrées telles que le café ou le sucre a entraîné la mise en place de comités abolitionnistes mettant en lumière la participation de chacun au système, sa complicité en quelque sorte. Il pense qu'aujourd'hui il en sera de même en ce qui concerne notre attitude envers les animaux, car seule une minorité agissante est nécessaire pour entraîner une révolution culturelle.

Renvois :

- Nicolas HERPIN, *Consommation et modes de vie en France sur 50 ans*, **FuturWest N°33**.
- Jean-Yves CARFANTAN, *Le choc alimentaire mondial*, **FuturWest N°34**.
- Günter PAULI, *Croissance sans limite (Z&R)*, **FuturWest N°36**.
- Samuele FURFARI, *Dieu, l'Homme et la Nature (Deep ecology)*, **FuturWest N°41**.
- Marion GUILLOU, *Neuf milliards d'hommes à nourrir*, **FuturWest N°42**.
- Philippe BAQUE, *La bio entre business et projet de société*, **FuturWest N°47**.
- Catherine-Marie DUBREUIL, *Libéralisation animale et végétarisation du Monde*, **FuturWest N°50**.

ALL

MEMOIRES DU FUTUR

suite

« On nous attacha sur des tables pour nous faire subir la Grande Opération. Le lendemain je me rendis chez le Bienfaiteur et lui racontai tout ce que je savais sur les ennemis du bonheur. Je ne comprends pas pourquoi cela m'avait paru si difficile auparavant. Ce ne peut être qu'à cause de ma maladie, à cause de mon âme. »

Ainsi parle D-503, un homme des siècles futurs.

Eugène ZAMIATINE
Nous autres...
Gallimard, 1971, 220 pages

L'auteur du livre de fiction politique, Eugène ZAMIATINE est né en Russie en 1884. Il a donc 36 ans lorsqu'il écrit « *Nous autres...* », après avoir connu la fin du règne des Romanov et les premiers contextes du régime bolchevique... et pourtant, il écrit ça bien avant les ravages du stalinisme.

Comme l'écrit fort justement Yvon Hecht dans la présentation de l'édition recensée ici « *Zamiatine introduit l'homme vivant dans les souricières du totalitarisme* ». Nous ajouterons que sa formation, mathématicien, ingénieur, écrivain, lui a visiblement permis de construire une uchronie qui comprenne à la fois des dimensions technologiques, L'intégral est appelé à assurer l'expansion de l'organisation du Grand Tout à l'échelle interplanétaire -, et des dimensions psychosociologiques propres à l'âme humaine.

De fait, les relations femmes-hommes sont présentes dans ces « *carnets de notes* », à la fois codifiées par l'organisation, les rendez-vous amoureux sexuels sont programmés, et en même temps, à l'aune de la transgression par des personnages qui se sont rendus compte que quelque chose clochait dans l'Harmonie dirigée par le Grand Guide.

Yvon HECHT a raison d'écrire, mais avons-nous la certitude que les écrivains avaient eu connaissance du livre de Zamiatine ?, que Aldous Huxley avec *Le meilleur des mondes* [1931], puis George ORWELL avec *1984* [1949], se sont engouffrés dans la brèche ouverte par le Russe.

Plus près de nous, les déroulements et descriptions contenus dans *Nous autres* font aussi penser à *Fahrenheit 451* de Ray BRADBURY [1953], à *Un bonheur insoutenable* d'Ira Levin [1970], l'auteur de *Rosemary's baby* ; ou encore à *Globalia* de Jean—Christophe RUFIN [2004]. A chaque fois, il est question d'un ailleurs, idéalisé ou pas peu importe, qu'il faut justement avoir le courage de questionner pour remettre en cause l'ordre organisé, dominant, stérilisant et où il semble y avoir *no future*.

Mais l'homo sapiens n'aspire-t-il pas à des ordres simples (*simplistes* ?) qui lui évitent de se poser des questions qui dérangent la routine rassurante ? Si non, les dogmes religieux n'existeraient pas.

Renvois :

- Peter SLOTERDIJK, *La mobilisation infinie*, **FuturWest N°21**.
- Aldo SCHIAVONE, *Histoire et destin*, **FuturWest N°35**.
- David ELBAZ, *Et Alice Tao se souvint du futur...*, **FuturWest N°37**.
- Bertand LEMARTINEL, *Et l'homme créa la Terre...*, **FuturWest N°47**.

Ce petit livre revisite un sujet que nous croyons tous trop bien connaître : l'incompétence. Et pour cause : celle-ci est sans doute la première de nos compétences.

Il est question ici de cette incompétence appelée « systémique » par l'auteur, celle que génère toute nouvelle société technoscientifique et qui fait qu'un nombre croissant de nos décisions sont prises en toute « méconnaissance de cause ». Cependant, plutôt que de tirer sur l'incompétent, MC montre que nous aurions intérêt à changer notre fusil d'épaule. Aujourd'hui les notions de compétence et d'incompétence sont à redéfinir. Plusieurs résultats récents montrent que cette incompétence systémique peut devenir une voie de progrès. L'incompétence peut-être créatrice, et la compétence destructrice. Plus exactement la « mécompétence » joue aujourd'hui un rôle essentiel, en particulier dans les processus de création et de gouvernance.

Michel CLAESSENS

Petit éloge de l'incompétence
QUAE, 2013, 135 pages

Mais où veut-il en venir ?

Au fil de la lecture, la question est légitime ; et ce n'est que vers la fin du livre qu'apparaît une compréhension : si nous portons un regard lucide sur notre (nos) incompétence(s), alors des marges de progrès existent. CQFD.

MC débute avec le rappel des conditions du crash de l'Airbus d'Air France 447 de Rio de Janeiro vers Paris pour montrer que l'abus d'assistance automatique nuit finalement à la sécurité car les pilotes lui font trop confiance et perdent une bonne part de leur esprit critique, abordant ainsi au rivage de l'incompétence. L'autre exemple relève des discours incantatoires contre l'Euro et la soi-disant nécessité de revenir aux monnaies nationales, antienne que les grands médias ont déversé sans réserve en se fondant sur des soi-disant experts qui se sont révélés être ... des incompetents sans sang froid et sans analyses contextualisées. Et de même avec le séisme de Tohoku qui est la cause première de ce qui a suivi à Fukushima, mais qui fut soigneusement occulté par les mêmes médias pour se focaliser sur l'accident nucléaire qui était une conséquence d'un tremblement de terre d'un niveau jamais connu sur la Planète.

Plus loin, l'auteur emboîte le pas aux contempteurs du progrès en affirmant que l'emprise de l'Homme sur la Nature n'a jamais été aussi grande, que se pose la question de l'assujettissement de la Nature à la technique et celui du contrôle de la technique par la Nature. Mais de quelle Nature parle-t-il ? Si c'est celle de la Terre, alors il se trompe lourdement, l'orgueil de l'homo sapiens est totalement disproportionné et ses moyens très dérisoires face aux puissances naturelles (cf. Tohoku). Il y a un discours convenu (incompétent ?) qui se répand aussi dans les grands médias avec la mode de l'Anthropocène. Il semble que MC y soit sensible.

Dans la partie « de l'incompétence systémique », l'auteur brocarde les réseaux « sociaux ». Ceux-ci et les outils « intelligents » sont la face particulièrement visible d'une certaine incompétence informatique tant il paraît évident que ces logiciels ne parviennent pas à capturer la vraie nature des comportements humains et ne fournissent au mieux qu'un simulacre, à peine une simulation de nos échanges sociaux. Notre engouement pour eux n'est possible que par une reconnaissance (implicite ou inavouée) de leur incompétence, et, par la force des choses, de la nôtre également.

A la page 66 figure une petite analyse qui nous permet de renvoyer le lecteur au texte « *Babel is back* », plus détaillé, paru dans le **N°42 de FuturWest**.

Poursuivant son propos, l'auteur aborde la question de la pertinence des décisions. Le problème n'est pas tant le manque de connaissances, qui est évident, que la mise en place d'actions dont il est bien connu qu'elles sont inappropriées. Et là, nous touchons à l'incompétence. Or, toute la société fonctionne en ce sens et les pressions sont grandes sur ceux qui ne jouent pas le jeu. Le patient qui se voit refuser des antibiotiques pour sa grippe ira consulter un autre médecin plus complaisant. Dans le système actuel, il vaut mieux entreprendre une action inutile que ne rien faire ou réfléchir. Les pressions ne sont pas seulement industrielles et pas uniquement économiques, elles tiennent également à nos modes de pensée et à nos stratégies intellectuelles, et à ce conformisme largement répandu ainsi qu'à cette incapacité de réfléchir à des alternatives aux solutions actuelles, qui porte bien le nom de « *pensée unique* ».

MC fait appel à la pratique de la transdisciplinarité qui permet d'explorer les zones de connaissances qui se trouvent entre les disciplines et qui permet aussi parfois de les traverser, voire de les transgresser. Cette approche, encore peu usitée dans le monde occidental propose des voies nouvelles pour réorganiser, via des croisements de connaissances plurielles, le savoir général ; car la pensée traditionnelle est essentiellement disjonctive : elle isole ce qui se distingue, et occulte ce qui e relie.

À l'heure actuelle, plus aucune innovation d'envergure ne peut voir le jour sans un rassemblement de compétences, ce qui implique automatiquement la reconnaissance explicite de notre incompétence personnelle pour affronter seul(e) le problème donné ou la question posée => On arrive là, p.103, à ce que l'auteur voulait démontrer.

En revanche, sur la question climatique, il tombe dans le travers qu'il voulait dénoncer en reprenant sans discernement les thèses de l'IPCC, organisme politique de par sa composition et de par son nom, curieusement traduit Giec en français ; en l'occurrence, Claude Allègre fut très pertinent, dès 1990, en questionnant la légitimité des affirmations politiques de l'IPCC reposant sur des études dont une grande partie n'a absolument rien de scientifique (*Popper*).

In fine, MC reste confiant et reste convaincu que les prochains grands progrès viendront de fertilisations croisées des disciplines et de la mise en commun de compétences diverses. On ne peut qu'espérer avec lui que bien des dogmes qui encombrant nos esprits finiront par voler en éclat, ces superstitions qui nous empêchent de rêver et construire des futurs possibles.

Renvois :

- Claude ALLEGRE, *La science est Le défi du 21^e siècle*, *FuturWest N°34*.
- Michel CLAESSENS, *Science et communication*, *FuturWest N°38*.
- Bruno TERTRAIS, *L'apocalypse n'est pas pour demain*, *FuturWest N°41*.
- Philippe BAUMARD, *Le vide stratégique*, *FuturWest N°46*.
- François GERVAIS, *L'innocence du carbone*, *FuturWest N°49*.

LF

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Le 21 Mai 1864, dans la vallée de Krasnaïa Poliana, le grand-duc Michel Nikolaïevitch offrait un banquet pour célébrer la fin de la conquête du Caucase par la Russie tsariste, là même où les tribus caucasiennes venaient d'être massacrées. Cent cinquante ans après exactement, en février 2014, s'ouvrent les XXI^e jeux olympiques d'hiver à Sotchi, dont une partie des compétitions se déroulent précisément à Krasnaïa Poliana. C'est là que Vladimir Poutine, en héritier de la Russie impériale, invite le monde entier à un nouveau banquet. Quel symbole !

Car le Caucase est bien le lieu, pour Poutine, de l'affirmation de la force et de la grandeur de la Russie. La guerre en Tchétchénie, le soutien aux indépendantismes d'Ossétie du Sud ou d'Abkhazie, allant jusqu'à la guerre contre la Géorgie, et aujourd'hui les JO à Sotchi, ne visent qu'à replacer la Russie sur le devant de la scène internationale.

Et, finalement, la trêve olympique de Sotchi pourrait rester dans l'histoire comme un nouvel épisode des interminables conflits du Caucase, comme une façon de poursuivre la guerre par d'autres moyens en tâchant de sceller symboliquement les victoires du passé.

Spécialiste de l'ancien espace soviétique, c'est à un voyage au Caucase que nous convie Régis Genté, dans les pas des grands dirigeants russes, des derniers tsars à V. Poutine.

Régis GENTÉ
Poutine et le Caucase
Buchet- Chastel, 2014, 200 pages

Pour l'auteur, les jeux Olympiques de Février 2014 à SOTCHI ne sont qu'un nouvel épisode des guerres impérialistes de la Russie dans le Caucase. Y organiser les jeux, prouve que le Kremlin a eu raison de relancer la guerre particulièrement meurtrière de 1999.

Le Caucase a toujours eu un rôle particulier, central même, dans l'histoire de la Russie. En 1999, c'est le renoncement russe à la démocratie qui s'est acté dans le Caucase. L'objectif y était d'arrêter coûte que coûte la désintégration de l'Etat Russe en restaurant son pouvoir, sa force aux yeux du monde.

Les bords de la Mer rouge ont toujours été habités par les Circassiens dont au moins 700 000 sont morts au milieu des années 1860, à la fin de la « *guerre du Caucase* », au moment de sa conquête par l'Empire Russe. Organiser des compétitions sportives à Sotchi dans le champ même où a eu lieu ces massacres (*appelé depuis le « champ rouge » tout près de Sotchi*), sans même un mot pour le peuple circassien est une vraie provocation et sonne comme une célébration cynique de la victoire Russe.

Sitôt la victoire acquise sur le Caucase en 1864, la Russie n'a eu de cesse de diviser le peuple Circassien en plusieurs républiques, de favoriser l'implantation de Cosaques, Grecs ou Arméniens ou de mener des politiques de conversion forcées au Christianisme pour ce peuple musulman. Cependant, demander aujourd'hui la reconnaissance du génocide circassien et la création d'une république qui réunirait tous les Circassiens semble bien hardie voire risquée dans la Russie de Poutine car ce qui compte, ce n'est pas la vérité historique ni la démocratie mais les intérêts de la Russie.

Les JO de Sotchi sont la consécration et la reconnaissance de la politique de Poutine sur la scène internationale. On ne peut que constater que la guerre de 1999 dans le Caucase a essentiellement consisté à installer au Kremlin un inconnu (*Poutine*), dénué de tout capital politique auprès des 143 millions de Russes. Cette guerre a été un véritable tournant dans l'histoire russe moderne en réaffirmant des valeurs sécuritaires, la centralisation du pouvoir, les devoirs plutôt que les droits du citoyen, le racisme anti-caucasien, le musellement des médias et de la justice,...C'est la restauration de la puissance russe au détriment des séparatistes considérés comme des terroristes.

Vladimir POUTINE a été désigné par le FSB (*ex KGB*) pour s'emparer du pays et mettre fin à l'expérience démocratique avec le soutien de Boris ELTSINE qui, menacé à cette époque de corruption et d'enrichissement personnel, à échangé son impunité contre le soutien au poulain du FSB. ..C'est une

série de 5 attentats, soi-disant attribués aux séparatistes Tchétchènes, provoquant la mort de 300 personnes et l'hystérie médiatique qui a suivi qui ont retourné l'opinion et légitimé la nomination de Poutine pour conduire l'entrée en guerre en 1999. Plus tard, le FSB sans reconnaître qu'il avait lui-même organisé ces attentats a quand même reconnu qu'effectivement, il n'y avait pas un seul Tchétchène parmi les poseurs de bombes.

Ce n'est que par la contrainte que Moscou réussit à conserver les sujets de la fédération de Russie dans son giron. Tout ceux qui envisageraient d'en sortir ne peuvent être que des terroristes justifiant ainsi une intervention militaire immédiate afin de lutter « *aux cotés de l'Occident* » contre le terrorisme islamique international. Poutine surfe sur la xénophobie, la haine de l'Islam, des gens du Caucase et des migrants de toutes sortes. Pour l'opinion public, les Tchétchènes ne sont que des « *culs-noirs* » qui vivent au dépend de la Russie. Cette haine ne fait qu'attiser les tensions dans la bouillante mosaïque ethnique du Caucase, véritable couloir entre 2 mers, ou plusieurs peuples, civilisations ou empires s'y sont rencontrés, combattus ou réfugiés au cours des siècles. La Russie ne contrôle, encore aujourd'hui, cette région qu'avec difficulté. Les Russes ne représentent plus que 15% de la population contre 26% en 1989 du fait de la forte démographie des peuples « *autochtones* » et de l'instabilité politique qui fait fuir les Russes. Face à cette situation, la stratégie du FSB et donc de Poutine reste toujours plus de mesures sécuritaires qui ne laissent que peu de place aux partisans d'un développement socio-économique.

Reste que le travail de sappe de nombreux Etats pour affaiblir politiquement, économiquement et militairement la Russie est évidente. Avant SOTCHI, le traitement unilatéral par les USA de l'ordre du monde s'est concrétisé, sans tenir aucun compte de l'opposition de la Russie, par les bombardements de Belgrade, la guerre en Irak, la reconnaissance du Kosovo ou l'adhésion des Pays Baltes à l'Otan.

En conclusion, on le voit, SOTCHI 2014 est le retour de la Russie forte et conquérante telle qu'on la vu dans le dossier syrien ou plus récemment en Ukraine. Pour Poutine, le CIO à justifié, légitimé et validé sa politique... L'autre enjeu est quand même la stabilisation de la région par l'investissement dans ses infrastructures afin d'amorcer un boom économique encore à démontrer. Le Caucase comme la Russie reste, en effet, minée par la corruption, l'absence d'état de droit, le mépris du citoyen et l'omniprésence du sécuritaire qui effraient les potentiels investisseurs. Dans son 3^{eme} mandat, POUTINE se pose comme chef de file d'une international réactionnaire, rejetant la mondialisation au nom des cultures et des souverainetés locales, invoquant à tour de bras les traditions, les racines, les valeurs orthodoxes tandis qu'il dénonce les tares occidentaux : le taux de divorce, la décadence morale, la pédophilie ou la dépression nerveuse... Cette opposition systématique ne fait que montrer une Russie à court d'idée et en plein doute identitaire d'où l'importance d'ausculter la politique du Kremlin pour savoir où va la Russie.

Renvois :

- Laure MANDEVILLE, *La reconquête russe*, **FuturWest N°32**.
- Laurent TOUCHART, *La Russie et le changement climatique*, **FuturWest N°43**.
- Georgiy VOLOSHIN, *Le nouveau grand jeu en Asie centrale*, **FuturWest N°48**.

Quand Walpole invente le terme de « sérendipité » en 1754, il évoque la faculté de découvrir « par hasard et sagacité », ce que l'on ne cherchait pas. Aujourd'hui, le terme connaît une vogue croissante au sens de « découverte par hasard ». Mais si cette focalisation permet d'affirmer la dimension imprévisible et non programmable de la recherche, l'occultation de la sagacité empêche de saisir ce que la sérendipité désigne véritablement, et qui est au cœur de toute découverte.

Pour comprendre le sens profond du terme, il faut remonter aux contes orientaux qui ont inspiré Walpole et Voltaire (pour la « méthode de Zadig »), et lire les romanciers et les savants qui se sont passionnés pour cette idée. Parmi eux, Balzac et Poe, Freud et Poincaré, Cannon et Wiener. Tous ont cherché à saisir le fonctionnement de l'esprit humain quand il est attentif à ce qui le surprend et en propose une interprétation pertinente, par l'association d'idées, l'imagination, la réflexivité.

L'étonnante histoire du mot révèle de profonds changements dans la conception des processus de création, et dans les rapports entre sciences, littérature et politique. Au terme de l'enquête, ce mot venu d'un conte ancestral acquiert la puissance d'un concept, porteur d'enjeux épistémologiques, politiques et humanistes.

Sylvie CATELLIN
Sérendipité, Du conte au concept
Seuil, 2014, 265 pages

Le premier Chapitre « *A l'origine du mot sérendipité : un motif fictionnel millénaire* » nous entraîne du côté de l'Orient au début du premier millénaire puis, successivement vers 250 (*conte talmudique*), 1240 (*Saxo Grammaticus*), 14^e, 16^e, 17^e siècles... pour aboutir en 1897 : A. Lacoïn de VILLEMORIN, reprenant une histoire de Amir KHOSROW de 1302 !

Issu de textes très anciens, le mot ou l'idée de sérendipité véhicule ainsi la mémoire transgénérationnelle et multiculturelle d'un motif fictionnel millénaire et désigne une forme de sagacité ou d'intelligence en rapport avec le pouvoir et la liberté. La construction d'un savoir sur la causalité est ce qui permet aux jeunes princes de trouver une place dans le monde et d'entrer dans l'ordre de la filiation, de conquérir leur liberté pour pouvoir succéder à leur père, après un voyage placé sous le signe de l'épistémophilie, symbole d'une initiation et d'une maturation. Or, causalité et généalogie disent la même chose, la première renvoie chaque phénomène à une cause, la seconde inscrit chaque être dans la lignée dont il procède. L'histoire du mot sérendipien illustre la solidarité entre ces deux principes, chacun soutenant l'autre. Il fallait assurément quelqu'un comme Walpole, sensible au rôle de l'inattendu et de l'imagination, pour créer le mot serendipity.

Umberto Eco, dans les années 1970, a relié sérendipité avec abduction : consiste, à partir d'un fait singulier ou surprenant, à inférer une proposition qui constitue l'hypothèse la plus plausible permettant d'expliquer ce fait. Elle infère, à partir des faits d'une sorte, des faits d'une autre sorte, alors que l'induction infère à partir d'un ensemble de faits un autre ensemble de faits similaires.

Pour transférer le mot dans les milieux de la recherche scientifique, il fallait une personnalité capable, non pas tant de percevoir le rôle des découvertes accidentelles dans les avancées de la science, plusieurs savants l'avaient déjà fait auparavant -, mais surtout de saisir l'intérêt de nommer le phénomène d'un mot nouveau et attractif. Walter B. Cannon [1871-1945], physiologiste et professeur de médecine à Harvard, a pu opérer cette greffe non seulement parce qu'il était un savant cultivé, mais aussi parce qu'il était un « enquêteur » attentif au vécu de l'expérience subjective.

« *Obviously a chance discovery involves both the phenomenon to be observed and the appreciate, intelligent observer.* »

A propos de la découverte de la pénicilline, Cannon parle même de suggestion fructueuse, de signe fécond. Flemming a su réunir la rigueur et la curiosité, le décalage par rapport à l'état de l'art du moment.

Pour S.C., la découverte scientifique implique toujours la sérendipité.

Un environnement favorable à la sérendipité implique un mode d'organisation souple, ouvert à l'inattendu et au raisonnement imaginatif, permettant aux chercheurs de suivre les idées qui leur viennent à l'esprit au cours de leurs travaux et préservant leur liberté et leur créativité, ou bien encore un système ouvert à d'autres modes de pensée. Rares sont les scientifiques ayant témoigné du rôle de l'imaginaire et de l'inconscient dans la découverte, et pourtant, l'un des plus célèbres, Albert EINSTEIN a « *avoué* » s'être imaginé en chevauchant un rayon lumineux dans l'Espace pour concevoir la courbure de l'Espace-Temps (*relativité restreinte*). Et ce n'est qu'un parmi de nombreux autres... qui ont accepté de dire.

Edgar MORIN :

« *Le concept de sérendipité intéresse la pensée complexe, par le fait qu'il met en relief le caractère créatif et génératif de l'aléatoire, de l'évènement, de l'imprévu, de l'inattendu. On peut l'intégrer dans la catégorie des qualités intelligentes, comme « l'auto-hétéro-didactisme », ou l'aptitude « sherlock-holmésienne ».*

La première occurrence attestée de la francisation de serendipity en français date de 1952, dans la traduction d'un article de Charles G. Darwin par Bernard Kwal. Ce physicien britannique (1887-1962), petit-fils du théoricien de l'évolution, voulait attirer l'attention de ses lecteurs sur « *la qualité qui consiste à chercher quelque chose et, ayant trouvé autre chose, à reconnaître que ce que l'on a trouvé a plus d'importance que ce que l'on cherchait.* »

A l'instar de l'anglais serendipity, le mot français sérendipité a donc pris deux acceptions divergentes : une acception courante mais appauvrie (*la découverte par hasard*) dont témoignent les usages commerciaux et publicitaires du terme, et une acception savante (*l'art de découvrir en prêtant attention à l'inattendu et en l'interprétant*), qui implique créativité et réflexivité.

Les praticiens de la Prospective le savent pertinemment : si l'on respecte correctement les fondamentaux de la discipline, quand on débute un EPE –Exercice de Prospective Exploratoire -, on ne sait pas par avance exactement ce sur quoi on va déboucher... sinon ce serait de la prédiction !

Renvois :

- Pierre MUSSO, *L'imaginaire au service de l'innovation*, **FuturWest N°19**.
- Lucien SEVE, *Émergence, complexité et dialectique*, **FuturWest N°19**.
- Hervé P. ZWIN, *Les systèmes complexes*, **FuturWest N°27**.
- Philippe BAUMARD, *Le vide stratégique*, **FuturWest N°46**.
- Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN, *Conduire une démarche de prospective territoriale*, L'Harmattan 2009.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Depuis l'an 2000, nous assistons à une explosion de la richesse mondiale. Désormais la planète compte 12 millions de millionnaires, dont 500000 en France. Heureusement, malgré la crise, la pauvreté s'est en même temps réduite plus vite que prévu sur la planète.

Trois causes à cette progression spectaculaire des fortunes :

- *une forte croissance mondiale (sauf en Europe) ;*
- *la révolution numérique qui multiplie les jeunes millionnaires ;*
- *la domination croissante des financiers, maîtres du jeu de l'argent.*

Les riches ont gagné sur tous les tableaux : l'argent, l'influence politique et souvent le contrôle des médias. Et l'on ne voit pas venir ce qui pourrait s'opposer à leur pouvoir.

Mais contrairement aux clichés, les Français ne détestent pas les riches et souvent les admirent.

En même temps les inégalités s'accroissent et peuvent déstabiliser nos sociétés. Comment réduire cette fracture devint la question primordiale des vingt prochaines années.

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER
Pourquoi les riches ont gagné ?
Albin Michel, 2014, 154 pages
www.lesriches.fr

Les nouveaux riches

Il y a eu des riches de tous temps mais ils étaient une poignée, le plus souvent des rois et des aristocrates émergeant d'un océan de pauvreté. A partir du Moyen-Age, des marchands, des banquiers puis des industriels ont bâti des fortunes rôurières. La nouveauté, désormais, est qu'il y a des riches partout dans le monde et qu'ils se multiplient. Selon le World Wealth Report 2013, 12 millions de millionnaires (*en dollar*) sont recensés sur la planète (*l'équivalent de la Belgique*), dont 90% possèdent moins de 5 M\$. Les hyper-riches (*plus de 30 M\$*) ne sont que 111 000 mais possèdent le tiers de la fortune de tous ces millionnaires. Par rapport aux riches d'il y a un siècle, la plupart des riches d'aujourd'hui travaillent et peuvent être identifiés (*l'oisiveté des riches est marginale et un cliché*). L'époque actuelle, riche de ruptures technologiques et dominé par la finance, qui plus est à dimension mondiale, est ainsi propice à faire fortune, même s'il y faut du talent ou une volonté farouche pour y parvenir. Excluons ici les fortunes rapides sur le dépeçage des biens des anciens pays communistes par quelques oligarques, ainsi que les riches « *bandits* » de l'économie du crime...

La fracture

Le plus important est que, pour la première fois dans l'Histoire, la croissance économique surpasse celle de la démographie et donc que la très grande pauvreté diminue dans le monde. En France, on en sait presque plus statistiquement sur les pauvres (*14% de la population française*) que sur les riches (*3%*), classé comme tels par l'INSEE sur la base d'un revenu supérieur à 4500 € nets mensuels. Mais la richesse et son versant opposé sont bien évidemment des notions relatives. La plupart des personnes interrogées, quel que soit leur revenu de départ, considèrent qu'ils seraient riches avec le double. Si les pauvres sont peu visibles dans les médias, les riches occupent largement cet espace dans les magazines people, la presse sportive ou féminine, les revues de décoration, les success stories d'entrepreneurs...

La France moins inégale

Au-delà des préceptes religieux et moraux de la chrétienté, l'égalité est devenue un slogan creux, remplacé dans les discours démocratiques par l'appel à la justice, pour éviter les conséquences les plus intolérables, sinon pour chaque citoyen, du moins pour la majorité des électeurs. Nous vivons dans des sociétés inégalitaires, où l'opinion se divise entre ceux qui considèrent qu'on n'y peut pas grand-chose et ceux qui apprécieraient un peu plus de solidarité... mais sans trop cotiser davantage comme contribuables (*d'autant que le poids de l'impôt sur le revenu ne cesse de baisser dans les recettes et n'est acquitté que par moins de la moitié des foyers français*). Si on s'accorde volontiers pour vouloir « *réduire la fracture sociale* » dans les discours, ce qui est moralement plus confortable et socialement plus prudent, la réalité est que cela est de moins en moins dans les moyens publics de redistribution. En effet, dans un contexte de mondialisation, les Etats ne maîtrisent plus leur fiscalité et l'Europe ne converge aucunement sur ce sujet. L'Etat-Providence a-t-il été une parenthèse de notre histoire, au sortir de la 2ème Guerre Mondiale, dans un contexte de très forte croissance ? Dans la répartition des produits de l'activité économique entre capital et travail, l'Etat a été un arbitre de la réduction des inégalités mais il peine désormais à simplement maintenir les acquis sociaux. S'en remettant aux marchés pour leur financement, les Etats ne peuvent plus vivre à crédit. La solidarité nationale s'effiloche et les moins favorisés en vivront les conséquences. Même si, d'un point de vue mondial, la France est un pays relativement égalitaire en termes de revenus (*grâce au SMIC*) et de patrimoine.

L'enrichissement du monde

Le moteur fondamental de la montée des riches est la croissance économique mondiale vigoureuse (*+70% depuis 2000*). Malheureusement enfin, l'Europe risque de rester longtemps à l'écart de cette croissance mondiale, « *scotchée à 1% par an* ». Les classes moyennes des pays émergents en sont le moteur principal, disposant de pouvoir d'achat et pressés d'entrer dans le modèle de la société de consommation. Mais en même temps, ce sont développés les sources de richesse qui n'ont pas ou si peu besoin de travailleurs : la finance a pris le pas sur l'industrie. Le maître-mot est la « *création de valeur* » pour les actionnaires et les managers. Enfin, l'argent circule à la vitesse de la lumière et sans entraves : l'optimisation fiscale est devenue le sport le plus pratiqué par les grandes fortunes et firmes mondiales, ce qui creuse encore les inégalités par le haut. Les opportunités qui s'offrent aux audacieux et à ceux qui les entourent dans cette entreprise d'enrichissement (*avocats, banquiers, médias, dirigeants d'entreprise eux-mêmes fortement rémunérés,...*) expliquent cette flambée des nouvelles fortunes.

Les besoins des riches

Même si les riches resteront toujours une poignée (*0,02% de la population mondiale actuellement*), leur poids financier nourrit une économie spécifique : luxe, activités financières et bancaires, capital-risque, marché de l'art, de l'immobilier haut de gamme, de certains sites pour la jet set,... mais aussi des lieux de vie clos (*gated communities*), où les plus riches vivent entre-eux pour se sentir en sécurité. Pour se sentir valorisés, les très riches développent aussi le mécénat et les fondations.

La richesse est-elle morale ?

La montée des riches est un symptôme de notre époque, à la croisée des deux valeurs qui la constituent : l'argent et l'individualisme. Si dans la morale judéo-chrétienne, l'argent n'est pas du côté

MEMOIRES DU FUTUR

suite

du paradis (*ou, plus hypocritement, qu'il faut « n'en parler jamais mais y penser toujours »*), la richesse est légitime pour les juifs et les protestants. Les moyens de faire beaucoup d'argent ont toujours existé mais les jugements moraux à cet égard restent déterminés par deux critères : l'exploitation des autres (*esclavage, usure, proxénétisme, exploitation de la faiblesse, de l'ignorance ou de la crédulité*) et l'enrichissement indu (*héritage, spéculation, revenu sans rapport avec le travail fourni*).

Mais l'inégalité montante la plus grave est sans doute celle liée à l'éducation et aux chances de chacun : les frais d'études supérieures progressent et on assiste à une méritocratie mondiale censitaire. La mobilité sociale est bloquée et les familles modestes n'ont pas les moyens de donner à leurs enfants l'éducation qui leur permettrait de pouvoir échapper à leur condition. Ce creusement des inégalités, déjà très variables selon les pays, va-t-il être vécu comme constitutif des valeurs des sociétés du XXI^{ème} siècle (*en s'accommodant de ses inconvénients comme le désintéret pour la politique*) ou provoquer des ruptures plus ou moins violentes dans le tissu social ?

Les riches ont gagné

Pour pouvoir profiter de sa richesse dans la société, encore faut-il que les 99,5% qui ne le sont pas vous tolèrent et vous supportent. C'est le cas, semble-t-il, puisque personne ne parle plus de pendre les aristocrates à la lanterne. Et même qu'une fraction non négligeable de la population est friande des actualités de la vie des riches, les people, qu'ils rêvent de pouvoir imiter au travers d'émissions de télé-réalité. Plus généralement, les riches du XXI^{ème} siècle ne sont pas perçus comme des nantis paresseux mais des bosseurs ayant réussi. Ils jouent plutôt, dans notre société, un rôle de modèle enviable que de repoussoir ou d'adversaire. C'est dans ce sens qu'ils ont gagné, sans avoir mené de guerre, ni suscité de révolte. Récapitulons les raisons d'un tel succès :

- Les riches n'ont pas de frontières,
- Les héros sont bien payés et deviennent riches,
- Qu'ils travaillent ou non, les riches s'enrichissent dans une société financière,
- Le ressentiment à l'encontre de la richesse s'atténue à mesure que la grande pauvreté mondiale recule,
- La pression sociale est plus réaliste en matière de revendication d'égalité et souvent résignée,
- Politiquement les riches sont devenus des acteurs sociaux puissants et non plus une classe honnie,
- Les riches sont à l'aise avec l'idéologie dominante néolibérale, la leur,
- Les riches sont devenus un acteur public central, pour la stabilité sociale du pays,
- Les riches sont experts en stratégie fiscale planétaire,
- On ne peut pas se passer des riches quand on est au pouvoir,
- Le pouvoir d'informer est tombé largement entre les mains des riches,
- Les riches savent que la richesse est un pouvoir plus pérenne que les mandats électifs.

Ainsi s'exerce le pouvoir des riches. Pacifiquement parce que, grâce au marché mondial et à la finance, ils n'ont plus besoin, comme ce fut le cas dans l'Histoire, de déclencher des guerres ou des coups d'Etat pour asseoir leur puissance. Au contraire opérer dans un monde ouvert, où la loi est respectée, la paix installée,... crée les conditions optimales de leur réussite.

Un double mouvement des inégalités mondiales caractérise donc notre début de siècle. Pendant qu'elles se réduisent entre les nations, elles s'accroissent au sein de chacune d'entre-elles. En dehors des questions morales, ce phénomène pose deux questions : est-ce politiquement et socialement dangereux ? Cela a-t-il des inconvénients économiques ?

MEMOIRES DU FUTUR

suite

J.L.S.S a compilé avec son équipe de nombreuses études, dont il met d'ailleurs les sources complètes à disposition sur le site du livre www.lesriches.fr. L'ensemble est court, étayé et se lit agréablement. Sur un sujet où les dimensions morale et politique guettent très vite un auteur ou ses lecteurs, il fait la part de l'analyse des données et des faits et celui de sa position personnelle, comme « *entrepreneur de presse et homme de gauche* ». Ce qu'il voit de la victoire des riches dans le monde, il le constate avec objectivité et l'organise de manière intelligible et pertinente.

Son regard est un peu désabusé (*mais réaliste ?*) sur la capacité de la politique à rester un pouvoir d'organisation collective, contrebalançant le pouvoir de l'argent au XXI^{ème} siècle. « *Aujourd'hui, je n'ai pas une bonne opinion de la politique que j'ai vue se réduire à un jeu électoral. La démocratie républicaine me semble être une machine vieillissante au rendement décevant. Mais quand j'observe ce qui se passe dans le monde, je mesure ma chance d'être citoyen européen, libre de ma parole et protégé par les lois. J'ai la hantise de l'arbitraire et de la violence. Si l'on me soupçonne de modération et de réformisme, je ne me défendrai pas. () La richesse en soi ne me choque pas mais je suis alarmé de constaté qu'elle puisse tenir lieu d'idéal et de modèle à de jeunes esprits bien formés. () Sans doute est-ce par défaut que l'argent est la seule valeur universelle de l'époque. Que nous est-il, en effet, proposé aujourd'hui pour nous élargir l'esprit, nous relier et donner un sens plus noble à nos existences ?* »

Il conclue sa note personnelle : « *Au risque d'être taxé de naïveté et d'irréalisme, je suis persuadé que ce siècle devra accoucher de nouveaux idéaux civilisateurs et humanistes, sous peine de voir le cynisme financier et matérialiste dominant entraîner, au minimum, une amertume sociale croissante, au pire de nouveaux conflits meurtriers. Dans une société d'information et de réseaux, une société trop manifestement injuste sera de moins en moins tolérée.* ». Les mouvements sociaux au Brésil durant la période de préparation de la Coupe du Monde de Football 2014 ne lui donnent pas entièrement tort...

Renvois :

- Suzanne BERGER, *Made in Monde (Variétés économiques)*, **FuturWest N°20**.
- Christian LAVAL, *L'homme économique (Racines du néolibéralisme)*, **FuturWest N°25**.
- David COSANDEY, *Le secret de l'Occident (Science et développement)*, **FuturWest N°29**.
- Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, **FuturWest N°37**.
- Edwin ZACCAI, *25 ans de Développement Durable, et après ?*, **FuturWest N°42**.
- Jean-Marc DANIEL, *Huit leçons d'histoire économique*, **FuturWest N°47**.
- Olivier GRENOUILLEAU, *Et le marché devint roi*, **FuturWest N°50**.

GP

Le commerce électronique détient aujourd'hui 20% du marché français du livre imprimé. Il exerce une concurrence croissante sur les librairies indépendantistes sur les grandes surfaces culturelles, que ce soit par la taille de l'offre ou par le biais d'avantages divers.

Quelles innovations ces opérateurs apportent-ils à la vente au détail ? Qui sont leur consommateurs et de quelle manière s'approprient-ils les nouveaux services en ligne tels que les commentaires de lecteurs ou les recommandations automatiques ? Amazon et les autres détaillants numériques sont-ils une influence sur les pratiques d'achat ou sur le modus operandi des maisons d'édition ? Et, plus largement quels modes de consommation contribuent-ils à façonner ?

À travers une enquête menée auprès de sites marchands, d'éditeurs et de lecteurs-consommateurs, l'auteur analyse - avant le prochain essor du livre numérique - les répercussions de la révolution du commerce en ligne sur l'organisation des marchés culturels.

Vincent CHABAULT
Librairies en ligne
Presses de Sciences Po - 2013 - 190 pages

La révolution numérique a engendré le commerce électronique qui a bouleversé le monde du livre. *Librairies en ligne* décrit, d'une manière documentée, le caractère rapide et inéluctable des mutations du marché du livre français. Les librairies indépendantes et les grandes surfaces culturelles ne sont pas parvenues à faire face à cette vague concurrentielle des librairies en ligne malgré des tentatives d'organisation comme la concentration, la création de réseaux...

« La première base de données de livres exhaustive en France est celle d'Amazon, et non le catalogue public de la Bibliothèque nationale de France. »

Les résultats des enquêtes confirment que malgré la nostalgie des librairies indépendantes, le processus de la librairie en ligne est entré dans notre culture.

Toutefois, il semble bien que la mutation ainsi décrite pourrait être suivie d'un séisme de grande ampleur provoqué par le développement du livre numérique.

Vincent CHABAULT ne consacre que quelques lignes à ce phénomène dans la conclusion de son ouvrage. Il cite la création d'un oligopole probable de la distribution du livre digital et mentionne la question de ses supports de lecture. Enfin, il cite Françoise Benhamou selon laquelle l'acquisition du livre numérique, peut rompre avec *« le principe dominant associant un livre à un prix »* du fait de la possibilité de location, de téléchargement etc.

Michael HART, l'inventeur de l'eBook, a lancé en 1971 Le Project Gutenberg. Il a créé grâce à l'intervention de nombreux bénévoles, une bibliothèque de 42 000 livres, dont la grande majorité est tombé dans le domaine public. Ces textes sont mis gratuitement, sous forme numérique, à la disposition du public.

Les liseuses, les tablettes, les ebooks connaissent un succès grandissant. Bien entendu, Apple avec son application iBook et Amazon avec les applications de lecture Kindle par exemple, ne sont pas en reste dans ce processus, en permettant le téléchargement soit payant, soit gratuit de livres numériques.

Dans ce contexte *Librairies en ligne*, dont le sujet se cantonne à la médiation marchande du livre imprimé, pourrait très vite apparaître comme un simple rappel historique d'une étape de la mutation en cours. Le débat essentiel est désormais celui de l'impact du livre électronique sur le monde du livre, notamment du fait du développement de sa médiation non marchande.

Qui n'a jamais lu ou entendu que l'être humain est un « singe nu » ? Que l'agressivité c'est dans les gènes ? L'intelligence, une affaire de neurones ? La vie amoureuse, une histoire d'hormones ? Ces quarante dernières années ont vu se multiplier ce type de discours « biologisant », au sein de quantité de livres ou d'articles s'appuyant sur la renommée de savants médiatiques tels Jacques Monod, Henri Laborit, Jean-Pierre Changeux, Jean-Didier Vincent, Boris Cyrulnik...

Les principaux porte-parole, les relais culturels, de ces discours souvent contradictoires méritaient une analyse qui aille au-delà de l'habituelle évocation des progrès de la science. C'est ce que propose cet ouvrage.

Derrière l'accession du gène et du neurone au rang d'icônes culturelles, derrière l'appel pressant qui retentit de toutes parts à changer nos grilles de lecture afin de mieux comprendre le Monde qui nous entoure se profilent certaines mutations de la vie intellectuelle survenues en France depuis le début des années 1970, sur fond de reflux des pensées critiques et de retour en grâce des philosophies du « sujet ».

Sébastien LEMERLE

Le singe, le gène et le neurone

PUF, 2014 -245 pages

Lorsqu'il s'agit de conquérir un lectorat, il est toujours plus payant de promouvoir des approches optimistes présentant un projet d'amélioration, même modeste, de la situation de chacun pris isolément, que des analyses portant sur des structures symboliques ou socio-économiques inaccessibles aux individus, fussent-ils souverains.

Ce propos résume assez bien le cheminement suivi par l'auteur, encore qu'on reste perplexe devant le simplisme cultivé vis-à-vis des sciences (*dures, évidemment, celles qui nécessitent des efforts d'apprentissage prolongés et pas des postures idéologiques spontanées*).

L'auteur reconnaît d'ailleurs que présenter l'influence des avancées scientifiques sur les conceptions de la société comme une thèse, plutôt que comme un phénomène objectif, ne revient en aucune façon à nier l'importance de celles-ci ; c'est la réalité objective de ces avancées qui en fonde la vraisemblance. Mais alors, pourquoi accorder autant d'importance aux discours caractérisés de « *biologisme* » ou de « *psychobiologisme* » ?

Il ne faudrait pas considérer la sociobiologie et ses avatars comme une mouvance idéologique sans aucun soutien institutionnel ou scientifique. Si on dépasse la conception léguée par la polémique de la fin des années 1970, on saisit dans son devenir un mouvement scientifique général dont le point d'aboutissement actuel est la psychologie et l'anthropologie évolutionniste. Un bien culturel n'entretient pas avec le réel le même type de relation que celui des sciences exactes. Son existence dérive des divers usages sociaux qui en sont faits tout au long de l'Histoire. Un message culturel est toujours porteur d'une pluralité de sens possible. Les biosciences n'échappent pas à la surdétermination née de leur interaction avec d'autres ensembles.

L'objectif recherché par l'auteur reste pour nous un peu étrange. Si la sociobiologie avait structuré le champ politique (*complet*) comme il semble le croire, alors comment se fait-il que les interprétations du « Monde » soient aussi nombreuses et variées de nos jours, reposant sur des bases irrationnelles, fantaisistes, fantasmatiques... ? Reste centrale, qu'elle que soit la connaissance scientifique, la question de notre responsabilité vis-à-vis de nous-même, de nos semblables, de nos communautés d'appartenance.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Nous assistons aujourd'hui, sans nous rendre compte, à un changement de paradigme. La société de la négativité est en train de céder sa place à une société dominée par une surcharge de positivité. Partant de ce changement, Han décrit le paysage pathologique de notre société actuelle dominée par des affections neuronales comme la dépression, le syndrome de déficit d'attention, le trouble de la personnalité borderline ou le burn-out. Ce ne sont pas des infections, ce sont des infarctus, non pas conditionnés par la négativité d'un autre immunologique, mais par une surcharge en positivité. Ils se dérobent donc à toutes les techniques immunologiques de prophylaxie et de défense immunitaire. L'analyse de Han aboutit finalement à la vision d'une société qu'il appelle, dans une ambivalence intentionnelle, la société de la fatigue.

Byung-Chul HAN

La société de la fatigue

Circé, 2010 (2014 pour la trad. Française) - 115 pages

Ce livre, présenté comme un essai, ne s'appuie ni sur des fondements scientifiques, ni sur des constats sociologiques, mais revisite la société actuelle en prenant appui sur des philosophes, tels FREUD, KANT, SEWETTE, NIETZSCHE, AGAMBEN et d'autres encore. De ce fait, il offre une réflexion et un regard très intéressant sur la société, mais d'un autre côté, il s'agit davantage d'un point de vue subjectif passé au tamis de pensées philosophiques choisies, que de faits sociologiques ou scientifiques.

Dès le départ, il qualifie « *la société du burn-out* », où la fatigue est assimilée à la fatigue d'un monde détruit par un rapport narcissique à Soi. Il rappelle que le Moi de Freud était assujéti à un sujet discipliné dans un monde répressif, qui fondait son organisation sur la négativité. A contrario, la société d'aujourd'hui, basée sur la performance, se débarrasse de la négativité et des interdits, forgeant un sujet qui n'obéit qu'à lui-même, cherche à satisfaire ses désirs, et « *est entrepreneur de lui-même* » (p. 12). La haute efficacité économique entraîne un Moi post-moderne sans caractère, où ce qui est important est le nombre d'amis sur facebook. Alors qu'avant les dépressions provenaient des interdits et de ses refoulements (Freud), la dépression et le burn-out proviennent, selon l'auteur, d'une surcharge de positivité, soit d'une impuissance à dire non, et qui entraîne un épuisement du soi dû à la guerre que l'individu mène contre lui-même. Effectivement (ndI) dépression et burn-out ont augmenté depuis une quinzaine d'années, mais l'auteur exagère sans doute un peu en présentant ce fait comme général, alors que ce n'est tout de même pas un phénomène majoritaire.

Le raisonnement de l'auteur, références de philosophes anciens à l'appui, l'amène à qualifier la société capitaliste de société de la performance réduite à sa fonction vitale ou la santé est la nouvelle déesse, qui exige la survie, et non la bonne vie, en principe absolu. C'est un point de vue (ndI), mais il en existe d'autres, non présentés ici, juste un exemple qui défend le fait que justement, on s'occupe si peu de la santé et des aspects positifs, mais seulement de la maladie et des échecs, qu'il est urgent de prêter attention à la santé humaine et aux aspects positifs de l'être humain (c'est la psychologie positive, qui, elle, est un courant scientifique).

L'auteur nous en dit plus sur ce qu'il entend par société de la fatigue, en analysant l'œuvre de HANDKE et son essai sur la fatigue. La société de la performance évoluerait vers une société du dopage, que l'on renforce par le terme positif de renforcement neurologique, et qui va permettre d'améliorer la performance sans avoir besoin de produire cette performance. C'est cela qui entraîne l'état de fatigue comme inspiration à ne pas faire, contrairement à l'épuisement qui qualifierait la société à venir.

Il s'inspire de NIETZSCHE pour faire remarquer qu'il n'y a plus de place dans la société pour la vie contemplative, car pas de temps morts. « *La colère ne tolère aucune distance temporelle. Le futur se*

raccourcit pour devenir le présent prolongé [...] . Elle remet le présent en question » (p 75). L'homme aspirerait à devenir une machine à performance.

L'auteur abandonne les philosophes sur les derniers chapitres, pour fonder son raisonnement sur une analogie avec les systèmes immunitaires. Avant, les maladies étaient bactériennes, puis virales, à présent les maladies sont neuronales. Il associe alors la société de la négativité à l'altérité et à l'immunologie (*la violence vient de l'autre, comme la maladie venait de l'hôte étranger*). Il défend l'idée qu'au 21^e siècle, les violences viennent « *de l'autre et du même* », et même trop du même, l'obésité est un exemple, il n'y a pas de réponse immunitaire à la graisse. Ne se rappelle-t-il pas (*ndl*) qu'il n'y avait pas non plus de réponse immunitaire à la famine ? Pour lui, la société de la négativité, avec ses interdits et ses règles, a fabriqué des fous et des criminels, tandis que la société actuelle, avec ses projets, initiatives, ses « *yes you can* », fabrique des dépressifs et des ratés.

Cet ouvrage présente donc des idées intéressantes et qui donnent des pistes pour analyser notre société et son futur avec d'autres clés de lecture, ou pour nourrir son esprit critique sur certains aspects de celle-ci. Par contre, d'une part il faut posséder les bases de philosophie, car il donne sans détour les idées des grands philosophes sans repartir de leurs fondements ; d'autre part il vaut mieux avoir fait des études de biologie pour comprendre les métaphores avec la physiologie immunitaire. Malheureusement, parfois il est difficile de savoir qui parle : Byung-Chul Han, ou le philosophe dont il analyse l'œuvre ou la pensée ? On se perd parfois dans ses raisonnements, même si nous partageons cette tendance à exacerber l'excès de performance, l'individualisme et la perte des liens à l'autre. Il y a aussi souvent des redites d'un chapitre à l'autre, comme s'ils avaient été écrits indépendamment, puis mis bouts à bout. Dommage que l'auteur ne connaisse pas la différence entre individualisme et individuation (*Jung*), l'un amenant à l'exacerbation de l'ego, l'autre à sa dissipation, l'un amenant à l'égoïsme, l'autre à l'altruisme. Mais tous deux partant de l'individu, condamner l'individualisation et l'attention à soi condamne l'un comme l'autre, et pourrait prendre le risque de condamner toute porte de sortie aux risques qu'il décrit dans son ouvrage. En effet, il évoque un homme fatigué de devenir lui-même, à cause de la pression, la performance, mais ce n'est vrai que si l'on parle du Moi Freudien (*et de l'ego*), ou de la Persona (*l'image qu'on veut donner de soi-même aux autres*), et pas du Soi Jungien, (*le soi profond, l'essence de l'être ou l'âme selon les contextes*), qui rejoint les voies décrites par des psychologues humanistes ou les voies bouddhistes ou du tao, qui mènent à d'autres perspectives plus réjouissantes. Ici, l'homme ne peut pas être fatigué d'être soi : immature, il n'a pas encore véritablement commencé.

Renvois :

- Eric DUPIN, *La fatigue de la modernité (Voyage en France)*, **FuturWest N°40**.
- Vanessa NUROCK, *Carol Gilligan et l'éthique du care*, **FuturWest N°42**.
- Antonio DAMASIO, *L'erreur de Descartes (La raison des émotions)*, **FuturWest N°42**.
- Laurent JENNY, *La vie esthétique*, **FuturWest N°49**.

« Née avec la crise de 1973, notre génération est porteuse d'une destinée universelle : c'est son histoire que je raconte. Nous n'avions pas vingt ans quand le Mur de Berlin s'est effondré. Presque trente le 11 Septembre 2001. Première génération de L'Internet nous arrivons aujourd'hui aux responsabilités et devons relever une Europe qui doute d'elle-même. Notre défi : dessiner un avenir collectif pour ce continent. »

G.K.

Guillaume KLOSSA
Une jeunesse européenne
Grasset, 2014, 195 pages

Evidemment, si on s'en tient au titre du livre on ne peut pas en vouloir à G. KLOSSA de remplir 170 pages de souvenirs et de consacrer in fine 15 pages (*et encore*) à des propositions concrètes en faveur de ce qu'il qualifie, à juste titre, d'exaltante aventure, la construction européenne, l'avènement de l'Union Européenne.

Nous notons aussi des erreurs d'appréciation comme ce qui est écrit p.58 « personne ne pensait que le mur [BERLIN] chuterait si rapidement ». Mais si, il suffit de se reporter aux travaux du Réseau Pi [*] entre 1984 et 1986 pour le découvrir. De même il commet l'erreur de parler de « Constitution » pour le TCE, Traité Constitutionnel Européen de 2005, qui était uniquement juridiquement un traité, donc bien plus facile à modifier ultérieurement qu'une Constitution.

Nous pouvons partager les propos de l'auteur quand il souligne que dans les vieilles démocraties de l'Europe de l'Ouest, la génération dont il fait partie et qui est arrivée à l'âge adulte dans un monde libéré de la Guerre Froide est restée trop longtemps en marge des vraies décisions politiques et n'a pas été en situation de participer à la construction de l'avenir. Faute aux générations précédentes qui ont préservé leur pouvoir en négligeant et même en snobant l'apport de cette jeunesse qui fut longtemps enthousiaste et optimiste. Eussent-elles été capables d'associer plus largement ces générations aux choix politiques et économiques de ce continent, que l'Europe aurait été en mesure de développer une plus grande cohésion et un état d'esprit qui lui aurait permis de mieux faire face aux crises économiques, sociales et institutionnelles qui ont suivi.

Guillaume KLOSSA fait partie de ceux qui ont créé www.europanova.eu

Renvois :

- Mark LEONARD, *Pourquoi l'Europe dominera le 21^e siècle*, **FuturWest N°41.**
- Claude ALLEGRE, *Peut-on encore sauver l'Europe ?*, **FuturWest N°42.**
- Laurent COHEN-TANUGI, *Quand l'Europe s'éveillera*, **FuturWest N°42.**

[*] = Précurseur du Groupe Futuroouest.

La grave crise économique qui a sévi à partir de 2008 a été l'aboutissement d'une période troublée qui avait débuté des années auparavant et a contribué à l'aggravation du phénomène. A la récession économique se sont ajoutés, une crise énergétique, la perte de la biodiversité, le réchauffement climatique et ses effets, la dérégulation des marchés, etc...

C'est donc à une complète redistribution des cartes à laquelle nous assistons aujourd'hui, un mouvement illustré par les révoltes sociales de plusieurs pays arabes du pourtour de la Méditerranée. Dans ce basculement du monde, l'Occident en déclin n'arrive plus à imposer son leadership ni sur le plan économique ni sur le plan politique ce qui donne aux principaux pays émergents sous la dénomination de BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) un rôle de plus en plus important qu'illustrent la Chine et les autres pays asiatiques. Avec 30% d'augmentation de la population d'ici à 2050, les pays émergents constituent le moteur de croissance de la planète et sont devenus les clés des questions de développement.

Face à ce mouvement irréversible, des changements urgents et globaux s'imposent. Il faut tout d'abord engager d'immenses efforts technologiques, transformer les institutions internationales (FMI, ONU, OMC) et leur gouvernance pour construire avec les pays émergents un avenir économique et énergétique durable. Cette transformation est certes douloureuse pour l'Occident dont elle change radicalement la vision du progrès centrée sur la domination politique et leur quête de richesses financières, énergétique et de ressources.

C'est pourtant à cet effort que l'auteur nous invite en nous exposant un point de vue pragmatique et visionnaire où le progrès technologique occupe une part importante.

Steve COULOM

***Le nouvel équilibre mondial et les pays émergents, Démocratie Energie Technologie
Editions TECHNIP - 2011, 210 pages***

Dans l'enveloppe d'un discours un peu emphatique dont on peut soupçonner qu'elle serve aussi à justifier la sortie d'un livre de 200 pages sur un thème peu poétique, vous trouverez un nombre intéressant de points de repères sociaux, économiques et scientifiques extrêmement utiles à mémoriser pour avoir un tête les échelles de valeurs mondiales à l'heure actuelle. Il est simple de dire que le monde va plus vite au XXI^{ème} siècle qu'au XX^{ème}, il est beaucoup plus délicat de dire de combien et comme nous ne retournons malheureusement pas à l'Ecole tous les 5 ans, nous ne lirons pas les nouveaux chapitres des livres d'Histoire qui racontent et raconteront le Nouvel Ordre économique mondial avec un bien meilleur recul que le Journal télévisé de 20 heures, même si certes ce recul n'est pas encore suffisant pour que ce Nouvel Ordre soit facilement proposé au Baccalauréat, car nous y sommes, en train de le vivre.

C'est donc à un exercice bien difficile auquel se livre l'auteur en essayant de réaliser à la fois une photographie du monde actuel alors qu'il est en mouvement, secoué de toute part, et à la fois des propositions pour éviter que ces secousses ne dégèrent. On se rend compte de la difficulté de l'exercice ne serait-ce qu'avec le recul de 3 ans entre aujourd'hui et la date d'écriture du livre. Courageux donc d'écrire un ouvrage donnant un point de vue sur l'organisation du monde et tellement utile d'un point de vue historique. Mais pourquoi tant de guirlandes de mots ménageant un suspense inutile avec des répétitions et des épanchements dignes d'un feuilleton américain ?

L'Histoire de l'Humanité jusqu'à aujourd'hui montre que ce sont les sociétés les mieux organisées et ainsi surtout les plus réactives et capables de s'adapter à leur environnement qui vont réussir, à ces conditions, à progresser, profiter des situations et dominer d'une certaine manière les autres. Cet ouvrage fait, en quelque sorte, une proposition à niveau global et mondial pour que nos sociétés ne suivent pas le modèle de la Théorie de l'Evolution, où les plus forts survivent et les autres

disparaissent. L'Homme a en effet atteint un niveau d'intelligence qui lui permet d'anticiper les bénéfices d'une organisation active solidaire 'gagnant-gagnant' où nos sociétés apprennent les unes des autres.

En comparaison avec ces 30 dernières années, l'Asie s'est effectivement effacée pendant 2 siècles. Mais aujourd'hui ses ambitions et les moyens mis en œuvre pour atteindre ses objectifs, plutôt que faire peur aux occidentaux, devraient susciter l'enthousiasme. C'est grâce aux pays émergents que les objectifs de l'Organisation Mondiale de Développement de réduction de la pauvreté en 2015 seront atteints. Recherche et développement, investissements, le progrès a un coût, mais les efforts payent, la Chine ouvre une centrale électrique par semaine pour répondre aux besoins exponentiels de sa population. Certes des erreurs sont faites mais on ne peut qu'encourager le dynamisme du mouvement. Si l'Afrique avait disposé d'une telle impulsion après 1945, le sort de ses populations serait différent de ce qu'il est.

Ce à quoi fait réfléchir cet ouvrage, c'est que c'est peut-être aujourd'hui le moment idéal, alors qu'une transition est probablement en cours, pour donner à l'organisation du monde la direction que nous souhaitons lui donner. Ceci n'est possible qu'en tirant parti de tous les savoir-faire, de toutes les bonnes initiatives et de toutes les énergies disponibles.

Nous étions 1 milliard de Terriens au début du 19e siècle, plus de 7 milliards aujourd'hui et serons peut-être 9 milliards en 2050. Les changements climatiques seront à l'origine des plus grands défis à relever depuis le début de l'ère industrielle. Avec un changement de quelques 3°C de la température moyenne mondiale, c'est 200 millions de personnes qui seront déplacées et 15 à 40% des espèces vivantes qui pourraient disparaître. Alors si en Chine se forment plus de Docteurs en sciences [environ 25 000/an] qu'aux Etats-Unis, c'est une bonne chose car nous pouvons tous profiter des progrès scientifiques, à condition d'être organisés en ce sens.

Les besoins en investissement pour mettre en place les infrastructures nécessaires à une nouvelle économie durable bas carbone sont énormes mais pas hors de portée. L'ordre de grandeur donné ici est de 1% du PIB mondial, soit 600 milliards de dollars par an pendant les 20 prochaines années. C'est peu par rapport aux efforts budgétaires d'un pays en temps de guerre... La taxe carbone est déclinée de manière différente en différents points du globe mais de manière générale, gérée correctement, ce seul système serait capable de financer les 600 milliards annuels nécessaires.

Les besoins principaux sont de quatre natures : l'adaptation aux changements climatiques, les investissements pour le boisement et la gestion des sols, les réductions directes d'émissions de gaz à effet de serre et l'innovation technologique. Mais les subventions publiques non seulement ne suffisent pas à garantir sur le long terme une dynamique efficace, elles peuvent en outre avoir des effets néfastes qui sont décrits dans ce livre. Face à cela, la création de fonds de développement propres, entre autres, peut avoir un intérêt.

Au total, ce sont 4 200 G\$ nécessaires pour construire l'économie bas carbone à comparer au 33 000 G\$ d'investissements au total dans l'infrastructure pour les deux prochaines décennies. La transformation bas carbone implique un certain nombre de réflexions de fond comme la remise en question du moteur à combustion au rendement énergétique inférieur à 30% alors que le moteur électrique a un rendement de 90%. Plus généralement, c'est chaque source d'énergie qui mérite d'être examinée de manière critique. La gestion des déchets est également un des sujets piliers de la transformation : pour mémoire en 2008, 524 kg de déchets étaient produits par an et par personne en France, dont 40% étaient recyclés ou mis au compost, 40% incinérés et 20% enfouis. Surtout, ce qui motive les progrès en ce domaine, c'est d'éviter les exportations illégales et dangereuses de déchets vers les pays pauvres.

Malgré toutes les critiques que l'on peut émettre contre les méthodes et la politique chinoises, il serait dommage de ne pas regarder au moins la moitié du verre plein sachant que les objectifs de la Chine sont tout de même de réduire de 45% ses émissions de GES entre 2005 et 2020, avec en particulier un plan entre 2011 et 2015 pour faire passer la part d'énergie non fossile à 15% de l'énergie primaire, passant par des investissements de 700 G\$ dans les industries émergentes, dont le nucléaire. Il est

éclairant de souligner ici le caractère meurtrier de la production de charbon en Chine avec le chiffre de 6000 morts par an causés directement par la production en Chine. L'éolien également est bien exploité et le prix de l'énergie éolienne en Chine est aujourd'hui au même niveau que celui du charbon aux USA.

Les ressources en énergie et leur gestion sont bel et bien un maillon central des évolutions mondiales et quelques faits sont importants à noter à ce sujet. Bien qu'aujourd'hui encore relativement marginale, il est remarquable de noter qu'à l'échelle de 100 000 ans, l'énergie solaire est la seule énergie viable. Aux Etats Unis, 93 000 personnes travaillaient pour le solaire en 2010 contre 45 000 en 2009. Même si le photovoltaïque est encore 2 à 4 fois plus cher que les autres énergies renouvelables, il suffit qu'une masse critique d'utilisation soit atteinte pour qu'un vrai changement s'opère. Aujourd'hui, les progrès sont timides mais réels : la production d'énergie photovoltaïque est passée de 1,5 GW en 2000 à 23 GW en 2009 et les prévisions sont de 1 800 GW en 2030. Et si le prix d'un panneau solaire a été divisé par 4 en 20 ans, c'est grâce à des recherches ciblées. Pour l'éolien, en Angleterre 100 turbines éoliennes réparties sur 35 km² alimentent déjà 200 000 foyers. Mais les investissements sont bien trop inégaux, l'énergie du pétrole et du gaz reçoit 312 G\$ de subventions par an quand les énergies renouvelables en reçoivent 57 G\$ au niveau mondial. De ce point de vue, les pays émergents pourraient être pris en modèles. Cependant leurs choix énergétiques s'expliquent d'une part par le fait que de ces investissements dépend leur indépendance énergétique, d'autre part par le fait leurs infrastructures se construisant, ils ont la possibilité de s'équiper directement en énergie propres.

Cet ouvrage, outre les faits et chiffres qu'il met en avant, met également en lumière de manière synthétique quelques effets pervers de nouveaux développements, comme c'est le cas pour les biocarburants qui déplacent l'équilibre des cultures vitales dans certains pays, avec par exemple l'augmentation du prix du maïs et de l'orge. L'intérêt est de souligner qu'il existe d'autres voies, comme l'utilisation des algues, convertibles en biodiesel avec un rendement à l'hectolitre 300 fois supérieur aux sources classiques, en poussant dix fois plus vite et avec une capacité de captage du carbone importante.

Finalement, après avoir décrit l'état du monde actuel, un des grands points forts de ce livre est de tracer, en une quarantaine de pages très instructives, le panorama de tous les types d'institutions internationales existant susceptibles de participer à la gestion de nos ressources mondiales matérielles et intellectuelles, en les présentant et en soulignant de manière particulièrement claire leurs atouts et leurs défauts, parfois en proposant des améliorations possibles. Il explique l'efficacité de certaines mesures comme toutes les initiatives de microcrédit et souligne les dérives d'autres mesures, pourtant partant d'un bon principe, lorsque leur maîtrise n'est pas encore suffisante comme les « fuites de carbone » vers les pays non régulés provoquées par le Marché des Quotas. Tous les exemples illustrent la théorie d'une obligatoire organisation à l'échelle mondiale concertée et le plus homogénéisé possible. Si cet ouvrage ne donne pas de solution tout faite, alors qu'il contient beaucoup d'injonction à en trouver, il a l'intérêt de permettre de comprendre de nombreux mécanismes économiques et les liens entre ces mécanismes et les institutions actuelles. Et espérons que l'auteur, et d'autres avec lui, portent haut dans la compagnie américaine dont il fait partie, les valeurs qu'il cherche à véhiculer dans son livre pour que les choses évoluent effectivement.

Renvois :

- Stephen BOUCHER, *La révolution hydrogène*, **FuturWest N°21**.
- Vincent CHEYNET, *Le choc de la décroissance*, **FuturWest N°29**.
- Günter PAULI, *Croissance sans limite (ZERI)*, **FuturWest N°36**.
- Samuele FURFARI, *101 questions sur l'énergie*, **FuturWest N°39**.
- Laurent TOUCHART, *La Russie et le changement climatique*, **FuturWest N°43**.
- Samuele FURFARI, *L'écologie au pays des merveilles*, **FuturWest N°44**.
- Sébastien SANTANDER (Dir.), *Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?*, **FuturWest N°45**.

Dès les années 1970, Michel Foucault observe la fin de la « société disciplinaire et l'émergence d'une « société sécuritaire ». D'où l'interrogation qui traverse cet ouvrage : pourquoi la question sécuritaire envahit-elle les sociétés modernes, alors que celles-ci ont jugulé nombre d'insécurités et n'ont jamais offert autant de protections ?

La sécurité est devenu un enjeu de pouvoir : elle envahit les champs politique, juridique, social, économique. Ce processus est le produit d'interactions entre différents lieux de pouvoir : Etat, marché, opinion. Comment comprendre ce phénomène ?

La demande de sécurité serait corrélative au mouvement d'émancipation des individus, qui favorise la judiciarisation des relations nourries de la peur de l'autre. La « précarisation économique et sociale » renforce le sentiment d'insécurité. Ainsi, la question sécuritaire serait devenue un axe structurant de compréhension et d'action de la société. En ce sens, l'auteur tente d'éclairer le processus de pénalisation du social, l'enrôlement de tous les acteurs dans ce mouvement, l'impact sur l'intervention sociale. Il s'interroge à quelles conditions une société solidaire pourrait se substituer à la société sécuritaire.

Gilbert CLAVEL

La gouvernance de l'insécurité
L'Harmattan, 2014, 225 pages

Gilbert CLAVEL applique « l'axiomatique foucauldienne » à l'analyse de la société française, en particulier dans son rapport à « l'autre » et ses attentes à l'égard de l'Etat. L'exercice destiné à démontrer la pertinence des concepts de Michel FOUCAULT donne une lecture suggestive de l'évolution récente de notre société.

L'analyse se développe selon deux axes : la question du pouvoir, « pensé comme disséminé dans une multitude de lieux » ; et la question sécuritaire qui pour M. Foucault voit le jour à partir des années 1970.

Le christianisme avait institué « tout un art de conduire les hommes, individuellement et collectivement, de la naissance à la mort, inscrivant leurs conduites dans une histoire du salut des âmes ». Ce modèle pastoral sera suivi au 16^e siècle par le gouvernement des populations. « La gestion des conduites passe par la mise en place de dispositifs de socialisation, de régulation et de correction ainsi que par des dispositifs de sécurité publique, de surveillance et de sanctions ». En 1978, Michel FOUCAULT percevait que la sécurité devenait le principe organisateur de la société. Faisant passer celle-ci d'un système disciplinaire à un système sécuritaire. Analysant les évolutions dans quatre domaines, il constate le passage du corps des individus qu'il faut discipliner, dresser,... par l'enfermement à la population, subdivisée en catégories, qui doit être l'objet d'actions dédiées : pauvreté, délinquance, quartiers sensibles ... Le système disciplinaire insiste sur les choses à faire, rejette l'imprévu et l'initiative. La société sécuritaire, face aux évolutions de la population, circulation massive, liberté individuelle,... – met en œuvre des principes de prévention et de précaution pour annuler la venue de cette « réalité dangereuse ou ses effets ». Dans le système disciplinaire la norme naît d'un modèle à suivre. Dans la société de sécurité, la norme se déduit du normal qui est défini par les statistiques. Règne de la médiane ou de la moyenne, les cas qui en sont éloignés doivent être surveillés, ils constituent un risque, une dangerosité, une situation de crise potentielle. La surveillance reste sur le modèle panoptique, mais les évolutions technologiques telles que les puces (cartes bancaires, vitales, téléphoniques,...) la vidéo surveillance, la géolocalisation, radars, fichiers informatiques... permettent un cyber-espionnage de tous les lieux de vie, remplaçant le biopouvoir par un technopouvoir qui l'englobe.

La discipline était « centripète », elle isole un espace, elle est protectionniste; la gouvernance sécuritaire est « centrifuge », elle élargit son champ d'action, elle laisse faire mais régule le réel en l'annulant, le limitant ou le dynamisant en fonction de l'utilité sociale. Mais qui détermine cette utilité ? « La sécurité, selon Foucault, serait la réponse moderne de régulation des libertés dans une société qui

affirme le primat des individus ou groupes singuliers comme producteurs de pouvoir ». La question de la sécurité devenant un principe organisateur de la société et du pouvoir, ce système peut être nommé société sécuritaire.

Si la sécurité est aussi prégnante, c'est qu'elle répond à une insécurité perçue et/ou vécue. Quelle insécurité ? Quelles sources ? Les mutations économiques engendrent précarisation de l'emploi et fragilisation sociale. Le mouvement d'individuation est source d'autonomie et de vulnérabilité pour des sujets déliés des anciens collectifs protecteurs. Enfin la judiciarisation des rapports sociaux accentue la « *victimisation* » des acteurs qui ne s'appréhendent plus que dans des rapports victime-bourreau.

Effets des mutations économiques : la désindustrialisation, la dégradation du pouvoir d'achat, le surendettement, le déclassement social, les logements insalubres, etc... points auxquels il faut ajouter la croissance du nombre de bénéficiaires d'aides sociales en tous genres, revenu, logement, santé..., autant de signes certes mais dont l'interprétation statistique mériterait un peu plus d'attention. L'auteur, plus loin, mettra en question non les statistiques mais leur interprétation souvent trop volontariste.

Le processus d'individuation, pourtant héritier des Lumières, souligne le changement de société. Le passage d'une société disciplinaire où le travail, l'usine en particulier, structure les rapports sociaux sur le modèle de la lutte des classes, donnant à chacun une place et des valeurs identifiées et identifiantes, qui limitent les dérives et la solitude. Le collectif de travail encadrant, soutenant, unifiant les comportements, les contrôlant, leur donnant sens. Aujourd'hui le travail s'est individualisé, parcellisé. Il a perdu son sens d'œuvre au profit d'une organisation qui articule : objectifs personnels, évaluation des réalisations, rémunération liée aux résultats, compétition, « *guerre de tous contre tous* », responsabilité personnelle des acteurs, surtout dans l'échec, et donc déresponsabilisation du système avec le report de la charge organisationnelle et de ses défauts sur les individus. D'où croissance du stress, de la démotivation, de la perte de sens, en un mot de l'insécurité accompagnant l'exigence d'autonomie et d'efficacité.

L'échec, l'inadaptation mettant en cause l'individu nécessite de trouver une parade : celui-ci est victime d'un bourreau. La souffrance demande à être reconnue, la Justice seule peut établir les faits et pénaliser le coupable, et ainsi réparer le dommage par la reconnaissance publique de la souffrance. La compassion collective assurant la légitimité de la demande et l'instauration du statut de victime souffrante. Victime devenant à son tour bourreau dans son exigence de réparation, de reconnaissance, voire d'identification de ses déboires avec son appartenance à une catégorie humaine ayant nécessairement le statut de victime. L'autonomie se retournant en son contraire : la complète identification à un groupe avec pour conséquences la perte de sens de l'altérité et de l'universel.

Tout ceci naissant, pour l'auteur, de l'économie néo-libérale et du repli de l'Etat sur ses fonctions régaliennes au détriment de son rôle social. Même si DELEUZE et GUATTARI sont cités, l'analyse reste marquée par les limites conceptuelles de M. Foucault, et ne permet pas de saisir l'interdépendance structurelle entre Marché et Etat propre à la domination du capitalisme financier ; incompréhension qui rend vaine, parce que ne dépassant pas le prêche de bonnes intentions irréalisables dans le cadre de cette forme de capitalisme dont notre Etat est un sous-produit bien incapable de modifier ce qui le fonde, la dernière partie de l'ouvrage portant sur l'avènement d'une société solidaire pourtant éminemment souhaitable.

Ce repli de l'Etat est accompagné par une augmentation du discours sécuritaire, « *des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois ... des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, etc...* » (M. FOUCAULT)

Le tout constituant une gouvernance de réaction à l'événement médiatisé, au lieu d'actions prospectives ou programmatiques. Un fait divers médiatisé provoque l'annonce d'une loi qui est soumise au vote en urgence... augmentant les normes contraignantes et les catégories de délits, sans renforcer le désir de construire un bien commun, mais en renforçant le sentiment d'insécurité. Cette instabilité et inflation législative illustrant ce propos de Gilles Deleuze : « *Les pouvoirs ont moins besoin*

de nous réprimer que de nous angoisser ». Le manque de créativité faisant que la production législative n'est souvent qu'un copier-coller de la législation américaine, un transfert hors-sol en quelque sorte. « La sécurité devient un nouvel objet de savoir et d'expertise, et donne lieu à l'élaboration de dispositifs comme nouvelle technologie influençant les pratiques judiciaires. » (G. Clavel)

Cette gouvernance de l'insécurité est analysée à travers « les catégories foucaaldiennes : une nouvelle économie des illégalismes, une nouvelle pensée criminologique, de nouvelles technologies et dispositifs du pouvoir, une nouvelle économie panoptique du pouvoir. » (G. C.)

La nouvelle économie des illégalismes met la victime au centre de ses préoccupations, « la réhabilitation vise d'abord la victime et non plus le délinquant. Les illégalismes sont évalués en fonction du tort occasionné aux victimes et en liaison avec leur vulnérabilité », ce qui oriente la définition des peines. Ce qui conduit aussi à la définition de groupes à risques : les jeunes, les toxicos, les étrangers, les mendiants,... La dangerosité étant évaluée par des études statistiques, des indicateurs qui permettent la prévention situationnelle, voire d'arrêter préventivement avant qu'une infraction soit commise. « Autrement dit la prévention situationnelle se confond avec le principe de précaution. » Que ce soit dans le domaine de la santé, de la délinquance, ou du terrorisme, il s'agit de neutraliser les situations à risques pour prévenir l'insécurité. « Ce n'est plus le délinquant qui doit être sauvé, mais ce sont les futures victimes. » (David Garland)

On assiste à cette situation digne d'Huxley dans « Le meilleur des mondes » où la catégorie revendiquée d'appartenance de la victime va définir la sanction du délinquant en l'affectant d'un coefficient multiplicateur fonction de la douleur reconnue à celle-ci. Parallèlement le délinquant, membre d'une population à risques et à ce titre déjà coupable sera sanctionné en raison de sa double responsabilité personnelle de transgression et d'appartenance à un groupe potentiellement délinquant. La prison a donc pour première mission de défendre la société, puis de sanctionner le condamné et de défendre les intérêts de la victime, surtout les intérêts psychologiques, la sanction permettant d'engager le processus cathartique. La troisième mission étant la réinsertion du condamné, en le responsabilisant.

Pour Gilbert CLAVEL, la défense de la société « induit une fonction majeure de la prison : le traitement social de situations anormales, asociales, dangereuses telles que les troubles pathologiques, la précarité ou la misère, le vagabondage, la délinquance ; la prison apparaît comme l'un des dispositifs sécuritaires, particulièrement efficace, de traitement social visant à neutraliser certaines catégories d'individus en les rendant invisibles et inoffensifs socialement. » Tous les autres lieux d'enfermement (Centre Éducatifs fermés,...) comme la prison apparaissent donc comme des techniques du traitement social, s'inscrivant dans un processus de criminalisation du social et de légitimation de l'insécurité sociale, de la précarité, comme norme.

Ce glissement de l'Etat social providence à l'Etat social sécuritaire entraîne avec lui l'évolution du « travail social qui s'inscrit désormais dans un continuum sécuritaire ».

Le glissement de la société, depuis une vingtaine d'années, vers une société sécuritaire trouve son origine dans « le principe d'individuation et d'autonomie : ainsi aux politiques de compensation se sont substituées progressivement les politiques d'activation. »

A la protection de l'enfant succède la protection de la société de la dangerosité de sa jeunesse. Evolution sensible dès 1997 avec la création des Centres éducatifs fermés. Même évolution dans le champ de la psychiatrie où les pouvoirs du préfet sont renforcés pour autoriser la sortie des malades.

Le champ de l'immigration est également touché avec la création de la rétention, puis la création de zone d'attente provisoire. On retrouve là les positions « de base » de M. FOUCAULT sur toutes les procédures d'enfermement. Enfermement soit disant justifié par le côté illégale, délinquant ou dangereux des comportements, alors que ceux-ci ne sont, pour M. FOUCAULT, que des contestations d'un ordre social injuste qui doit être réformé. En quelque sorte, les militants politiques sont traités comme des délinquants. Ces faits et d'autres peuvent être analysés « comme processus de criminalisation

du social et en particulier de la pauvreté ». A cela s'ajoute des soupçons de fraude concernant les chômeurs, les arrêts maladie, les mariages dits de complaisance,...Ce qui conduit à des stratégies de surveillance en zones urbaines, de traçage des mouvements... Les marges de la société sont perçues comme extérieure à la société et donc sources de peurs, alors qu'elles sont intérieures et qu'elles « *questionnent la société dans son ensemble, sa centralité, sa structuration, ses mutations, son système économique, les jeux de position sociale, sa culture, ses modes de vie, ses mœurs... le criminel interroge la violence de la société, le voleur la société de consommation, le violeur ou le pédophile renvoie à la déstabilisation des identités sexuelles, le mendiant ou le squatter mettent en évidence la misère et la question du partage des richesses, le chômeur questionne le système économique...* » Ces causes objectives sont remplacées par des causes subjectives, liées à la personne. « *Il ne s'agit donc plus de compenser les manques des individus ou des groupes sociaux,... mais d'activer les individus pour les mettre en mouvement, condition à toute compensation provisoire.* »

Cette évolution dans les pratiques de l'Etat, impacte le travail social, celui-ci se trouve soumis aux mêmes contraintes que celles subies par la population : individualisation, responsabilisation, évaluation des performances, judiciarisation, dénonciation des délinquants... Tout ceci marque le passage d'une fonction d'auxiliaire d'intégration, liée à la société disciplinaire, vers celle d'auxiliaire de cohésion sociale, liée à la société sécuritaire. « *Tandis que le modèle de l'intégration sociale vise à installer des normes publiques durables, sinon éternelles et universelles, la cohésion appelle la gouvernance et le pilotage par des indicateurs utilisés comme des outils !* » (François DUBET)

Evolution qui met en contact les subjectivités des uns et des autres. « *Les professionnels de la relation... ne sont plus protégés de la brutalité des relations à autrui par les croyances et les formes de légitimité des institutions* ». (F. Dubet) « *Au trop de contraintes d'une société programmatique et disciplinaire névrosante succède un trop de liberté conduisant à l'épuisement et à la dépression, et contribuant à l'émergence d'une société sécuritaire* ». (G. Clavel)

Vraiment dur le contact avec la vraie vie ! D'où l'appel en conclusion à une société solidaire, qui contrebalancerait les effets du « *processus d'individualisation qui transforme les rapports au monde, à soi et à autrui... [qui] de ce fait, favorise les peurs, les relations de méfiance, le risque et le sentiment d'être victime... la précarisation économique et sociale accroît le sentiment d'insécurité en renforçant les incertitudes, le délitement des collectifs et du lien social...* » (G. C.)

L'auteur nous appelle à un changement de regard sur notre action dans la société, un changement idéologique. D'abord transformer le système économique et financier, puis passer d'une logique de l'avoir à celle de l'être. Passer d'un processus d'information à un processus de connaissance pour mieux appréhender le monde et autrui. Construire de nouveaux rapports à autrui basés sur les droits et les devoirs et le partage de valeurs collectives. Enfin passer d'un modèle de compétition à un modèle de coopération, ce qui suppose de développer la sérénité et l'estime de soi...

Domage de terminer sur ce catalogue de bonnes intentions. Rousseau et Foucault permettent de justifier la condamnation de la société, mais pas vraiment d'en construire une autre ou de corriger celle-ci. Même si les effets de système sont évoqués, l'analyse proposée reste profondément marquée par la logique cartésienne et la causalité linéaire. La causalité circulaire propre aux phénomènes sociaux ne semble pas avoir contribué à la définition des pistes d'évolution vers une société solidaire.

L'ouvrage, pour moi, démontre surtout la pertinence de l'axiomatique de Michel FOUCAULT pour étudier les phénomènes sociaux, en tout cas ceux qui sont sélectionnés par sa grille de lecture, constituant ainsi un système fermé entre l'objet de l'étude et sa grille de lecture.

Renvois :

- Peter SLOTERDIJK, *La mobilisation infinie (Critique de la cinétique politique)*, **FuturWest N°21.**
- Olivier HASSID, *La société vulnérable (Criminalité, insécurité, terrorisme...)*, **FuturWest N°25.**
- Christian COGNE, *Requiem pour un émeutier (Education)*, **FuturWest N°37.**
- Danilo MARTUCCELLI, *La société singulariste*, **FuturWest N°39.**
- Eric DUPIN, *La fatigue de la modernité (Voyage en France)*, **FuturWest N°40.**
- Cédric CAGNAT, *Politiques de la violence*, **FuturWest N°45.**
- Jean-Pierre GAUDART, *La fin du salariat*, **FuturWest N°49.**

JP

<i>BOUE Charles-Edouard</i>	<i>Comment la Chine change le Monde</i>	<i>Dialogues</i>
<i>BOYER Luc</i>	<i>Evolutions des organisations et du management</i>	<i>EMS</i>
<i>MONNIER Bernard</i>	<i>La route des innovations</i>	<i>Caillade</i>
<i>OFCE</i>	<i>Varia (Débats & Politiques)</i>	<i>OFCE</i>
<i>OCDE 2013</i>	<i>Perspectives des migrations internationales</i>	<i>OCDE</i>
<i>LÉMOINE Françoise</i>	<i>L'économie des BRIC</i>	<i>Découverte</i>
<i>FELDMAN Jean-Philippe</i>	<i>Les mutations de la démocratie locale</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>GESLOT Christophe</i>	<i>Elections municipales et citoyenneté européenne</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>DURU-BELLAT Marie</i>	<i>Pour une planète équitable</i>	<i>Seuil</i>
<i>ZACAI Edwin</i>	<i>L'adaptation au changement climatique</i>	<i>Découverte</i>
<i>GAYRAUD Jean-François</i>	<i>Le nouveau capitalisme criminel</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>GODET Michel</i>	<i>Libérez l'emploi pour sauver les retraites</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>BRUNET Anne</i>	<i>L'insolite : moteur d'innovation</i>	<i>Dunod</i>
<i>CARFANTAN Jean-Yves</i>	<i>Le défi chinois (Aliments, énergies, mat. Premières)</i>	<i>Seuil</i>
<i>VAUCHEZ Antoine</i>	<i>L'Union (UE) par le droit</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>HASKELL G. David</i>	<i>Un an dans la vie d'une forêt</i>	<i>Flammarion</i>
<i>HOMBERT Jean-Marie</i>	<i>Comment le langage est venu à l'homme</i>	<i>Fayard</i>
<i>BENTOLILA Alain</i>	<i>Langue et science</i>	<i>Plon</i>
<i>RODIER Christine</i>	<i>La question Halal</i>	<i>PUF</i>
<i>MERKLEN Denis</i>	<i>Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?</i>	<i>ENSSIB</i>
<i>BAERTSCHI Bernard</i>	<i>L'éthique à l'écoute des neurosciences</i>	<i>Belles Lettres</i>
<i>YOUT Georges</i>	<i>L'Occident en péril</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MERLIN Francesca</i>	<i>Mutations et aléas (Hasard dans l'évolution)</i>	<i>Hermann</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>GRUBER Christian</i>	<i>De l'atome antique à l'atome quantique</i>	<i>PPUR</i>
<i>GAUTIER Catherine</i>	<i>Les gaz de schiste</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>MEUNIER Alain</i>	<i>La naissance de la Terre</i>	<i>Dunod</i>
<i>RAMADE François</i>	<i>Un monde sans famine ?</i>	<i>Dunod</i>
<i>NAZE Yaël</i>	<i>Voyager dans l'espace</i>	<i>CNRS</i>
<i>BRIOT Danielle</i>	<i>Ce que disent les étoiles</i>	<i>Belin</i>
<i>WAUTELET Michel</i>	<i>Les nanotechnologies</i>	<i>Dunod</i>
<i>CHRISTIN Olivier</i>	<i>Une histoire du vote avant le suffrage universel</i>	<i>Seuil</i>
<i>GRAEBER David</i>	<i>La démocratie aux marges</i>	<i>B. de L'Éau</i>
<i>DAINVILLE (Oudot de) A.</i>	<i>Faut-il avoir peur de 2030 ?</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BRAUNSTEIN Florence</i>	<i>1 kilo de culture générale (1660 pages)</i>	<i>PUF</i>
<i>CARCASSONNE Guy</i>	<i>Petit dictionnaire de droit constitutionnel</i>	<i>Points</i>
<i>LE BLANC Guillaume</i>	<i>La philosophie comme contre-culture</i>	<i>PUF</i>
<i>BLAIS Marie-Claude</i>	<i>Transmettre, apprendre...</i>	<i>Stock</i>
<i>SCHIRMANN Sylvain</i>	<i>Intégration économique et gouvernance européenne</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>VEDRINE Hubert</i>	<i>La France au défi</i>	<i>Fayard</i>
<i>HATTEMER Sylvie</i>	<i>L'horreur fiscale</i>	<i>Fayard</i>
<i>TEGMARK Max</i>	<i>Notre univers mathématique</i>	<i>Dunod</i>
<i>BLONDEL M.</i>	<i>Sciences de la conservation (biodiversité)</i>	<i>De Boeck</i>
<i>BERTONE Gianfranco</i>	<i>Le mystère de la matière noire</i>	<i>Dunod</i>
<i>SAURET Jean-Marc</i>	<i>Chroniques pour un management humaniste</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>ISSAKA Lambert</i>	<i>La grande chute (Vers la guerre ?)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>TAPIE Guy</i>	<i>Sociologie de l'habitat contemporain</i>	<i>Parenthèses</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>BONIN Philippe</i>	<i>Vocabulaire de la spatialité japonaise</i>	<i>CNRS</i>
<i>VAUCHEZ Antoine</i>	<i>Démocratiser l'Europe</i>	<i>Seuil</i>
<i>DUMENIL Gérard</i>	<i>La grande bifurcation (en finir avec le néolibéralisme)</i>	<i>Découverte</i>
<i>DEVOLUY Michel</i>	<i>Comprendre le débat européen</i>	<i>Points</i>
<i>RHEINBERGER Hans-Jörg</i>	<i>Introduction à la philosophie des sciences</i>	<i>Découverte</i>
<i>LAMY Pascal</i>	<i>Quand la France s'éveillera...</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>DEROSIERES Alain</i>	<i>Prouver et gouverner (statistiques publiques)</i>	<i>Découverte</i>
<i>MARLIER Eric</i>	<i>Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg</i>	<i>P. Lang</i>
<i>POLESE Mario</i>	<i>La France avantagée (Paris et les Régions)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>BORRY Marc</i>	<i>Le neuromanagement des connaissances</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FRS</i>	<i>L'état de l'Union 2014</i>	<i>Lignes de Rep.</i>
<i>JAFFRELOT Christophe</i>	<i>L'Inde contemporaine</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>BOWEN John</i>	<i>L'Islam, un ennemi idéal</i>	<i>A. Michel</i>
<i>FURFARI Samuele</i>	<i>Vive les énergies fossiles !</i>	<i>Texquis</i>
<i>VERMEYLEN Paul</i>	<i>Le temps de la métropole</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>PAPIEAU Isabelle</i>	<i>Le retour de la celtitude</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>KAGAN Robert</i>	<i>L'ordre mondial américain</i>	<i>Nouv. Monde</i>
<i>PRINCE Erik</i>	<i>Civilian warriors</i>	<i>Penguin</i>
<i>MARCHANT Pascal</i>	<i>Géopolitique de la Russie</i>	<i>PUF</i>
<i>GRISSET Pascal</i>	<i>Au coeur du vivant (INSERM, 50 ans)</i>	<i>Cherche-Midi</i>
<i>HASKELL David G.</i>	<i>Un an dans la vie d'une forêt</i>	<i>Flammarion</i>
<i>BOUVET Jean-François</i>	<i>Mutants</i>	<i>Flammarion</i>
<i>STEWART Ian</i>	<i>17 équations qui ont changé le Monde</i>	<i>R. Laffont</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

ABELES Marc	<i>Penser au-delà de l'Etat</i>	<i>Belin</i>
SCHRODINGER Erwin	<i>La nature et les Grecs</i>	<i>Belles lettres</i>
FONTAINE Jean-Jacques	<i>L'invention du Brésil</i>	<i>L'Harmattan</i>
DESHOMMES Oriol	<i>Le développement endogène</i>	<i>L'Harmattan</i>
MOUGNOL Simon	<i>Un peu de logique pour tout le monde</i>	<i>L'Harmattan</i>
PIGASSE Matthieu	<i>Eloge de l'anormalité</i>	<i>Plon</i>
HEREDIA Mariana	<i>A quoi sert un économiste</i>	<i>L'ÉdeTR</i>
APPADURAI Arjun	<i>Condition de l'homme global</i>	<i>Payot</i>
CHARAUDEAU Patrick	<i>La conquête du pouvoir</i>	<i>L'Harmattan</i>
READINGS Bill	<i>Dans les ruines de l'Université</i>	<i>Lux</i>
CAILLET Aline	<i>Genre, sexe et égalité</i>	<i>L'Harmattan</i>
HULIN Nicole	<i>Les sciences naturelles (19e, 20e siècles)</i>	<i>L'Harmattan</i>
ENCRENAZ Thérèse	<i>L'exploration des planètes</i>	<i>Belin</i>
TISSERAND Isabelle	<i>Sécurité alternative</i>	<i>L'Harmattan</i>
BARTHELEMY Pierre	<i>Chroniques de science improbable</i>	<i>Dunod</i>
ROUGET Patrice	<i>La violence de l'humanisme (contre les animaux)</i>	<i>Calmann-Lévy</i>
BICHOT Jacques	<i>La mort de l'État-providence</i>	<i>Belles Lettres</i>
EMMOTT Stephen	<i>10 billion (inhabitants)</i>	<i>Penguin</i>
ATTALI Jacques	<i>Pour une économie positive</i>	<i>Doc Fse</i>
NAULOT Jean-Michel	<i>Crise financière (Inertie des gouvernements)</i>	<i>Seuil</i>
JARRIGE François	<i>Techno-critiques</i>	<i>Découverte</i>
LAMBRICHS Louise	<i>Histoire de la pensée médicale contemporaine</i>	<i>Seuil</i>
SMOLIN Lee	<i>La renaissance du temps</i>	<i>Dunod</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

KAPLAN Robert	<i>La revanche de la géographie</i>	Toucan
MEIRIEU Philippe	<i>Le plaisir d'apprendre</i>	Autrement
AMOSSY Ruth	<i>Apologie de la polémique</i>	PUF
COLONOMOS Ariel	<i>La politique des oracles</i>	A. Michel
UNESCO/OCDE/ISSC	<i>World Social Science Report</i>	Unesco
WALRAVENS Eric	<i>Dumping fiscal</i>	Veblen
COHEN Antoine	<i>Le régime politique de l'UE</i>	Découverte
GUIGOU Elisabeth	<i>L'Europe (Les défis à relever...)</i>	Cherche-Midi
MAAREK Gérard	<i>Capitalisme, finance, démocratie</i>	Economica
BOILLOT Jean-Joseph	<i>L'Inde pour les nuls</i>	First
MAKINSKY Michel	<i>L'économie réelle de l'Iran</i>	L'Harmattan
KIERLIK Edouard	<i>La physique surprise</i>	Belin
HENCHOZ Nicolas	<i>Les ruptures fertiles</i>	PPUR
PENROSE Roger	<i>Les cycles du temps</i>	O. Jacob
VIDARD Mathieu	<i>Dans les secrets du ciel</i>	Grasset
COLLECTIF	<i>Trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle</i>	L'Éclat
SCHAFFER Simon	<i>La fabrique des sciences modernes</i>	Seuil
Pierre BORDAGE et all	<i>Exquise planète</i>	O. Jacob
WIENER Norbert	<i>La cybernétique (1ere traduction française)</i>	Seuil
CAUVIN Christian	<i>La fin du capitalisme</i>	L'Harmattan
SAINT-VICTOR Jacques	<i>Les antipolitiques</i>	Grasset
BAILLET Roger	<i>De Gaulle et Machiavel (d'actualité)</i>	L'Harmatta

www.parc-marin-iroise.fr	<i>Sept ans après sa création.....</i>
www.espace-exploration.com	<i>LA référence</i>
www.fermedesetoiles.com	<i>Dans le Gers</i>
www.notrepetiteentreprise.com	<i>Crowdfunding pour creation TPE</i>
www.colorado.edu/news	<i>WC à l'énergie solaire</i>
www.exoplanet.eu	<i>De superterres à perte de vue...</i>
www.worldsocialscience.org	<i>Rapport 2013 (UNESCO...) => gratuity</i>
www.globalcause.net	<i>Les droits humains sous surveillance</i>
www.barsciences.fr	<i>Le Bar des Sciences de Montpellier</i>
www.sophiaboutique.fr	<i>Intégralité des produits de La Recherche</i>
www.eia.gov/analysis/studies/worldhalegas/	<i>Gaz de roche-mère dans le Monde</i>
www.pbl.nl	<i>Agence environnementale des Pays-Bas</i>
www.eurofound.europa.eu	<i>Enquêtes européennes diverses (Dublin)</i>
www.iags-project.org	<i>Independent Annual Growth Survey (Europe)</i>
www.jeunessedolidaire.org	<i>Comme son nom l'indique...</i>
www.taxhavenfree.org	<i>Marchés publics conditionnés</i>
www.explornova360.com	<i>Voyage dans l'Univers à 360 degrés</i>
www.alma.mtk.nao.ac.jp/e/	<i>Radiotélescope : système solaire en formation</i>
www.bma-mobilite.com	<i>Breizh mobilité augmentée</i>
www.nih.gov/science/amp/index	<i>Partage de données pharmaceutiques</i>
http://tinyurl.com/ISAAA-cultures-OGM-2013	
www.corporatejustice.org	<i>Reporting extra-financier</i>